

BIBLIOTHÈQUE COLONIALE

LES FRANÇAIS
EN AMAZONIE



Henri A. Coudreau.

COLLECTION PICARD

BIBLIOTHÈQUE COLONIALE

LES FRANÇAIS EN AMAZONIE

PAR

Henri A. COUDREAU

PROFESSEUR DE L'UNIVERSITÉ
MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE COMMERCIALE DE PARIS
DU COMITÉ DE LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'ÉTUDES BRÉSILIENNES
DU COMITÉ D'EXPOSITION DE LA GUYANE FRANÇAISE
ET DE DIVERSES SOCIÉTÉS SAVANTES

Illustrations par P. Hercouët et F. Massé.



PARIS
LIBRAIRIE PICARD-BERNHEIM ET Cie
ALCIDE PICARD ET KAAN, ÉDITEURS
11, RUE SOUFFLOT, 11.

INTRODUCTION

Ce volume, abrégé d'une œuvre plus importante [1], a pour objet la vulgarisation de la question amazonienne.

La question amazonienne nous intéresse à divers titres.

D'abord, aucune région du monde où vivent des Français ne saurait nous être étrangère. Toute contrée où la France possède de grands intérêts de commerce ou d'influence, mérite d'être étudiée par les Français.

A la veille de repartir, honoré d'une mission nouvelle, pour les territoires de la Haute Guyane française, je ne cesse de penser que notre Guyane ne saurait être seulement la Guyane de Cayenne, elle doit être un acheminement à la réalisation du rêve déjà ancien, mais de plus en plus séduisant, de la France équinoxiale.

Les Français en Amazonie, appuyés sur la vieille colonie guyanaise, nous referont, j'en ai la persuasion intime, une France équinoxiale plus magnifique que jamais on ne l'a rêvée, une France équinoxiale que nous aurons, sans diplomatie, sans politique, sans conquête, sans prise de possession administrative, mais par la féconde infiltration de la race et du génie. Le milieu amazonien du Maroni au Juruá, de Cayenne à Manáos, réclame l'émigrant français.

Paris, janvier 1887.

HENRI A. COUDREAU.

1 *La France équinoxiale, Études et Voyages*, deux vol. in-8° et un atlas; chez Challamel, éditeur.

LES FRANÇAIS
EN
AMAZONIE

CHAPITRE PREMIER

LA COLONIE FRANÇAISE DE L'AMAZONIE

L'Amazonie, marché nouveau, nation nouvelle, est constituée par les deux provinces de l'extrême nord brésilien : la province du Gram-Pará et celle de l'Amazonas. Sa population n'est pas encore d'un million d'habitants, mais sa superficie équivaut à près de huit fois celle de la France, et pourrait nourrir plus de 300 000 000 d'âmes.

L'Amazonie mérite notre attention spéciale à deux points de vue principaux : à cause de l'importance des intérêts commerciaux que nous avons avec elle, à cause de l'importance de la colonie française établie dans la contrée.

Pour ce qui est du premier point, il suffit de dresser la liste des pays avec lesquels la France fait moins de commerce qu'avec l'Amazonie. Ces pays sont les suivants : Grèce, Portugal, Vénézuéla, Réunion, Indes hollandaises, Mexique, Cap, Sénégal, Antilles anglaises, Australie, Danemark, Cochinchine, Guatémala, Indes françaises, Guyane française, Équateur, Philippines, Siam, Bolivie. La France, en 1885, a fait près de cinquante millions de commerce avec l'Amazonie.

Pour ce qui est du second point, il suffit de dire pour le moment que, de toutes les colonies étrangères de l'Amazonie, la colonie française est la plus nombreuse, si nous en exceptons la colonie portugaise, dont l'immigration dépend de causes tout à fait spéciales.

Ceci établi, on sera surpris d'apprendre que nous n'avons pas en Amazonie le moindre vice-consulat.

Les intérêts français sont en souffrance en Amazonie à cause du manque de représentants du Gouvernement de la métropole.

Rien n'est susceptible d'offrir moins de stabilité que l'organisation consulaire d'une grande nation. Il faut qu'il y ait proportionnalité, équilibre, entre l'importance des relations d'affaires et l'importance, le nombre des consulats. Dès que cet équilibre n'existe plus ou n'existe pas, il faut s'appliquer à le rétablir ou à l'établir. Ainsi, nous faisons actuellement pour quatre millions d'affaires annuelles avec la Chine et cinquante avec l'Amazonie. Dans la première de ces contrées, nous entretenons un nombreux personnel consulaire; dans la seconde, nous n'avons pas même un vice-consul. Il y a là une anomalie qui appelle une rectification.

Les consuls ne sont pas faits pour provoquer les affaires, mais ce sont, au contraire, les affaires qui appellent, qui exigent les consuls. Le pouvoir central n'a pas à décréter *à priori*, d'intuition, mais à constater et à s'adapter.

Cette métaphysique digérée, arrivons à des faits plus substantiels.

Quand quelques centaines de Français, tous commerçants, tous aisés, sont établis à demeure dans une vaste contrée, grande comme huit fois la France, où ils font pour une cinquantaine de millions de francs d'affaires, il est clair que ces notables, producteurs, chargeurs, industriels, doivent avoir, tant entre eux qu'avec les autres étrangers ou les nationaux de la contrée, une foule de relations de l'ordre commercial ou de l'ordre civil nécessitant la présence de ce fonctionnaire à tout faire : notaire, officier de l'état civil, juge de paix, qui s'appelle le consul.

Or, qu'arrive-t-il ? Si nos grandes maisons de commerce sont à Pará, notre colonie est surtout à Manáos et dans la province de l'Amazonas; le Juruá, par exemple, est exploité presque exclusivement par des Français; au Madeira, nos

compatriotes sont nombreux; au Solimoens, sur cinquante-cinq maisons de commerce, vingt-trois sont françaises. Eh bien, les Français de la province de l'Amazonas, que leurs affaires n'appellent généralement à Pará qu'une fois par an, sont obligés d'entreprendre un voyage d'au moins quatre ou cinq cents lieues quand ils ont à accomplir tel ou tel acte de la vie civile ou commerciale : un mariage, la poursuite d'un procès, un arbitrage pour l'attribution d'une forêt de caoutchouc disputée, voire même la signature de certains papiers de moindre importance.

Manáos présente cette singulière anomalie.

Un jour de fête officielle, le 7 septembre, par exemple, jour de la fête de l'Indépendance, le président de la province, le *commandante das armas*, le commandant de la flottille, le *juiz de direito*, assistent à une messe solennelle à la cathédrale de Nossa-Senhora da Conceiçao. Le corps consulaire en uniforme se trouve présent à la cérémonie. Voici le consul de la république Argentine, celui du Vénézuéla ; les vice-consuls d'Espagne, de Portugal, du Pérou, d'Angleterre, des Etats-Unis, se pavanant dans leurs beaux habits; le vice-consul de France brille par son absence !

Au sortir de la cérémonie, le cortège défile dans la *rua Municipal;* vous n'y voyez que des magasins français : ceux de M. Isidore Norat, de M. Raine, de M. Schill, de M. Charréard, de MM. Kahn et Polack, de MM. d'Anthonay et Bouillié. Six commis de la maison Kahn et Polack arrivent du Juruá avec des chargements de caoutchouc. La conversation s'engage en français ; toute la bourgeoisie locale y participe, et l'on n'entend plus parler que français dans le cortège officiel. Quelques jeunes Brésiliens, fraîchement émoulus de leurs études à Paris, s'en vont, discutant sur l'un de nos chefs-d'œuvre littéraires, consulter le document à la bibliothèque. Dans cette bibliothèque, sur sept mille volumes, cinq mille sont écrits en notre langue. Au retour, regardant les enseignes des magasins, nous ne voyons que des « au Louvre », « au Printemps », « à Notre-Dame de Paris », « Café Chic ». Et l'absence d'un consul français dans une

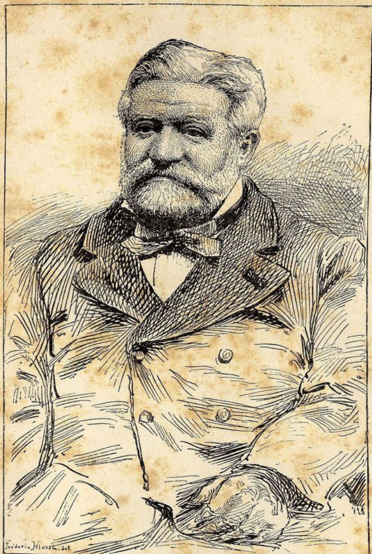
ville où nous comptons plus de compatriotes établis que dans celle de Cayenne, fait qu'on se croirait dans une cité française récemment conquise et administrée par les Brésiliens.

A Pará, même anomalie. Non seulement les Etats-Unis et l'Angleterre y ont un vice-consul, mais encore l'Allemagne, le Portugal, le Pérou, l'Argentine, etc. La France, autrefois, entretenait un vice-consul à Pará. Depuis, notre commerce avec l'Amazonie ayant décuplé, notre vice-consulat a été transformé en agence consulaire ! La France, est pourtant, de toutes les nations étrangères celle dont la colonie dans la contrée est la plus importante. Ce que sachant, les Brésiliens, aux jours de réception, voyant notre pauvre agent consulaire fermer, humble et modeste, le cortège, — on sait l'importance de la représentation dans ces pays, — se demandent si c'est par ignorance ou par lésine que le Gouvernement français consent ainsi à déchoir de son rang vis-à-vis des autres nations.

Pará a pourtant pour nous une autre importance que Sabanilla, Baranquilla, la Guayra, Guayaquil et Concordia, pour que nous le traitions au moins sur le même pied que ces villes privilégiées.

Mais ce n'est pas seulement à cause de la quotité de nos rapports commerciaux avec l'Amazonie que nous devons installer dans cette contrée une organisation consulaire moins rudimentaire que celle que nous y avons aujourd'hui. C'est encore à cause du chiffre rapidement croissant de nos nationaux résidant dans ce pays, à cause du rôle réellement étonnant de pénétration intellectuelle que nous avons là-bas, à cause enfin de certains intérêts diplomatiques.

Il est pénible d'être obligé de constater qu'aujourd'hui la colonie est obligée, le plus souvent, de recourir aux bons offices des consuls des autres nations, l'agent de Pará ne pouvant instrumenter que pour ceux de nos nationaux établis dans la région du bas Amazone. Un seul agent pour un territoire de 3 500 000 kil. q., c'est réellement peu. Un voyage de 800 lieues pour aller demander un conseil à son consul,



DONATIEN BARRAU
La plus haute personnalité française de l'Amazonie.

c'est beaucoup; et, si l'on a le consul anglais ou allemand sous la main, on s'en sert.

. . . .

Grâce à l'importance de notre colonie à Manáos et dans les hauts affluents, nous sommes à la tête du mouvement progressiste dans l'Amazonie occidentale. Mais ce n'est pas tout.

Il faut bien remarquer que le rôle de la France dans les deux provinces n'est point uniquement mercantile ou industriel, loin de là.

On sait que toute l'Amérique du Sud se considère comme une dépendance intellectuelle, si l'on peut dire, des métropoles latines d'Europe, et tout spécialement de la France.

Parmi toutes ces nations latines d'Amérique, nos bonnes clientes, nos bonnes amies, nos bonnes élèves, il en est quelques-unes qui se sont élevées au premier rang, parmi leurs jeunes rivales, pour le développement économique, artistique, scientifique, intellectuel. Et ce sont précisément celles-là qui, dans leur marche vers le progrès, serrent de plus près la France et lui ont voué l'affection la plus active et la plus sincère. Je veux parler du Brésil et de l'Argentine. Or, le Brésil est assez connu en France pour qu'il ne soit pas nécessaire d'insister ici sur les relations d'affinité qui unissent la grande nation latine d'Europe et sa grande sœur d'Amérique; mais ce qu'il est bon de faire connaître, c'est que de toutes les parties du Brésil, celle qui semble nous avoir consacré le culte le plus efficace, qui semble nous désirer le plus vivement, qui s'inspire avec le plus d'ardeur résolue de notre génie national, c'est cette région encore peu connue, mais d'ici peu, certainement très populaire l'*Amazonie*.

Pará est une ville un peu cosmopolite. Cependant, l'on peut dire qu'après le portugais, la langue qui de beaucoup y est la plus répandue, c'est le français. A Manáos, dans la société, on entend tellement parler notre langue, qu'on se demanderait volontiers laquelle, de la portugaise ou de la française, est la plus familière à la bourgeoisie.

Je crois connaître à Manáos à peu près tous ceux qui valent la peine d'être connus. Je n'ai jamais parlé avec eux que le français. Et ils parlaient sans aucun accent. Dans les écoles d'enseignement secondaire, le français est *réellement* appris : les enfants de quinze ans, sous prétexte de faire des études à la mode, les bonnes études, n'apprennent point à ânonner notre langue, *ils la parlent*. Dans les écoles primaires, aujourd'hui, les enfants presque tous apprennent le français. On peut dire que la génération actuelle tout entière est familiarisée avec notre langue. Cela sans peine, d'ailleurs ; car il n'y a pas une bien grande distance entre la langue de Voltaire et celle de Camoëns. Malgré nous, sans canons, sans crédits, nous pénétrons de notre génie les nations néo-latines d'Amérique. Ah ! certes, ce sont là de bien belles colonies !

En Amazonie, le commerce, les écoles, les fonctionnaires, la jeunesse nous parlent, nous lisent, nous aiment, nous désirent, nous appellent de tous leurs vœux, ils nous lisent plus que nous ne nous lisons nous-mêmes, d'Auguste Comte à M. Paul Bourget, de Victor Hugo à M. Xavier de Montépin, de Balzac à M. Charles Métoupel, — connaissez-vous M. Charles Métoupel? — Non, eh bien, eux, ils le connaissent : ils ont tout lu, ils nous dévorent, et, Dieu me pardonne, leurs journaux les renseignent aussi bien sur nos propres affaires que nous pouvons l'être par les nôtres. Ces journaux du Brésil ! Je ne parle pas du « *Jornal do Commercio*, » qui tire tous les jours sur seize pages, format du *Times*, en sept. Je parle des journaux de Pará — tel que le « *Diario do, Gram-Pará* », par exemple, — eh bien, très fréquemment, dans ce journal, vous avez des articles en français.

J'en connais au moins cinq cents dans l'Amazonie qui, dès maintenant, commencent à faire des économies pour venir passer six mois à notre grande Exposition de 1889 ; et alors, quand ils auront fait leur pèlerinage de la Mecque, ils remporteront comme souvenirs nos derniers ouvrages scolaires, les dernières productions de nos savants, les derniers chefs-d'œuvre de notre industrie, les dernières idées de notre démocratie progressiste.

Et vous croyez que nous ne devons pas à ces gens-là plus qu'un agent consulaire, lorsque nous prodiguons des consuls très bien payés dans des localités où nous n'avons à peu près ni commerce ni nationaux?...

Enfin, disions-nous, il est tel intérêt diplomatique qui exige que nous ayons en Amazonie une sérieuse organisation consulaire.

Je ne rééditerai pas ici la fameuse question du différend franco-brésilien à propos du territoire contesté de Guyane; cependant, ce différend existe: il existe depuis longtemps, il existe toujours, et j'ai bien peur qu'il n'existe encore pendant deux ou trois cents ans. Si, au lieu d'un modeste agent consulaire, nous avions là-bas un consul *à giorno*, — oh! il ne nous annexerait pas le contesté, n'ayez crainte, — mais, au moins, grâce à lui, quand les Brésiliens s'amuseraient à mettre la main sur le territoire en litige, au moins ne seriez-vous pas obligés d'attendre vingt ans pour être informés du fait, comme cela s'est passé pour l'Apurema. En attendant, tout en se liant les mains, il pourrait toujours ouvrir les yeux, faire savoir au quai d'Orsay ce qui se passe à Mapa et à Counani [1].

Il y a encore autre chose. On sait aujourd'hui un peu partout qu'il circule au Brésil certains bruits.

Pour ne pas me compromettre, je déclare à l'avance que je ne crois pas que ces bruits soient fondés. Dans le milieu le plus officiel de la terre on peut, cependant, d'ores et déjà, se permettre de dire que, depuis quelques années, l'Amazonie est très franchement autonomiste. Si je ne craignais pas de passer pour indiscret, je dirais même que je connais à Manáos et à Pará une demi-douzaine de *senhores* crânement séparatistes, ayant déjà leur drapeau, — nos trois couleurs disposées autrement, — leur programme, leur «*pronunciamiento*,» et même, — ô prévision admirable! — leur constitution et leur président tout prêts!

Mais ces séparatistes sont isolés, certainement; quoi qu'il

1. Voir le chapitre : *l'Amazonie contestée entre la France et le Brésil*. Page 127.

en soit, il est un fait incontestable, c'est qu'en prévision de cette échéance, qui peut n'arriver jamais, les Etats-Unis, l'Angleterre, voire même l'Allemagne, font actuellement de la propagande discrète en vue d'un protectorat commercial bien senti à établir sur l'Amazonie.

Ne pensez-vous pas qu'en cette occurrence il serait bon de faire là-bas représenter la France, qui, jusqu'à ce jour, fait prime en Amazonie, par un fonctionnaire d'une autre envergure qu'un agent consulaire?

. . . .

Voici ma conclusion :

La France a de grands intérêts commerciaux avec l'Amazonie. La colonie française de l'Amazonie est la première de toutes les colonies étrangères. L'influence technique de la France est énorme dans cette contrée. Nous y avons, en prévision, d'assez sérieux intérêts diplomatiques. Or, la France ne possède, dans cet immense et admirable pays, qui est comme un nouveau monde dans le nouveau monde, qu'un seul représentant sans autorité, sans action, sans prestige, un agent consulaire forcément effacé, surmené. Sans demander de *meâ culpâ* au ministère des affaires étrangères, nous sommes certain qu'il nous confesserait que dans nombre de contrées infiniment moins intéressantes pour nous, nous possédons une administration consulaire bien et dûment affirmée, payée, organisée et hiérarchisée [1]. Nous croyons savoir qu'il est question de faire rétrograder, dans cette même région du Brésil, au rang de simple vice-consu-

1. En 1883, le port de Manáos a vu arriver 240 steamboats. Punta-Arenas, le principal port de Costa-Rica, où se trouve accrédité un chargé d'affaires et consul général français, n'a compté cette année-là que 90 entrées de vapeurs, et le Guatémala, que 68 vapeurs à peine.

Les transactions commerciales du port de Manáos se sont élevées, en 1882-83, à plus de 22 000 000 de francs. Tout le commerce du Guatémala, qui a 1 252 497 habitants, tandis que la province de l'Amazonas en a dix-huit fois moins, ne s'élève pas à 29 000 000. La valeur officielle des produits exportés par la douane de Manáos a été, pendant l'exercice 1881-1882, de près de 4 000 000; en 1882-1883, de près de 6 000 000, et pendant le 1er semestre de l'année fiscale 1883-1884, de 3 500 000. Le chiffre d'exportation est à peu près égal au montant normal de l'exportation du Honduras, quoi a 350 00 habitants. La va-

lat un ou deux consulats de parade. Eh bien, il faut faire cette réforme et organiser les consulats de l'Amazonie.

Le consul de Pernambuco, de qui relève l'agence de Pará, n'a-t-il pas déjà déclaré qu'il était impuissant à s'occuper de l'Amazonie, immense région toute neuve et extrêmement progressiste qu'il ne pouvait connaître de sa chancellerie du Récife?

A Pará, capitale actuelle de l'Amazonie, grand débouché commercial et maritime de la contrée, il nous faut un consul.

A Manáos, le Saint-Louis de l'Amérique du Sud, le futur grand centre intérieur entre les Andes et l'Atlantique, la base actuelle d'opération des Français dans l'Amérique équatoriale, il faut un vice-consul. La colonie française de Manáos et de la province de l'Amazonas est plus importante que celle de Pará et du bas Amazone ; mais, à tout seigneur tout honneur : Pará est le grand marché financier et le grand entrepôt; c'est là que doit être notre premier représentant.

Une dépense d'une cinquantaine de mille francs ! dépense plus qu'utile, nécessaire ; plus que nécessaire, urgente. Dans cette seule administration des consulats, dans cette seule contrée de l'Amérique du Sud, nous pourrions montrer de bien plus fortes sommes consacrées à des postes, non pas urgents, non pas même nécessaires, mais d'une utilité fort problématique, si ce n'est pour les titulaires.

A côté du consulat de Pará et du vice-consulat de Manáos, il sera bon de poser quelques jalons ; je veux dire, d'établir un certain nombre d'agences consulaires, par exemple à Teffé

leur officielle des marchandises importées par la douane de Manáos a été, pendant l'exercice 1881-1882, de près de 10 000 000, et pendant l'exercice 1882-1883, de près de 16 000 000. Ce chiffre total d'importations représente à peu près le total de toutes les importations réunies de la république du Paraguay, où la France a accrédité un vice-consul. La douane de Manáos n'a été établie qu'en 1869. Pendant les cinq premières années de son existence elle a encaissé à peine 460 000 francs de droits. Pendant les cinq années suivantes, elle a encaissé 1 360 000 francs, et, pendant les cinq années qui ont suivi, les recettes ont été de 5 000 000 de francs.

(L'année fiscale commence au Brésil, le 1[er] juillet et se termine au 30 juin de l'année suivante.)

(Voir *le Brésil à l'exposition d'Anvers*, numéro du 9 août 1885.)

pour le Solimoens et le Juruá; à Labrea pour le Purús; à Manicoré pour le Madeira; à Obidos pour le Trombetas; à Santarem pour le Tapajoz; et à Macapá pour le bas Amazone.

Ceci étant, la France aurait des chances sérieuses de trouver dans l'Amazonie d'ici une génération, sans frais, sans risques politiques, une de nos meilleures colonies de commerce et d'influence. Il en est beaucoup qui croient aujourd'hui que ces colonies-là sont les meilleures; je leur recommande tout spécialement la question de l'organisation consulaire française en Amazonie.

CHAPITRE II

L'AMAZONIE

L'Amazonie est un nouveau marché et une nouvelle nation. Un nouveau marché, en ce sens que la progression de son exportation et de son importation dépasse en rapidité tout ce qu'on avait vu jusqu'à ce jour, et que le chiffre de son commerce général s'est déjà élevé à la hauteur de celui des marchés beaucoup plus anciens, comme le Portugal (342 millions de francs en 1877), et la Grèce (234 millions de francs en 1875), dans les pays latins d'Europe; l'Uruguay (225 millions), le Vénézuéla (184 millions), le Pérou (en 1877, 135 millions), le Mexique (en 1877, 255 millions), parmi les pays latins d'Amérique; la Tunisie et l'Indo-Chine parmi nos colonies ; le Japon (280 millions en 1879), et la Malaisie dans le reste du monde; et quatre fois le Maroc, cinq fois la Serbie et un nombre incalculable de fois l'État libre, belge et international du Congo. L'Amazonie fait aujourd'hui pour plus de deux cents millions de commerce [1], et on peut prédire, étant donnée la progression, qu'avant la fin du siècle elle pourrait fort bien arriver au milliard. On fait bien sans doute d'essayer de forcer ces vieux marchés de l'extrême Orient, toujours indifférents ou rebelles, mais il ne faut pas perdre de vue que la vie est surtout là-bas, dans ce nouveau monde peuplé de nos enfants, enfants vigoureux et hardis, en croissance rapide. Je ne veux pas dire de mal du Hoang-ho

1. En 1885, le commerce général de l'Amazonie dépassait 250 millions de francs.

1880

Produits.	Quantité.	Valeur.
Caoutchouc	7 977 784 kil.	17 559 : 079 $ 954
Cacao	3 121 085	1 765 : 399 $ 468
Castanha (touka)	5 252 050	871 : 276 $ 609

1881

Produits.	Quantité.	Valeur.
Caoutchouc	8 427 427	20 148 : 578 $ 986
Cacao	5 404 957	3 177 : 199 $ 229
Castanha	6 368 400	699 : 163 $ 357

1882

Produits.	Quantité.	Valeur.
Caoutchouc	9 624 569	30 062 : 893 $ 465
Cacao	6 293 673	3 653 : 209 $ 320
Castanha	4 033 200	600 : 680 $ 260

En 1882, la navigation intérieure en Amazonie employait 52 vapeurs, jaugeant ensemble 21 324 toneladas, soit de 406 toneladas de jaugeage moyen, et qui firent 543 voyages sur les 80 000 kilomètres de voies navigables de l'immense bassin.

De 1879 à 1882, la navigation au long cours varie comme suit :

Années.	Vapeurs.	Voiliers.	Tonnage total en toneladas.
1879	121	142	230 073
1880	147	145	258 155
1881	141	170	225 484
1882	166	167	229 365

En même temps que se développait le commerce de l'Amazonie, augmentaient dans une forte proportion les revenus des deux provinces.

De 1878 à 1882, les revenus généraux de la province du Gram-Pará accrurent dans la proportion suivante :

Années.	
1878	4 228 : 499 $ 461
1879	6 187 : 697 $ 223
1880	5 654 : 011 $ 889
1881	7 706 : 952 $ 823
1882	10 372 : 230 $ 145

Les 9/10 environ de ces revenus provenaient de droits à l'importation et à l'exportation.

Ces revenus se décomposaient ainsi :

Années.	Revenus provinciaux.
—	—
1878	1 119 : 574 $ 994
1879	1 768 : 193 $ 347
1880	1 495 : 228 $ 449
1881	1 791 : 639 $ 515
1882	2 329 : 736 $ 335

Années.	Revenus impériaux.
—	—
1878	3 108 : 924 $ 467
1879	4 419 : 503 $ 876
1880	4 158 : 783 $ 440
1881	5 915 : 313 $ 308
1882	8 042 : 493 $ 810

Ceux de la province de l'Amazonas[1], pendant le même laps de temps, ont été les suivants :

Années.	Revenus généraux.
—	—
1878	1 031 : 149 $ 007
1879	1 377 : 391 $ 756
1880	1 751 : 835 $ 310
1881	2 273 : 498 $ 557
1882	3 740 : 209 $ 663

Se décomposant ainsi :

Années.	Revenus impériaux.
—	—
1878	191 : 975 $ 665
1879	312 : 322 $ 097
1880	420 : 912 $ 693
1881	507 : 710 $ 708
1882	791 : 868 $ 774

Années.	Revenus provinciaux.
—	—
1878	839 : 173 $ 342
1879	1 065 : 069 $ 659
1880	1 330 : 922 $ 617
1881	1 765 : 787 $ 849
1882	2 948 : 400 $ 889

1. *Amazonas*, province de l'Amazone, capitale Manáos.

Ce qui donne pour les revenus généraux des deux provinces de l'Amazonie[1] :

Années.	
1878	5 259 : 648 $ 468
1879	7 565 : 088 $ 979
1880	7 405 : 847 $ 199
1881	9 980 : 451 $ 380
1882	14 112 : 439 $ 808

Pour le total des revenus provinciaux des deux provinces :

Années.	
1878	1 958 : 748 $ 336
1879	2 833 : 263 $ 006
1880	2 826 : 151 $ 066
1881	3 557 : 427 $ 364
1882	5 278 : 137 $ 224

Et pour le total de leurs revenus impériaux :

Années.	
1878	3 300 : 900 $ 132
1879	4 731 : 825 $ 973
1880	4 579 : 696 $ 133
1881	6 423 : 024 $ 016
1882	8 834 : 302 $ 584

Ce qui montre que les revenus impériaux absorbent les 2/3 du rendement total de l'Amazonie, ce qui pousse les Amazoniens à se plaindre, violemment parfois, des Brésiliens du Sud. Les Paraenses surtout, qui se voient enlever par le gouvernement général les 3/4 de leurs revenus.

La dette, heureusement, n'est pas excessive :

Dette-Pará : 2 000 contos.
— Amazonás : 500 —

1. On entend spécialement par *Amazonie* les deux provinces brésiliennes de *Gram-Pará* et de *Amazonas*.

II. — Le Milieu Amazonien.

Climat. — Le climat amazonien est chaud, mais non torride, un peu humide, mais non débilitant. La chaleur est fort supportable, car la moyenne de la température ne dépasse pas 28°. Cette chaleur, pour élevée qu'elle soit, n'est nullement un obstacle à un brillant développement économique et social. La chaleur excessive du milieu de la journée empêche, il est vrai, la force du corps de l'homme et des animaux de se développer complètement, mais cette même chaleur fait produire avec une extrême abondance les choses nécessaires à la vie. De plus, l'inertie et le silence de l'heure de midi sont aisément compensés par l'activité à laquelle invitent les heures fraîches de la journée.

C'est dans des climats autrement chauds que celui de l'Amazonie que se sont développées les premières civilisations. Les cieux torrides du Gange, de l'Euphrate et du Nil, semblaient devoir présenter de bien plus sérieux obstacles au travail, au progrès et à la civilisation, et cependant les races hindoustaniques, chaldéennes et égyptiennes, les Aryas, les Kouschites et les Sémites sont arrivés par eux-mêmes, dans une moyenne de température de 40°, à une civilisation dont la nôtre n'est que l'héritière.

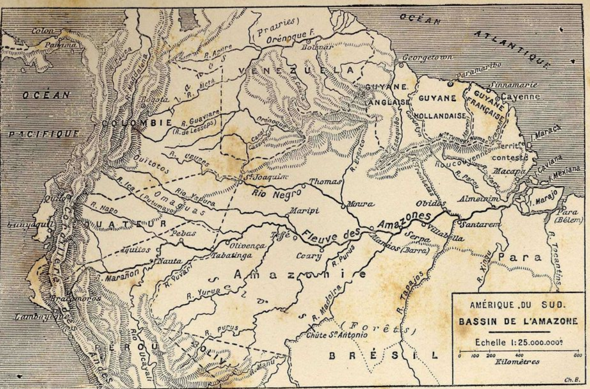
La chaleur n'est un obstacle ni au peuplement, ni au travail, ni à la richesse, ni au progrès. Les maladies endémiques, les épidémies et les fièvres provenant du défrichement, constituent une nuisance, mais une nuisance qui se retrouve aussi bien dans les pays tempérés, et que d'ailleurs l'on arrive toujours à vaincre.

On objectera peut-être que de grandes civilisations ont acquis, il est vrai, un magnifique développement dans la zone torride, mais que ces civilisations sont aujourd'hui caduques et incapables de progresser, tandis que nous ne voyons prospérer la civilisation européenne, type le plus élevé de la civilisation dans le monde, que dans les régions tempérées. Les blancs sous l'Équateur, dira-t-on, ont fourni la civilisation

aryaque de l'Inde, mais ils n'ont pu s'y élever à la hauteur de la civilisation de l'Europe. La grande chaleur facilite les évolutions premières et paralyse les évolutions subséquentes et plus complexes du progrès. Mais si ces races sont aujourd'hui stationnaires ou même en régression, ne serait-ce pas plutôt, tout simplement, parce qu'elles sont arrivées à leur âge de caducité? Cet âge arrive pour toutes les races. Le progrès est indéfini, mais nulle race n'en est le dépositaire perpétuel, il est légué comme un héritage par les races qui disparaissent à celles qui leur succèdent. Son milieu se déplace, il a déjà évolué de l'Orient en Europe, il évolue actuellement d'Europe en Amérique, pourquoi les siècles futurs ne verraient-ils pas sur les bords de l'Amazone sa plus magnifique floraison, comme les siècles primitifs ont vu ses débuts sur les bords des fleuves de l'Égypte et de l'Inde?

L'humidité n'est pas non plus extrême.

On sait que quand l'air est chaud et humide, l'issue de l'eau par la peau et les poumons est très gênée, les fonctions vitales en souffrent, l'homme et les animaux vivent dans un état permanent d'énervement et de langueur provenant de la lenteur du mouvement des fluides à travers les tissus, et de la difficulté avec laquelle s'opèrent les mouvements moléculaires. Ce n'est pas le climat chaud, c'est le climat chaud et humide qui est énervant. Les antiques civilisations plus haut énumérées, ont pris naissance ou se sont développées dans des climats chauds mais secs, et ceux des habitats plus ou moins humides qui ont vu progresser de grandes civilisations, ont été peuplés par des races ayant fait leur première évolution dans des climats secs, comme cela est arrivé pour les Aryas. Il y a une certaine proportionnalité entre la sécheresse de l'habitat et l'énergie de la race, l'humidité et son apathie. C'est de la zone désertique de l'ancien monde que sont sorties les trois grandes races conséquentes, les Aryas, les Sémites, les Ouralo-Altaïques. L'air chaud et sec est le moteur le plus énergique des actions vitales, cela se vérifie partout, aussi bien qu'on voit aussi les races énergiques s'amollir dans les milieux chauds et humides.


AMÉRIQUE DU SUD.
BASSIN DE L'AMAZONE
Echelle 1:25.000.000e
0 100 200 400 800
Kilomètres
Ch. B.
OCÉAN ATLANTIQUE
OCÉAN PACIFIQUE
Colon
Panama
Prairies
Orénoque F.
Bolivar
Georgetown
Paramaribo
Sinnamarie
Cayenne
VENEZUELA
GUYANE ANGLAISE
GUYANE HOLLANDAISE
GUYANE FRANÇAISE
COLOMBIE
Bogota
R. Magdalena
R. Cauca
R. Apure
R. Meta
R. Guaviare
(R. de Lesseps)
Orénoque
Canal Cassiquiare
R. Caura
Esséquibo
Corentyn
R. Branco
R. Uaupes
Territ.re contesté
I. Maraca
Caviana
I. Mexiana
Macapa
Roucouyennes
R. Parou
Almeirim
I. Marajo
Para (Bélem)
R. Tocantins
Para
R. Xingu
Santarem
Obidos
Villabella
Serpa
Manaos (Barra)
Amazones
Fleuve des
Rio Negro
Thomas
Moura
Maripi
St Joaquim
Ouitotos
R. Ica (Putumayo)
Omaguas
Rio Yapura
R. Napo
Quito
Guayaquil
ÉQUATEUR
Pebas
Teffé
Coary
Olivença
Tabatinga
Iquitos
Nauta
Marañon
R. Yuvari
R. Yurua
R. Purus
Amazonie
Selvas
R. Madeira
R. Tapajos
(Forêts)
Chûte St Antonio
BRÉSIL
PÉROU
BOLIVIE
Rio Ucayali
R. Manu
Andes
Bracamoros
Lambayeque

Mais l'humidité n'est pas extrême dans le milieu amazonien. La moyenne des pluies n'y est que de trois à quatre mètres, contre vingt au Bengale et sur la côte orientale d'Afrique. Cependant, cette humidité, pour faible qu'elle soit relativement, n'est pas sans avoir une influence fâcheuse. On a lieu de penser que les deux Amériques ont été peuplées par une même race; or, que voyons-nous ? C'est dans les régions sèches, les plateaux de l'Amérique Centrale, du Pérou, que la civilisation s'est développée. Les plateaux moyens de l'Alleghani et des Grands-Lacs, du Brésil et de Guyane, plus humides, n'ont donné le jour qu'à des populations de barbares; les régions intermédiaires, plus humides encore, n'ont vu naître aucune civilisation.

Cette demi-humidité de la vallée de l'Amazone n'est pas un obstacle au développement de la richesse et de la civilisation. Même l'extrême humidité ne détermine pas, par elle-même, un développement social inférieur, pas plus que le climat chaud et sec ne provoque, à lui seul, un développement social supérieur. L'énervement des climats chauds et humides ne pousse pas toujours, comme on pourrait le croire à la résignation, la passivité, la non-action ; l'énergie des climats chauds et secs ne pousse pas toujours au mouvement, à l'action. Ce sont incontestablement les aptitudes psychologiques de la race qui entrent comme facteurs principaux dans l'évolution sociale.

Cette demi-humidité du climat amazonien n'est donc qu'un faible obstacle. De plus, cet obstacle est aisé à vaincre par les déboisements et les défrichements qui rendent le pays moins pluvieux, par les dessèchements et les drainages qui facilitent et accroissent la respiration terrestre, dont dépend la santé générale.

En résumé, chaud mais non torride, quelque peu humide mais non malsain, le milieu amazonien est en principe virtuellement propre à servir de berceau à une des grandes races de l'humanité future.

Morphologie de l'habitat. — La morphologie de l'habitat, bien que n'indiquant rien de particulièrement favorable au

développement des richesses et de la civilisation dans le milieu Amazonien, prise en soi, n'indique non plus rien de défavorable.

Le milieu amazonien est une immense vallée entre deux grands plateaux. Ces grandes étendues planes, remplies de forêts, de labyrinthes fluviaux et lacustres, en raison de leur immense étendue, devaient opposer à l'intégration des obstacles insurmontables pour des sociétés dans l'enfance. Les forêts, les retraites des cours d'eau grands et petits, des canaux naturels, des lacs, des marais, sont le refuge des tribus. Les forêts leur fournissent le gibier, les eaux, le poisson, et les profondeurs des déserts protègent leur solitude, leur facilitent d'échapper à la contrainte, de se soumettre à la subordination sociale, de s'opposer à la consolidation des sociétés. Ce sont les plus grands obstacles à l'assimilation de la race indigène par la race conquérante. Mais, dans le sens même de celle-ci, les forêts ne constitueraient pas un obstacle, les blancs ne pouvant peupler le pays qu'en détruisant les forêts pour faire leurs cultures; de plus, les lacs, les rivières, les canaux, mieux connus, seront pour eux des chemins naturels que sillonneront les bateaux à vapeur, et qui faciliteront l'agrégation des groupes de peuplement.

Cependant, il faut tenir compte d'une particularité géographique qui peut être un obstacle dans certains cas, dans d'autres peut présenter de grands avantages. Je veux parler des chutes qui constituent une force motrice énorme, jusqu'à ce jour inutilisée, mais qui interrompent la navigation au pied des deux plateaux. Tous les grands cours d'eaux dans leur cours supérieur, tous leurs affluents dans leurs cours supérieur et moyen sont encombrés de chutes, véritables digues de retenues qui empêchent les rios de l'Amazonie de se transformer en torrents algériens.

Un obstacle plus grave du moins pour les progrès les plus complexes, est l'uniformité même de la grande vallée. De grandes plaines boisées, encore, partout et toujours. On ne trouve qu'un contraste, celui de la terre et de l'eau. Pas d'accidents, pas de variété. Les contrastes entre le climat diurne

et le climat nocturne, entre le climat estival et le climat hivernal sont presque nuls. Pas de phénomènes géologiques ou météorologiques importants. Souvent un ciel brumeux, pluvieux et triste dans sa monotonie. La flore et la faune sont uniformes dans toute la contrée.

On serait tenté de croire à la sérénité de l'atmosphère de l'Amazonie, il n'en est rien. Les vapeurs, les brouillards et les nuages n'y sont pas rares. Pendant l'hiver, d'avril à octobre au sud de la ligne, d'octobre à avril au nord, les nuages et la pluie masquent quelquefois le soleil pendant quinze jours consécutifs, et même, pendant la saison sèche, il est extrêmement rare de passer une quinzaine sans pluie ou sans nuages. L'air n'est guère pur et diaphane. Il est chargé de vapeurs qui se dégagent des eaux et des forêts, et, le plus souvent, les horizons les plus voisins sont noyés dans des buées épaisses qui enlèvent toute netteté aux paysages et attristent le ciel. Ce n'est que rarement que l'atmosphère présente une grande transparence, et l'azur un bleu sombre et profond. L'atmosphère, pendant la plus grande partie de l'année, est saturée d'humidité qui se réduit le matin et le soir en brouillards épais. L'évaporation diurne sur les lacs et les rivières est faible, et la saturation de l'atmosphère ne s'explique que par la forte proportion des étendues d'eau. Le rayonnement nocturne est presque nul, aussi la rosée et le serein sont-ils très faibles et fugitifs.

Les phénomènes météorologiques sont presque complètement inconnus. Il ne grêle jamais. L'arc-en-ciel est une curiosité. Le crépuscule du soir ne dure guère qu'un quart d'heure et celui du matin une demi-heure. Leur beauté consiste dans les couleurs tendres dont se revêt alors le bleu du ciel, quand il n'est pas voilé par les nuages. Toutefois, les étoiles ont un beau scintillement et les clairs de lune sont magnifiques.

Les vents sont généralement un peu humides. Parfois ils sont terribles. On essuie dans les lacs et les rivières des tempêtes effroyables; les ouragans, les tempêtes avec pluie et orage, les tourbillons aériens, les portées de vent, très rares

sur la côte, sont assez fréquents dans l'intérieur. Les tornados, cyclones, trombes, syphons sont peu à redouter.

La tension électrique est très faible sur la côte et faible dans l'intérieur. Sur la côte, les orages sont rares, mais ils le sont moins dans le centre.

On voit que les phénomènes météorologiques sont trop rares pour rien changer à l'uniformité du milieu.

La vallée amazonienne semblerait donc devoir pâtir de ce vice morphologique. Car, toutes choses égales d'ailleurs, les pays uniformes sont moins favorables au progrès social, les causes de différenciation et par suite de progrès, les contrastes, faisant défaut. Rien n'est moins favorable à un développement littéraire, artistique et social.

Et pourtant il n'en est rien, l'Amazonie n'est pas un pays uniforme. Le contraste est entre la plaine elle-même et les plateaux qui la dominent, entre les terres basses riveraines des grands cours d'eau et des terres hautes de l'intérieur, entre la grande forêt, en partie inondée et presque au niveau de la mer, et les hautes et vastes prairies qui s'étendent entre les montagnes des plateaux de Guyane et de Brésil, dans les différences invraisemblables et fantastiques des admirables cantons des plateaux. Le contraste existe, absolument simple mais absolument majestueux.

Et qui a parcouru l'Amazonie ne peut se ressouvenir, sans une douce émotion, de ce monde si magnifique, simple, grand et dramatique comme une création d'un tragique grec.

Économie des richesses du sol. — Quand la flore est trop pauvre, elle ne permet pas le développement d'une population assez nombreuse pour qu'une société puisse se former. Exemple: l'Australie, où certains districts n'ont pas 1/200me d'habitants, au kilomètre carré. Sans les arts agricoles, point de développement des sociétés en richesse et en structure, et, par suite, pas de progrès sociaux. Et au début, point d'arts agricoles, un peu prospères sans une certaine richesse de la flore. Serait-ce, au contraire, l'exagération de cette richesse de la flore qui constituerait un obstacle ? Certes, l'exubérance



Paysage des côtes. (D'après un croquis de l'auteur.)

de la flore amazonienne a été un empêchement assez grave à la constitution dans ce milieu de grandes sociétés indigènes. Et d'abord, dans plusieurs régions de la contrée, des forêts impénétrables, des marécages couverts d'une luxuriante et inutile végétation, des jungles, sont un impedimentum à la prise de possession de la terre. L'exubérance de cette végétation, la nature marécageuse du sol, parfois imperméable, et fait en partie de terres noyées et couvert d'une végétation broussailleuse presque indestructible, sont autant d'obstacles à la préparation du sol. D'un autre côté, la grande abondance des plantes alimentaires, si elle peut faciliter les premiers développements sociaux, peut aussi, selon la race, constituer dans la barbarie primitive l'immobilité sociale, en endormant les sauvages dans la confiance du lendemain. Aujourd'hui, cette extrême richesse de la flore est encore un obstacle, en rendant les défrichements longs, difficiles, et périlleux à cause du climat, et elle nécessitera l'emploi des Chinois ou des nègres.

Cependant d'immenses étendues en Amazonie, principalement dans la région des terres moyennes et des terres hautes, sont faites de terrains sablonneux ou argileux, avec une couche de sol arable fort mince, et la végétation dont elles sont revêtues est assez maigre.

Il est rare de trouver en Amazonie une couche arable de plus de deux mètres d'épaisseur. Cette fertilité, comparativement médiocre, ne constitue pas un fait désavantageux, au contraire. Carey a démontré que les terres d'une fertilité moyenne étaient les premières attaquées par la colonisation, et l'histoire nous apprend que les terres de fertilité excessive n'ont jamais été un encouragement au travail, un excitant au progrès.

L'abondance du gibier et du poisson a été funeste à la race indigène. Avec le gibier, le poisson, les produits spontanés de la forêt, les Indiens étaient assurés de leur subsistance et n'avaient pas le stimulant du besoin pour les pousser dans la voie du travail. Tout cela serait bien insuffisant pour un Européen; le sauvage, lui, a du superflu dans ses forêts. La fatalité du milieu lui a imposé la chasse et la pêche pour

ses principales occupations. Les tribus obligées de courir après le gibier ont pris des habitudes plus ou moins nomades, cause permanente qui fit délaisser l'agriculture, gêna l'accroissement de la population et le progrès individuel. Sans mammifères susceptibles de supporter la domestication, les Indiens n'ont pu s'attacher au sol et devenir agriculteurs, n'ont pu profiter de leurs prairies et devenir pasteurs. Dans leur carbet, la faune amazonienne ne leur permet d'élever que des chiens et des singes, avec quelques volatiles : des aras, des perroquets, des marayes, des hoccos, et quelques gallinacés.

La chasse et la pêche, les deux grandes ressources de la faune amazonienne, importent peu à l'Européen. Par contre, cette faune lui donne à combattre de redoutables adversaires, non pas le jaguar et les reptiles, beaucoup plus terribles dans les romans de voyages que dans les forêts, mais la plaie des mouches, tourment des hommes et des animaux domestiques, et les fourmis, les termites, les vampires.

L'économie des richesses du sous-sol est peu connue.

En résumé, l'Amazonie présente un climat chaud, mais non torride ; humide, mais non débilitant; un milieu suffisamment varié, un sol riche, mais non d'une exubérance dont l'excès ferait obstacle au défrichement : toutes circonstances qui font de l'habitat amazonien un habitat absolument favorable, n'offrant que des résistances relativement faibles, et assurant le plus magnifique avenir.

III. — La Vie économique.

Le caoutchouc. — Le principal produit de l'Amazonie est le caoutchouc. C'est l'exploitation du caoutchouc qui fait actuellement vivre l'Amazonie.

La gomme élastique est le produit de la sève d'un arbre de la famille des euphorbiacées, dont le nom scientifique est *hœvea Guyanensis* ou encore *siphonia elastica*. Les Indiens

Cambèbes nommaient ce produit cau-uchù, dont nous avons fait caoutchouc. Ici le peuple le nomme *seringa* et le commerce *borracha*. Les Anglais lui donnent le nom de rubber; nous, indifféremment celui de gomme élastique ou de caoutchouc. Le siphonia elastica est un bel arbre qui s'élève plus haut que le chêne et dont le diamètre varie de $0^{m},40$ à $0^{m},80$. On en voit parfois d'un diamètre supérieur. Son fruit est une graine qui ressemble à celle du ricin, mais est trois fois plus grosse. Il y aurait beaucoup à gagner dans la récolte de ces graines, qui sont oléagineuses, mais personne ne s'en occupe. Le suc laiteux qui découle des incisions faites au tronc de cet arbre est connu sous le nom de seringa, et devient après une défumation le produit qui nous occupe. La sève n'en est assez abondante pour l'exploitation qu'à partir de l'âge de quinze ans, l'arbre n'est en plein rapport que de vingt à vingt-cinq ans. Au sortir de l'incision, cette sève se montre fluide et blanchâtre; au contact de l'air elle s'épaissit et va se coagulant, perdant de sa couleur, qui passe au jaune, puis à des nuances de plus en plus obscures. Après un ou deux mois, les parties immédiatement exposées au contact de l'air deviennent noirâtres, mais les parties non exposées restent claires. On cherche depuis longtemps le moyen de conserver le suc laiteux liquide et clair pour le transporter dans cet état dans les pays manufacturiers. Divers essais ont été tentés à diverses reprises, on a même cru en trouver la solution dans un certain procédé Strauss. La vérité est que l'on s'est jusqu'ici assez mal trouvé de ces essais et que personne, pour le moment, n'est disposé à abandonner le procédé actuel.

Terrain. — On a dit que le siphonia elastica ne prospère guère que dans les terres humides, et surtout dans les terrains marécageux. Cela est inexact. On le trouve à toutes les altitudes prospérant très bien, depuis le niveau de la mer jusqu'à 3,000 mètres et au-dessus. C'est à Loxa, à 3,000 mètres d'altitude, que Lacondamine le découvrit, et, dans toutes les Cordillères, on l'exploite aujourd'hui dans cette zone et dans des zones encore plus élevées.

Tous les hauts bassins des affluents de l'Amazone en sont couverts.

L'Amazone, avec ses affluents gigantesques et ses sous-affluents aussi nombreux que considérables, ses rivages d'une étendue prodigieuse, son delta aussi vaste que riche en îles de toutes dimensions, ses grandes étendues périodiquement submergées, contient une quantité incalculable d'arbres à caoutchouc. Aussi les chances de diminution de l'exploitation par suite d'épuisement des arbres sont-elles bien faibles, et le concours de tant de circonstances heureuses permet d'affirmer qu'il faudrait encore bien des années d'exploitation par bien des milliers de travailleurs. Si le courant des émigrants du Sud se dirige vers le Haut-Amazone, ce n'est pas que les districts du Bas-Amazone soient épuisés, c'est parce que là, il trouve une zone plus vaste, inexplorée, riche en lacs et en bras de rivières, le plus souvent sans propriétaires. On ne peut nier que les arbres dont on exige trop, s'épuisent au bout de quelques années, mais on vérifie aussi que le repos restitue aux arbres leur vigueur primitive. Les îles du delta conservent toujours leur ancienne renommée pour l'abondance et la belle qualité, bien que le Jary, que les seringueiros remontent aujourd'hui jusqu'à la seconde chute, le Xingu, le Tapajoz, la Madeira, le Purus, le Juruá, le Javary, et tant d'autres, et bien des vastes lacs, envoient aujourd'hui leurs produits. Le champ de l'exploitation s'élargit chaque jour, et pourtant les anciens districts accroissent leur production. Une population de travailleurs augmentant ainsi sans cesse et une immense région encore inexplorée sont de sérieuses garanties pour que l'on ait toute confiance dans l'avenir.

Travailleurs. — La nombreuse armée de seringueiros se compose d'indigènes, de gens de couleur, de naturels des Républiques voisines et de Brésiliens de diverses provinces; le nombre des Européens est très limité. L'élément servile, qui n'existe plus dans la province de l'Amazone, qui est très peu nombreux dans celle de Pará, n'a guère été, avant la

récente émancipation, employé que dans les plantations de sucre, de café et de manioc. Il en est de même pour la province de Pará, qui n'aura guère à souffrir de l'abolition de l'esclavage. Les provinces du Sud au contraire, atteintes dans les sources de leurs richesses, enverront dans le Nord des quantités de plus en plus considérables d'émigrants. Ce mouvement a déjà commencé d'une manière sérieuse, depuis quelques années, par suite de la sécheresse qui a désolé la province de Cearà et les provinces voisines, et c'est en partie ce qui a imprimé l'élan actuel au développement de la population et de la richesse de la vallée. Les émigrants du Sud ont été surpris de voir tant et d'aussi faciles moyens de s'enrichir négligés ou faiblement exploités. Aussi tandis que les émigrants vers d'autres provinces sont revenus chez eux pour y reprendre leurs travaux interrompus, les émigrants vers l'Amazone ont appelé dans la contrée plusieurs de leurs concitoyens, qui sont venus travailler à la riche moisson. On compte aujourd'hui 80,000 seringueiros. Ajoutez à cet accroissement de population une plus grande somme d'ambition et naturellement d'énergie de la part d'individus plus actifs et plus entreprenants que les indigènes, et vous pourrez en conclure que le mouvement actuel de production ne fera que grandir. Il grandira également par l'intelligence qu'apportent dans l'exploitation les nouveaux travailleurs. Tandis que jusqu'ici les indigènes ne travaillaient guère que pour leurs besoins immédiats ou pour quelques petites satisfactions d'un luxe pitoyable, se laissant exploiter par des correspondants de mauvaise foi, les nouveaux venus se groupent, ne s'adressent qu'à des maisons sérieuses qui les mettent à l'abri des manœuvres déloyales dont étaient victimes leurs devanciers, qui vont de leur côté profitant de ces bons exemples. Pourvus abondamment du nécessaire par des correspondants plus scrupuleux, ravitaillés par de nombreuses lignes de vapeurs, les Cearenses et autres émigrants peuvent produire sans distraction beaucoup plus et beaucoup mieux.

La récolte de la gomme ne peut se faire toute l'année dans

les terres basses, à cause de la crue des eaux qui submerge en plusieurs endroits les plus fertiles districts. La récolte n'a guère lieu que de la fin de juillet à la mi-janvier. En dehors de cette période, le travail est non seulement difficile par suite des pluies, mais encore dangereux par suite des fièvres.

Exploitation. — Le seringueiro est possesseur ou locataire du district à exploiter. Le locataire paye au propriétaire, qui divise son district en diverses sections nommées estradas, environ 15 kilogr. par estrada. A mesure que l'on s'avance vers des terrains inexplorés, ces terrains vont appartenant pour l'exploitation aux premiers occupants.

Commerce. — Les frets des vapeurs, dans l'intérieur, sont facilement supportés par la gomme et varient suivant les distances. A l'entrée, il est payé à Pará un droit d'octroi de 8 reis par kilogr.[1]. Très souvent les arrivages sont vendus à l'avance, et les commissionnaires, très souvent aussi, ont déjà reçu le montant probable de la marchandise. Aussi peut-on affirmer que ce produit est presque un monopole que se partagent, non sans lutte, une dizaine de maisons, parmi lesquelles cinq sont hors de pair. Deux ou trois commissionnaires pour l'intérieur et surtout la toute-puissante maison Élias José Nunes da Silva et C[ie], sont loin de se plier aux caprices des spéculateurs. Cette maison a eu jusqu'à plus d'un million de kilogrammes emmagasinés, attendant un prix qu'elle avait fixé et qui a été obtenu, dominant ainsi parfois même les marchés consommateurs.

Les principales maisons d'exportation du caoutchouc sont les suivantes : Sears et C[ie], Américains achetant pour le compte de maisons américaines et expédiant aux États-Unis ;

Samuel G. Pond et C[ie], expédiant à leur propre maison : New-York, Burdelt et Pond;

1. Le caoutchouc a payé à sa sortie de Pará octroi, droits provinciaux, droits impériaux, une totalité d'environ 30 pour 100 de sa valeur.

Gonçalves Vianna et Cie, établis au Havre, Vianna frères, expédiant pour le compte des États-Unis, l'Angleterre et la France;

E. Schramm et Cie, Allemands achetant pour le compte de l'importante maison de Londres Heilberth Symmons;

Martins et Cie, Portugais expédiant pour leur compte aux États-Unis et en Angleterre.

Parmi les autres maisons, se détache la maison française Denis Crouan et Cie, qui expédie la plus grande partie de ses envois à Londres pour le compte d'une maison de cette place. Dans l'exportation de la gomme de Pará, la France vient bien loin après les Américains et les Anglais.

La gomme vendue est livrée dans le magasin du vendeur, où elle est pesée et coupée par des nègres qui ont la spécialité de ce service. On la coupe, afin de constater la présence de l'entrefine et aussi pour déjouer les fraudes qui se pratiquent avec le sernamby dans lequel on introduit quelquefois des corps étrangers. La gomme, pesée et coupée, est mise en caisses de sapin fabriquées à Pará, avec des planches expédiées des États-Unis ou du Canada.

On calcule le poids pour les caisses de fine à environ 130 kilog., et pour celle de sernamby à environ 200. Les droits de douanes à la sortie sont de 9 pour 100 pour toutes les sortes. On paye en outre comme droits provinciaux de sortie, 13 pour 100 pour la première qualité, 12 pour 100 pour la seconde et 11 pour 100 pour le sernamby. Ces droits sont calculés sur une valeur établie par une commission composée d'employés de la douane, sur la moyenne des prix de la semaine antérieure. La différence des prix entre les qualités est la suivante : étant donné le prix de la fine qui est le prix régulateur, l'entrefine vaut 200 reis de moins, le sernamby 1500 reis. Avec tous les frais, la gomme mise à bord est surchargée de 25 à 28 pour 100 de droits. Il faut en outre estimer la perte en poids qui peut varier de 1 à 5 pour 100 suivant le temps du séjour en magasin et surtout suivant la distance du lieu de production. La gomme des Iles arrive

à Pará humide et jaunâtre, et celle du Haut-Purus sèche et noire.

On expédie pour l'Angleterre sur vapeurs au fret de 40 fr. par tonneau et, pour les États-Unis, par voiliers au fret de un quart de *cent* par livre [1].

Marchés producteurs. — La supériorité actuelle de la production de l'Amazone, comme quantité et comme qualité vis-à-vis des autres pays producteurs, est affirmée par les statistiques de l'Angleterre et des États-Unis.

Les prix de la gomme, qui, dans l'année 1877, ont été en janvier de 2 fr. 85 par livre, et en juin de 2 fr. 75 pour celle de l'Amazone, étaient seulement de 2 fr. 40 en janvier et de 2 fr. 25 en juin pour celle de l'Amérique centrale. En janvier 1881, celle de l'Amazone valait 4 fr. 25, et l'autre 3 francs. En juin, celle de l'Amazone était à 4 fr. 40 et l'autre à 2 fr. 85. Dans la période de 1871 à 1881 le maximum a été pour l'Amazone 5 fr. 25 en octobre 1879, contre 4 fr. 15 pour celle de l'Amérique centrale.

Nous laissons de côté celle de Madagascar, de Zanzibar et des autres points de l'Afrique; celle de Bornéo, d'Annam et des autres points de l'Asie, qui ne figure aux États-Unis qu'en quantité relativement petite. La seule rivale de la gomme de l'Amazone est celle de l'Amérique centrale.

En 1883, la gomme de l'Amazone valait 5 fr. 60, et celle de l'Amérique centrale 4 francs sur le marché des États-Unis.

Dans les marchés anglais, la supériorité de la gomme de l'Amazone n'est pas moins bien affirmée.

Conclusion. — Cette source de richesses est pour ainsi dire inépuisable. Quel que soit le nombre des travailleurs, quelle que soit leur activité, l'Amazone et ses nombreux tributaires leur opposeront bien longtemps encore une production supérieure à leur travail. Par suite de diverses

1. Le *cent*, monnaie yankee, vaut un peu plus de 5 centimes. La livre en question pèse un peu moins que la nôtre.

causes, une émigration de Brésiliens d'autres provinces se dirige activement aujourd'hui, et se dirigera plus activement encore dans quelques années vers cette vallée. La production ira donc en augmentant sans que l'on puisse prévoir pour le moment une cause d'épuisement dans l'avenir. Circonstance plus surprenante encore, la hausse des prix accompagne et surpasse celle de la production. C'est que nous nous trouvons en présence d'un produit qui s'adresse à une industrie presque naissante, lequel se prête aux expériences de la science et aux inspirations de l'invention, trouvant ainsi des applications de plus en plus nombreuses qui le rendent de plus en plus précieux.

Il est triste de constater que la France ne vient qu'au troisième rang dans le mouvement d'exportation de la gomme de l'Amazone, et que ce sont des vapeurs anglais qui, en plus grande partie, importent cette gomme chez nous.

IV. — De la Colonisation de l'Amazonie.

En premier lieu, il convient de choisir les terres qui seront les plus favorables aux premières entreprises de la colonisation.

Il est des terres dont doivent soigneusement s'éloigner les colons; il est des forêts immédiatement abordables, enfin il y a des prairies. Les bords des rivières et des lacs, les confluents, les cours inférieurs des rivières, sont des régions de terres noyées occupant d'immenses étendues.

Ces terres sont de longtemps presque complètement inabordables à la colonisation. C'est dans ces régions que se trouvent la plupart des estradas de caoutchouc actuellement exploités. Pendant huit mois de l'année elles sont sous les eaux. Il sera difficile et coûteux d'arriver au défrichement complet de ces contrées marécageuses.

Dans l'état actuel des choses, il faudrait de gigantesques travaux d'endiguement et de drainage. Il est probable cepen-

dant que, dans l'avenir, le déboisement des terres hautes, modifiant les conditions atmosphériques, amènera une diminution notable dans la somme des eaux pluviales de la contrée, par suite une baisse générale des eaux dans les rivières, de sorte que les terres, aujourd'hui constamment ou périodiquement inondées, arriveront à émerger aussi bien pendant la saison hivernale que pendant la saison estivale, et pourront alors être attaquées par la colonisation.

C'est par les terres hautes qu'il faut commencer la colonisation, par les terres hautes des forêts et par les prairies.

Les terres hautes des forêts, plus saines à cause de leur élévation et de leur moindre humidité, plus aisées à défricher à cause du moins d'exubérance de la végétation, peuvent être attaquées en premier lieu.

Tel le territoire de ce fameux lac de Janauary, aux portes de Manáos, lac tant vanté par Agassiz. Les tentatives, malheureusement trop rares de colonisation blanche qu'on y a tentées jusqu'à nos jours ont toutes donné les plus heureux résultats. Et le climat y est si clément, que j'ai trouvé dans le district de ce lac enchanté plusieurs centenaires dans la population indigène. La fameuse *Tia Chica*, pour ne parler que d'elle, est de soixante années environ l'aînée de M. Chevreul. Elle ne connaît pas exactement son âge, mais elle avait déjà eu un enfant lors de l'arrivée au Rio-Negro d'un fonctionnaire portugais resté populaire dans la contrée où il débarqua en 1760.

Toutefois, les terres les plus favorables, et de beaucoup, à l'installation des premières colonies d'émigrants européens sont incontestablement les prairies. Mais ceci mérite une étude spéciale[1].

Il ne sera pas facile d'amener des émigrants européens en Amazonie. Des régions plus tempérées, mieux connues, lui feront tort. Il faudrait étudier, trouver et adopter le régime économique et social le plus propre à rendre l'émigration féconde. Il faudrait une émigration appropriée au

1. Se rapporter au chapitre IV. *De l'émigration française dans les prairies de l'Amazone page 111.*

climat, celle par exemple, des paysans méridionaux; il faudrait une émigration offrant des garanties, c'est-à-dire des familles ayant déjà un petit capital. Il faudrait un courant modéré et régulier, et des lois intelligemment protectrices, simplifier les démarches et formalités nécessaires pour avoir le droit d'utiliser la terre, rendre efficaces les garanties données au colon qu'il ne sera pas dépossédé, rendre sûres les concessions d'exploitation et les concessions définitives.

De plus, il faut être très circonspect dans le choix de l'émigrant européen. Les émigrants des villes, habitués à la vie de l'atelier et de l'assommoir, à santé altérée, incapables de résister aux fatigues et aux dangers des premières cultures, n'émigrant, le plus souvent, que dans le fol espoir de faire en peu de temps une fortune considérable, ne pourraient qu'ajouter des éléments paresseux, débauchés et malhonnêtes à la société en formation. Il existe toutefois certains ménages d'ouvriers qui fourniraient des colons précieux, mais il faut n'accepter qu'après bonnes informations les émigrants venus des villes. Les pays neufs n'ont pas à attirer chez eux la lie des sociétés européennes.

Il importe aussi de ne pas perdre de vue certaines vérités. Il ne faut pas se faire illusion sur la qualité générale des émigrants. Même dans les campagnes, il existe dans la classe disposée à émigrer quelques individus qui se sont toujours montrés incapables de travail suivi, et qui, dans leur patrie nouvelle, ne tiendront guère à s'astreindre à ce travail de la terre, qui cependant leur pourrait procurer, mieux en Amazonie qu'en France, une aisance raisonnable au bout de quelques années de persévérance. Beaucoup essayeront de tous les métiers interlopes pour arriver plus rapidement à la fortune.

Qu'ils soient paysans, qu'ils soient citadins, il faut s'attendre à trouver une certaine proportion d'inutilisables parmi les individus disposés à émigrer. Il importe aux agents d'émigration de savoir bien discerner l'ivraie du bon grain, aux lois qui régiront la matière de provoquer une sélection nécessaire. La vente des terrains, à très bas

dant que, dans l'avenir, le déboisement des terres hautes, modifiant les conditions atmosphériques, amènera une diminution notable dans la somme des eaux pluviales de la contrée, par suite une baisse générale des eaux dans les rivières, de sorte que les terres, aujourd'hui constamment ou périodiquement inondées, arriveront à émerger aussi bien pendant la saison hivernale que pendant la saison estivale, et pourront alors être attaquées par la colonisation.

C'est par les terres hautes qu'il faut commencer la colonisation, par les terres hautes des forêts et par les prairies.

Les terres hautes des forêts, plus saines à cause de leur élévation et de leur moindre humidité, plus aisées à défricher à cause du moins d'exubérance de la végétation, peuvent être attaquées en premier lieu.

Tel le territoire de ce fameux lac de Janauary, aux portes de Manáos, lac tant vanté par Agassiz. Les tentatives, malheureusement trop rares de colonisation blanche qu'on y a tentées jusqu'à nos jours ont toutes donné les plus heureux résultats. Et le climat y est si clément, que j'ai trouvé dans le district de ce lac enchanté plusieurs centenaires dans la population indigène. La fameuse *Tia Chica*, pour ne parler que d'elle, est de soixante années environ l'aînée de M. Chevreul. Elle ne connaît pas exactement son âge, mais elle avait déjà eu un enfant lors de l'arrivée au Rio-Negro d'un fonctionnaire portugais resté populaire dans la contrée où il débarqua en 1760.

Toutefois, les terres les plus favorables, et de beaucoup, à l'installation des premières colonies d'émigrants européens sont incontestablement les prairies. Mais ceci mérite une étude spéciale[1].

Il ne sera pas facile d'amener des émigrants européens en Amazonie. Des régions plus tempérées, mieux connues, lui feront tort. Il faudrait étudier, trouver et adopter le régime économique et social le plus propre à rendre l'émigration féconde. Il faudrait une émigration appropriée au

1. Se rapporter au chapitre IV. *De l'émigration française dans les prairies de l'Amazone page 111.*

climat, celle par exemple, des paysans méridionaux; il faudrait une émigration offrant des garanties, c'est-à-dire des familles ayant déjà un petit capital. Il faudrait un courant modéré et régulier, et des lois intelligemment protectrices, simplifier les démarches et formalités nécessaires pour avoir le droit d'utiliser la terre, rendre efficaces les garanties données au colon qu'il ne sera pas dépossédé, rendre sûres les concessions d'exploitation et les concessions définitives.

De plus, il faut être très circonspect dans le choix de l'émigrant européen. Les émigrants des villes, habitués à la vie de l'atelier et de l'assommoir, à santé altérée, incapables de résister aux fatigues et aux dangers des premières cultures, n'émigrant, le plus souvent, que dans le fol espoir de faire en peu de temps une fortune considérable, ne pourraient qu'ajouter des éléments paresseux, débauchés et malhonnêtes à la société en formation. Il existe toutefois certains ménages d'ouvriers qui fourniraient des colons précieux, mais il faut n'accepter qu'après bonnes informations les émigrants venus des villes. Les pays neufs n'ont pas à attirer chez eux la lie des sociétés européennes.

Il importe aussi de ne pas perdre de vue certaines vérités. Il ne faut pas se faire illusion sur la qualité générale des émigrants. Même dans les campagnes, il existe dans la classe disposée à émigrer quelques individus qui se sont toujours montrés incapables de travail suivi, et qui, dans leur patrie nouvelle, ne tiendront guère à s'astreindre à ce travail de la terre, qui cependant leur pourrait procurer, mieux en Amazonie qu'en France, une aisance raisonnable au bout de quelques années de persévérance. Beaucoup essayeront de tous les métiers interlopes pour arriver plus rapidement à la fortune.

Qu'ils soient paysans, qu'ils soient citadins, il faut s'attendre à trouver une certaine proportion d'inutilisables parmi les individus disposés à émigrer. Il importe aux agents d'émigration de savoir bien discerner l'ivraie du bon grain, aux lois qui régiront la matière de provoquer une sélection nécessaire. La vente des terrains, à très bas

prix, bien entendu, car les émigrants ne sont pas riches; la vente des terrains élimine d'abord ceux des émigrants qui n'ont pas cette vertu capitale de l'économie si nécessaire au succès de la colonisation.

Il ne sera point impossible de recruter en aussi grand nombre qu'on le voudra, des familles de paysans laborieux, sobres et honnêtes. Et d'ailleurs, il est vrai de dire qu'à la plus mauvaise émigration il y a un correctif : les pires éléments des campagnes, la lie des grandes villes arrivent à constituer, après avoir subi dans leur vie nouvelle une sélection énergique, un bon élément de peuplement.

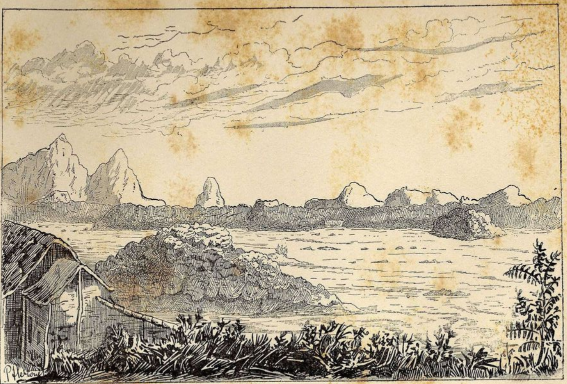
Il est incontestable qu'il ne serait pas mauvais de faire faire les travaux préparatoires à la colonisation par des nègres ou des coolies.

Le recrutement des coolies de toute race offre aujourd'hui les plus grandes difficultés. De plus, il n'est pas mauvais de faire acception de certaines particularités.

Si l'on veut faire de l'Amazonie un territoire de peuplement européen, il ne faut pas prendre des coolies en trop forte proportion. Cependant il y a à distinguer.

Les Chinois sont, sans aucun doute, d'excellents travailleurs, leur éloge n'est plus à faire. Mais ils constituent un élément envahissant, redoutable, ainsi que le prouve l'histoire de la Californie. Cependant les Chinois sont aujourd'hui les coolies qu'il est le plus facile de se procurer. Il faut bien s'attendre à ce qu'il en reste un assez grand nombre dans la phalange des premiers défricheurs. D'ailleurs, il faut tenir compte de ce fait, que les Chinois ne se marient pas dans le pays, ne constituent pas ethniquement un élément colonial redoutable, mais que, d'autre part, ils feront une concurrence sérieuse aux ouvriers européens. Enfin, beaucoup d'entre eux, leur contrat expiré, se mettront dans le commerce, dont ils finiront peut-être par s'emparer au détriment des habitants de la contrée.

Pour les nègres, sans aller les chercher en Afrique, ce qui présenterait d'assez grandes difficultés, — la philanthropique Angleterre veillant d'un œil jaloux à enrayer autant que possible tout ce qui peut favoriser le développement des



Paysage de l'intérieur (Haut Rio Negro), (D'aprés un croquis de l'auteur.)

autres nations, — le sud du Brésil les pourrait fournir. Mais il ne faut pas faire grand fond sur de tels auxiliaires, la paresse des nègres libres les rendant de peu d'utilité à la civilisation.

On pourrait utiliser des émigrants annamites. Les Annamites sont peut-être les meilleurs des coolies. Ils sont aussi laborieux que les Chinois et moins envahissants. Ce sont de précieux auxiliaires. Ce sont eux qui, à Cayenne, empêchent la population nègre et blanche de mourir de faim. On pourrait les diriger dans tel ou tel sens; ils rendraient de grands services dans les déboisements et dans les premières cultures. Ils sont durs à la fatigue, intelligents, possédant de nombreuses spécialités dans lesquelles ils excellent : le défrichement, le charbonnage, la pêche. Ils ne se mêleraient pas non plus à la population et s'écouleraient presque tous par l'émigration de retour.

Il y a enfin l'émigration des coolies de l'Hindoustan, émigration fort difficile à recruter, comme on sait. Les Hindous pourraient se mêler à la population, dont ils n'altéreraient pas sensiblement le type plastique. Cependant, malgré les services qu'ils ont rendus aux Antilles, à Maurice, à Bourbon et ailleurs, force est de constater que ce sont des travailleurs médiocres. De plus, on connaît les vices de cette race degradée, son peu de vigueur corporelle, les maladies nombreuses dont elle est atteinte, et on peut redouter que des croisements avec la race blanche, s'ils se produisaient sur une grande échelle, n'avilissent à la longue le type physiologique et intellectuel de la race supérieure.

Peut-être trouverait-on dans les Annamites et les Chinois un bon élément de croisement avec la race indigène de l'Amazonie. On sait les affinités qui existent entre les Indiens, qui sont presque tous aujourd'hui d'aspect semi-mongoloïde et les races de l'extrême Orient. Les Indiens reconnaîtraient peut-être des parents dans les Chinois et les Annamites. Or, Annamites et Chinois, malgré leur petite taille, sont généralement sains et vigoureux ; ils appartiennent à une des races les plus civilisées de l'humanité, il

est probable que les produits de leur croisement avec les indigènes constitueraient un remarquable et excellent élément de peuplement intérieur. Il faudrait veiller seulement à ce que la multiplication des métis bi-mongoloïdes ne devienne jamais tellement importante qu'elle ne puisse, par remétissage, être ramenée au type aryaque voulu de la colonie de peuplement.

Nous avons parlé plus haut du parti qu'on peut tirer des Indiens. Ajoutons qu'ils constituent avant tout, et c'est là leur grande et leur plus réelle utilité, un excellent élément de croisement.

Reste à nous demander comment pourraient être conduites à bonne fin les entreprises si délicates et si complexes d'émigration et de colonisation. Nous ne sommes nullement partisan de l'action de l'État, et avons au contraire une foi profonde dans le succès de l'initiative individuelle. Le principe des sociétés d'émigration, de colonisation, étant admis, on peut, dans la pratique, en varier presque à l'infini les applications.

En dehors des sociétés d'émigration établies sur le modèle de celles qui fonctionnent dans le sud du Brésil, aux États-Unis, en Australie, et qui ont partout donné de si magnifiques résultats, on pourrait essayer peut-être de quelques autres types de sociétés, qui auraient, croyons-nous, des chances de réussir dans ce milieu. Nous indiquons seulement des idées générales, sans vouloir autrement préciser.

Il ne serait pas mauvais que des compagnies se constituassent pour faire défricher et mettre en état de culture des territoires qu'elles revendraient ensuite aux colons véritables. Le défrichement et la mise en état de culture seraient obtenus gratuitement et même avec bénéfice par des compagnies qui emploieraient, par exemple, des Chinois. Les coolies chinois pendant la durée de leur engagement, transformeraient les forêts en charbon, se livreraient à quelques premiers essais agricoles, gagneraient quelque argent et en feraient gagner à la Compagnie; après quoi celle-ci pourrait vendre, selon les

lieux, les terres de 20 à 25 francs l'hectare au colon, comme cela se pratique aux États-Unis. Dans ce dernier pays, il existe des émigrants européens, les *settlers*, qui se livrent d'une façon exclusive à la spécialité des défrichements et de la préparation à la mise en culture. En Amazonie, en raison du climat, des marécages, les travaux préparatoires à la colonisation ne peuvent pas être entrepris par les colons européens, qui auraient à subir une mortalité excessive.

Il faut confier ces pénibles et dangereux travaux à des coolies chinois, nègres ou hindous, qui sont plus aguerris et résistent mieux.

Il serait bon, s'il était possible, de constituer de suite des sociétés d'émigration, de préparation à la colonisation, qui, avec un petit capital, une direction éclairée, mettraient en défrichement des territoires bien choisis, qu'elles revendraient aux colons européens après avoir déjà réalisé des bénéfices sur la part leur revenant des produits obtenus par les défricheurs dans leurs premières cultures. En attendant un courant régulier d'émigration africaine ou asiatique, les sociétés pourraient employer aux travaux préparatoires, des Indiens de la contrée ou des Cearenses.

Certes, ce n'est pas avec leur quote-part de charbon que les compagnies pourraient réaliser de grands bénéfices pendant la période du travail préparatoire des coolies. Le charbon n'a qu'une faible valeur sous un grand volume ; il ne supporte guère les frais de transport, et par suite ne peut guère être utilisé que pour la consommation locale. Mais il n'y a pas seulement le charbon. En détruisant la forêt on peut en tirer divers produits d'une assez grande valeur. Les arbres à caoutchouc qui se trouvent dans les terres hautes (celles par lesquelles il sera bon de commencer le défrichement), seront soigneusement conservés, et l'on pourra en tirer un revenu considérable. De même pour la piaçaba, le copahu, le castanha. Une connaissance sérieuse des produits spontanés de la forêt permettra aux compagnies de défrichement de vendre, tout en coupant la forêt à pied, les diverses essences précieuses. Mais ce n'est pas tout : la totalité des terrains défrichés ne

seront pas immédiatement vendus, à moins d'une immense publicité en Europe et d'un grand succès de réclame.

En tout cas, il serait toujours facile de constituer une réserve : dans les terrains défrichés disponibles on pourrait faire des récoltes annuelles ou bisannuelles par exemple de manioc, de maïs ou de riz, produits fort rémunérateurs, ou bien encore planter des arbustes et des arbres industriels, comme le café, le cacao, etc.

Les terrains ainsi plantés acquerraient une valeur vénale plus grande, et au cas où ils resteraient quelques années sur les bras de la société, la société agricole en retirerait des bénéfices qui représenteraient au moins le centuple de l'intérêt normal du capital engagé.

Pour tout cela, point n'est besoin de travail servile, mais seulement de travail coolie.

En dehors des compagnies de défrichement et d'émigration, il pourrait se former des compagnies purement agricoles, basées sur le travail coolie. Il est évident que dans aucun pays de la terre, et surtout dans les pays chauds, on ne verra jamais exclusivement une agglomération de petits cultivateurs, travaillant chacun pour leur compte avec leurs familles. Il faut avoir une foi socialiste bien robuste pour croire que les ouvriers, les domestiques, les salariés du travail privé, disparaîtront jamais de nos sociétés.

Je voudrais voir quelques-uns de nos plus fervents adeptes des écoles communistes, venir, surtout au début de la colonisation, cultiver le manioc sous l'équateur, en compagnie de leurs frères et amis, ces bons indiens ou ces bons nègres. C'est surtout dans les régions tropicales que les races inférieures, jusqu'à complète extinction, trouveront leur emploi en fournissant des coolies aux Européens, qui n'auront à s'occuper que de la direction générale des travaux.

Il faudrait veiller à éviter la dissémination, ne concéder de terres que sur 40 kilomètres, par exemple, de chaque côté de la rivière, choisir des centres de peuplement bien appropriés. L'exploitation du caoutchouc sera un obstacle à la colonisation agricole, d'une part en attirant à elle tous les

bras, de l'autre par la difficulté de donner des concessions en territoires à caoutchouc. Il y a plus. N'y aurait-il pas un intérêt majeur à la conservation de ces arbres? Alors il y aurait un intérêt non moins majeur à la conservation de tous les arbres industriels, de toutes les plantes industrielles de la forêt. Selon nous, cette protection est impossible. Le mieux est de laisser faire. On peut toujours accorder des concessions agricoles. Elles n'auront guère de chance de trouver beaucoup d'amateurs, tant qu'il y aura dans la forêt d'immenses quantités de produits spontanés pour peu d'exploitants.

Toutefois, le jour où il y aura dans la contrée des populations plus nombreuses, l'exploitation des produits spontanés, qui, pour être réellement lucrative, demande à être faite sur des lieues carrées de terrains, deviendra beaucoup moins fructueuse étant pratiquée sur des étendues beaucoup plus restreintes.

C'est alors que commencera réellement la colonisation agricole.

Alors cette colonisation, pour peu qu'on ait soin de l'éclairer, ou même sans cela, aura garde de détruire les arbres et les plantes de la forêt qui produiraient des richesses spontanées sans cesse renouvelées.

D'ailleurs, quelques-unes d'entre elles, le caoutchouc par exemple, poussent principalement dans la région des marécages, région actuellement inabordable à la colonisation agricole.

Pour les autres, poussant dans les terres hautes, elles n'empêcheront pas, tout en étant conservées, de se livrer à la colonisation culturale. Et même, sur bien des points sans doute, on fera des plantations régulières de ces plantes poussant spontanément dans la forêt. Alors il sera nécessaire de modifier le régime de concession des terres : ces concessions ne devront pas comporter pour un seul individu des territoires immenses, comme cela se pratique aujourd'hui, mais seulement de 200 à 500 hectares pour commencer, en allant en diminuant dans l'avenir. Enfin, les frais de délimitation

ne devront pas, comme aujourd'hui, être à la charge des colons, mais elles devront être faites par la province, qui devra constituer un corps de bons ingénieurs et de bons employés du cadastre.

V. — Acclimatement de la race blanche en Amazonie.

Une objection que l'on ne manquera pas de faire est la prétendue impossibilité, pour la race européenne, de s'acclimater dans les pays chauds. On ne manquera pas de montrer les fièvres comme s'opposant irrémédiablement à l'acclimatement. Il n'est pas mauvais de faire ici quelques généralités.

Il n'y a en réalité qu'une maladie en Amazonie telle qu'elle existe aujourd'hui, c'est-à-dire inculte : c'est la fièvre. La fièvre est due non à l'élévation de la température, mais à l'humidité, à la décomposition des matières organiques à la surface du sol, aux miasmes qui se dégagent d'une terre vierge fraîchement remuée, aux émanations palustres.

L'Amazonie, une fois cultivée comme la France, serait aussi saine que la France elle-même. Les marais drainés et desséchés, la fièvre disparaît; l'homme a civilisé l'air comme la terre. Le climat de la Mitidja était au nombre des plus malsains et des plus fiévreux du monde ; maintenant que la Mitidja est cultivée, ce canton est parfaitement sain. La Bresse, l'arrondissement de Marennes, les marais Pontins, la Sologne, n'ont-ils pas pendant longtemps empoisonné leurs habitants ? Mort le marais, morte la fièvre, au tropique comme dans les climats tempérés ! Il ne faut pas que l'Européen s'imagine, pas plus que le nègre ou tel autre coolie, tant qu'ils vivront au milieu des défrichements, être suffisamment acclimatés pour être à l'abri de la fièvre des marais.

Il n'y a seulement qu'à s'attaquer à la cause de la maladie pour faire disparaître la maladie. Les médecins des fièvres

paludéennes sont les défricheurs. Leur mortalité sera forte, évidemment, aussi est-ce pour cela qu'il ne faut y employer que des coolies, nègres, jaunes ou rouges.

Il est évident que pendant la période des défrichements, aux débuts de la colonisation, la fièvre exerce des ravages. Comment préserver l'Européen des atteintes de la fièvre? En ne l'employant pas aux défrichements, en l'installant dans des terres déjà défrichées et bien exposées.

Réservant la question des prairies, où l'acclimatement des colons blancs ne présentera aucune difficulté, voyons quelles précautions il faut prendre pour la colonisation en forêts. Il n'y a pas seulement les marais et les défrichements à éviter, mais les lieux exposés au vent des défrichements et des marais. Il faut choisir, pour installer les colons européens, des défrichements opérés sur certaines régions élevées, bien aérées, exposées aux grands courants atmosphériques. Ces endroits, même situés au milieu de la nature tropicale la plus inculte et la plus sauvage, seraient absolument sains. Ainsi installés aux altitudes moyennes, dans des cantons relativement tempérés, les colons européens pourront attendre que les coolies, par leurs défrichements, aient assaini le climat.

Il y a aussi la fièvre jaune. A ce mot de fièvre jaune l'émigrant est frappé d'épouvante et s'arrête sur le rivage de l'Europe ou bien se détourne vers l'Amérique du Nord, malgré les séductions de l'éternel printemps tropical et ces jours délicieux qui, du lever au coucher du soleil, donnent le printemps, l'été et l'automne.

D'abord la fièvre jaune ne règne que sur la côte, dans l'intérieur elle est absolument inconnue. Et sur la côte elle n'est pas endémique, c'est-à-dire permanente, continuelle, elle ne règne que par épidémies, c'est-à-dire à certaines époques, comme le choléra en Europe. Le fléau n'est pas autochtone, il voyage. La mortalité des grandes fièvres jaunes ne dépasse pas celle des grandes épidémies d'Europe : pneumonie ou fièvre typhoïde ; un mort sur huit malades, et cette proportion s'affaiblit tous les jours. La fièvre jaune n'est nullement le fléau qu'on s'imagine, mais une de ces maladies épidémi-

ques comme il en règne passagèrement même dans les lieux les mieux famés du globe. Comme la pneumonie et la phtisie, et mieux qu'elles encore, elle recule devant la science de l'hygiène et le travail de l'homme, qui civilisent les climats et les approprient.

Bien que la facilité relative qu'il y a pour les colons blancs bien installés d'éviter les maladies locales soit chose incontestable, il ne faut pas manquer toutefois d'apporter une sollicitude éclairée dans le choix et le mode de recrutement des émigrants européens. Plantation d'hommes est chose délicate, c'est comme une plantation d'arbres, et sans doute il en meurt, c'est la loi.

On applaudit un général qui sacrifie 20 000 hommes pour remporter une victoire stérile, mais qui lui vaudra à lui de la gloire, et pour étendre le cercle de nos richesses, de nos grandeurs, de nos jouissances, pour élargir la civilisation nous n'aurions pas assez de larmes pour quelques malheureux qui auraient subi la loi commune? Les émigrants sont les plus nobles soldats de la civilisation. Ils ont en vue une vie plus considérée, un véritable avancement dans la hiérarchie sociale, une descendance enrichie, la fortune. Ils sont les plus vaillants, les plus courageux parmi les pauvres. Car celui qui ne se sent que des inclinations paisibles, à qui suffit l'horizon du village et les émotions de la vie des champs, celui-là, en un mot, qui se sent capable de supporter la pauvreté, ne traverse pas les mers, au delà desquelles les épreuves le suivront. Donc, tout en sachant nous départir à l'endroit de ces vaillants, de ces lutteurs, d'une sensiblerie qui serait ridicule, ne devons-nous pas moins apporter la plus vive sollicitude dans le choix et le mode de recrutement des émigrants d'Europe.

Pour faire de la culture dans les pays chauds, il faut, autant que possible, recruter des paysans. Les paysans, habitués aux travaux de la vie en plein air, résisteront bien mieux que les rachitiques de l'atelier, qui ont toujours vécu à l'ombre, se livrant à un travail peu pénible. Ce n'est pas qu'il faille battre le tambour aux carrefours, comme jadis, pour attirer les

colons ; il faut des contrats individuels librement débattus. Si l'opération marche bien, les premiers arrivés attireront leurs frères.

Il serait aisé aussi de faire des colonies d'enfants trouvés. Ces enfants sont souvent scrofuleux, et les scrofuleux se guérissent rien qu'en respirant l'air des pays chauds et guérissent si complètement qu'ils donnent naissance à une race vigoureuse.

Toutefois, en thèse générale, ce sont les constitutions les plus robustes, et non les plus faibles, comme on l'a capricieusement prétendu, qui s'acclimatent le plus facilement et le mieux aux pays chauds.

La famille s'acclimate mieux que l'individu. Il importe de ne pas embrigader des célibataires pour les emmener coloniser. Il est bien préférable de contracter avec des familles. L'enfant comme le vieillard y gagneront. Celui-là ne s'aperçoit pas qu'il change de climat ; celui-ci a la retraite chaude, la promenade en plein air au soleil permanent, un climat qui lui épargne les catarrhes.

Mais on ne saurait trop le répéter, il faut, autant que possible, chercher des cultivateurs, des éleveurs de bestiaux, et refuser ces rebuts de la ville et des ateliers, paresseux et rachitiques.

Il importe beaucoup moins qu'on ne s'est plu à le dire dans ces derniers temps, que l'émigrant soit du Nord ou du Midi, Normand ou Portugais, Flamand ou Italien. On a fait à ce sujet, à propos de l'Algérie, de curieuses fantaisies statistiques qui, malheureusement ne prouvent rien : ne sont-ce pas les Normands, les Bretons et les Saintongeais qui furent les premiers colonisateurs de la Guyane et du Brésil?

Le transport des émigrants, autrefois chose terrible, très dangereuse, n'est plus aujourd'hui qu'une véritable partie de plaisir. C'est merveille de voir quelque navire d'émigrants allemands partant de Hambourg pour les États-Unis, quand il fait escale dans quelque station intermédiaire. Il est préférable de ne prendre toutefois que quelque deux ou trois cents émigrants à la fois : il est plus facile de les bien installer et

aux chaleurs de juin et de juillet. Il n'y a que cela derrière la phraséologie savante qui a cherché à traiter de la pathologie, et je ne sais quelle prétendue action mystérieuse du climat chaud sur ceci et sur cela, sur le foie et sur les poumons, sur les mains et sur l'intelligence. L'acclimatement de l'Européen aux pays chauds ne dure pas plus que le passage de l'hiver à l'été, de trois à six mois environ. Qu'est-ce qui le caractérise? une éruption de petits boutons cutanés appelés bourbouilles, produits par un excès de transpiration. Transpiration et bourbouilles sont signes de santé. La transpiration ne doit jamais cesser pour longtemps. Ce serait un signe de maladie, même chez les vieux créoles. Quand les bourbouilles apparaissent chez ceux-ci, elles sont l'indice d'une santé robuste. L'expérience recommande les bains froids du matin ou du soir, une simple ablution de cinq minutes. Mais les bains de mer, quand on les a à sa disposition, sont ce qu'il y a de meilleur.

Il n'est pas nécessaire d'abandonner les vêtements européens. Nos vêtements d'été ou bien encore des vêtements de laine, sont ce qu'il y a de meilleur pour la contrée. Les petits soins, — petit soin est un tout-puissant vainqueur, — ne sont pas à dédaigner plus en Amazonie qu'en Europe. Les refroidissements, quoique plus difficiles à prendre qu'en Europe, les courants d'air, quoique moins pernicieux, doivent cependant être évités. Il ne faut pas non plus africaniser l'Européen. Il est bon qu'il ait une maisonnette très propre, entourée d'un petit jardin, vrai chalet ou cottage.

Une fois installé dans sa maisonnette rustique, que le colon européen travaille; le travail en pays chaud, quel que soit ce travail, vaut mieux que l'oisiveté, la terre fût-elle même médiocrement saine.

L'alimentation peut être la même qu'en Europe, sans danger pour le colon. Il n'est pas de préjugé plus ridicule que celui de conseiller d'imiter, de parti pris, le genre de nourriture des indigènes, genre de nourriture généralement des plus défectueux. Il pourra, sans frayeur, se nourrir du mieux qu'il pourra, et c'est assurément ce qu'il aura de mieux

à faire. Qu'il ne se prive pas non plus de vin. Les vins, qui se bonifient très vite sous l'équateur, vieillissent vite, deviennent plus légers, plus digestes. Le thé lui sera aussi d'un usage précieux. Et surtout le café, qui, à lui seul, peut presque nourrir le travailleur. On en prend énormément, jusqu'à dix et quinze fois par jour, en Amazonie, et c'est là une excellente chose. C'est la vie en boulettes des philosophes arabes. A l'état amer, sans sucre, le café sera un succédané du quinquina. Que le colon n'oublie jamais que le pot-au-feu est, a-t-on dit, le meilleur des réformateurs passés, présents et futurs. Plus encore aux pays chauds qu'en Europe, il est la providence de l'homme blanc.

Les régions tropicales sont à peine au début du développement et de la prospérité que l'avenir leur réserve. Le temps n'est plus où l'on ne voyait en elles que de curieux territoires où les nègres esclaves cultivaient sous le fouet quelques bibelots exotiques. Le tropique deviendra le plus puissant facteur de la production et de la consommation générales.

Dans les contrées européennes, et même dans la presque totalité des contrées de climat tempéré, la terre, premier instrument de tout travail, a atteint une valeur excessive. Seules, les terres des régions tropicales, et particulièrement celles de l'Amérique chaude, peuvent être données au plus bas prix.

Ce n'est que dans la zone tropicale qu'il est actuellement possible de trouver d'immenses réserves disponibles, incultes, sans valeur. Il ne reste plus de grandes étendues de terres tempérées disponibles, mais seulement quelques lambeaux dispersés. Les terres tropicales sont de la plus exubérante fertilité, leurs produits spontanés actuels, leurs forêts économisées par les siècles, leurs capacités productives ont des richesses qui n'ont pas de rivales dans la zone tempérée.

La race européenne est la plus apte à exploiter les terres tropicales, parce que c'est elle qui dispose des moyens d'assainissement, de défrichement les plus puissants, en même

temps que les plus grandes aptitudes au travail et les plus grandes capacités.

Les défenseurs de l'esclavage étaient jadis d'accord avec les ardents de l'abolitionisme pour combattre l'introduction dans les régions tropicales des travailleurs européens : « Il n'y a que le nègre qui puisse travailler ces terres, » disaient les uns; et les autres pensaient: « Le nègre, chez lui; aux nègres émancipés, la terre. »

Les esclavagistes s'opposaient à l'émigration blanche dans les pays à nègres. Protecteurs fanatiques de la race nègre, les ministres du culte évangélique répandent la terreur sur l'émigration européenne dans la zone chaude : ils publient, dans les journaux du Royaume-Uni, ce redoutable avis faisant savoir aux paysans que, s'ils affrontent jamais comme cultivateurs le climat du tropique, ils ne tarderont pas à avoir six pieds de terre sur le corps. Il faut savoir que, depuis l'émancipation, ces bons pasteurs se seront assurés sur les nègres un empire aussi absolu que celui des jésuites sur les Guaranis du Paraguay. Toutes les épargnes des nègres sont déposées entre les mains des missionnaires. Le plus clair de leurs économies est pour l'église et le pasteur. Le cottage du révérend, s'il est muni de tout le confort désirable, le doit à la piété de ces bons nègres. La femme du révérend, sa famille, le saint homme même, font des voyages en Europe aux frais de la docile communauté. Quand on a de si bons paroissiens, on ne tient pas à les mettre en contact avec des émigrants d'Europe, gens sceptiques et peu disciplinés, dont la bourse serait moins largement ouverte au ministre de Dieu. Et tel est le fin mot de la comédie.

Étrange préjugé! Pourquoi donc serait-il interdit aux blancs de cultiver le café, le cacao, le coton et autres plantes des tropiques; cultures moins pénibles, plus faciles et plus rémunératrices que celles de l'Europe?

Ne sont-ce pas les blancs qui ont fondé la prospérité des États-Unis du Sud, depuis l'émancipation ? Mais l'expérience du travail des blancs dans les régions équinoxiales a été déjà

faite sur une assez grande échelle, et cette expérience est concluante.

Il est parfaitement établi que l'acclimatement sous toutes les latitudes est plus facile à la race blanche qu'à toutes les autres, grâce à ses ressources industrielles et à son énergie morale. C'est elle qui a préparé ces colonies où l'on proclame aujourd'hui que les noirs seuls peuvent travailler: la Martinique, la Guadeloupe, la Barbade, Cuba, Porto-Rico. L'histoire de ces colonies en fait foi. Les blancs cultivent la moitié de Cuba et la plus grande partie de Porto-Rico. Les Etats-Unis n'ont-ils pas fait en grand l'expérience du travail des blancs dans les pays chauds ? Ce sont des ouvriers blancs qui ont fait ce chemin de fer de Panama, sur le compte duquel on a fait courir de si ridicules légendes. On sait aujourd'hui, grâce à Armand Reclus, que ce travail de terrassiers accompli dans des marais n'a pas été si funeste aux blancs. Les essais de colonisation blanche tentés d'une façon intelligente à la Jamaïque, à Sainte-Lucie, à Brisbane, à Guatémala, à Surinam, ont tous parfaitement réussi. Dans toutes ces régions tropicales, le travail des blancs s'est montré en qualité et en quantité bien supérieur à celui du nègre, car la population ouvrière européenne est celle qui sait le mieux travailler, qui a plus que toute autre le besoin d'acquérir, celle qui consomme le plus et, par suite, est capable de créer le plus grand mouvement commercial. Il est constaté que l'ouvrier blanc, employé à la terre, même comme engagiste, peut, tout en faisant des économies plus sérieuses, travailler à meilleur marché que le nègre. Plus économe, plus laborieux, il rend bientôt à celui-ci la concurrence impossible à soutenir, et le nègre doit chercher d'autres occupations ou disparaître.

Le prolétariat européen est la mine d'émigration pour l'Amérique chaude.

Les légions, aussi nombreuses que lamentables, du paupérisme se composent de malheureux et de coupables. Parmi les premiers se trouvent ceux qui ne peuvent pas trouver de travail, ou qui sont condamnés à un travail trop peu rému-

nérateur. Des millions de malheureux sont ainsi jetés par la concurrence industrielle dans les situations les plus misérables, où la famine et la maladie assiègent tous les jours leur santé et leur existence. D'autres, désespérés, vaincus dans la lutte, sont tombés dans le vagabondage, la mendicité, le vol. Ce n'est pas sans quelques précautions qu'on pourrait jeter par milliers ces malheureux au tropique américain.

Il faudrait procéder au début avec lenteur et méthode, emmener peu de ménages à la fois, et ceux-là seulement dont l'éducation professionnelle serait immédiatement utilisable; engager les autres pour trois ans, par exemple, pour avoir le temps de faire leur éducation d'agriculteur. Au bout de l'engagement, en possession de leur métier, ils auraient la terre. Les guerres religieuses ont peuplé les Etats-Unis, l'industrialisme fera émigrer le paupérisme européen en Amazonie. Que tous ces malheureux seraient heureux de trouver, où ils vont, des cieux enchantés et d'y devenir, après une courte épreuve, propriétaires de terres produisant de deux à trois récoltes par an! Pourquoi ne publie-t-on pas assez que l'Amazonie est accessible aux travailleurs blancs, et que c'est la terre promise de ces misérables trop nombreux que notre organisation industrielle a transformés en véritables parias vivant, de génération en génération, dans une invincible misère!

Pour éviter toute équivoque, hâtons-nous de dire que tout ce qui précède ne vise que l'*acclimatement des individus*.

L'*acclimatement de la race* est une toute autre question que nous étudierons ailleurs.

VI. — Les Européens dans le milieu amazonien.

La beauté de l'Amazonie est au-dessus de tout éloge. Nul n'y contredit. Mais si ces beautés sont mortelles, dira-t-on? Car personne n'a oublié les désastres d'une terre voisine, la Guyane française.

Quels sont ceux qui sont morts au sein de ces terres splendides où la nature a prodigué les édens? Des malheureux qui, trop confiants en d'ineptes protecteurs, avaient négligé, chose insensée et presque coupable, de penser à leurs propres intérêts. Malheur partout à qui n'a pas d'outils pour cultiver la terre, un abri pour se reposer de ses fatigues, quelques avances pour vivre une saison! Ils étaient partis en troupeaux, et les bergers, plus bêtes que chiens le furent jamais dans leur profession, les laissèrent périr.

Mais est-ce bien à l'Amazonie que peuvent s'appliquer ces lignes? On rend trop volontiers tous les pays chauds solidaires d'une insalubrité que l'on croit générale. Et nous n'avons fait que répondre par des généralités à cette vague croyance. Nous voyons une terre voisine, la Guyane française, où les entreprises administratives mal conduites coûtèrent la vie à plusieurs milliers de colons européens. Mais en Amazonie il n'en a pas été ainsi. Ni l'administration portugaise, ni l'administration brésilienne ne se sont rendues coupables de ces criminelles inepties. L'initiative individuelle y a été aussi habile et heureuse qu'elle a été maladroite et malheureuse dans la petite colonie d'à côté. Tous les colons blancs qu'on a introduits à Cayenne y sont morts, tous ceux qu'on a introduits en Amazonie s'y sont acclimatés, y ont prospéré et y ont fait souche. Cayenne est une petite terre souillée, sinistre et maudite que l'on fuit. L'Amazonie, — climat et milieu identiques d'ailleurs, — est un vaste monde qui ne respire que la richesse et le bonheur, et qui sera d'ici peu un des centres d'attraction des émigrants d'Europe.

Toutefois, quiconque veut aller réparer les injustices que la fortune lui a faites dans sa terre natale doit avoir le cœur haut et l'esprit ferme. Un pied dans le navire transatlantique, l'émigrant doit dépouiller le vieil homme, et se rendre compte qu'il n'est plus un matricule de l'armée des gueux, mais un homme libre en partance pour l'indépendance et la richesse. Celui qui a visité l'intérieur de l'Amazonie peut affirmer que tels Européens qu'il a rencontrés, blanchis par

soixante années de forêts, de rivières, de marais, ne désespéraient pas de finir leur siècle et se montraient tout aussi verts que ceux de leurs camarades restés en Europe. Tous ces grands vieillards, ces héroïques lutteurs, m'ont affirmé que la proportion de ceux qui étaient morts dans leurs rangs n'excédait guère la moyenne ordinaire des mortalités. Tant l'indépendance, la liberté, les espérances qui se réalisent sont de puissants viatiques!

Les colons installés sur les bords du grand fleuve n'auront pas à se plaindre de l'isolement. De tous les chemins qui marchent, de tous les grands chemins de la terre, il n'en est pas de plus important que l'Amazone et ses affluents. Le bassin de l'Amazone est plus grand que dix fois la France. A plus de cent lieues de ses embouchures, le fleuve est encore aussi large que le Pas-de-Calais. A mille lieues de l'Océan, il est encore trois fois aussi large que la Seine à Paris. Toute l'Amérique du Sud en est tributaire. La Bolivie a les sources de son plus grand affluent, le Pérou les sources mêmes du fleuve. L'Équateur, la Bolivie, ont la plus grande partie de leur territoire dans son bassin. Le plus grand avantage du Vénézuéla est de posséder le canal naturel qui fait communiquer l'Orénoque avec un affluent de l'Amazone. Cette grande mer d'eau douce qui s'étend en ligne droite de Marajó au Pérou, et qu'un canal fera un jour communiquer par-dessus quelque bas chaînon de la Cordillère avec quelque golfe du Pacifique péruvien, est navigable sur tout son parcours par des navires de haut bord. Le colon peut s'établir sans crainte aussi loin qu'il le voudra sur les rives du fleuve géant, il aura toujours la mer à sa portée, grâce à ce prodigieux Bosphore qui partage en deux continents le continent de l'Amérique du Sud. Au septentrion, au midi, des affluents innombrables, dont quelques-uns sont beaucoup plus importants que le Danube ou le Volga, viennent apporter au Bosphore américain le tribut de leurs eaux jaunes, noires, blanches ou bleues. La plupart de ces rivières sont navigables jusque dans leur cours supérieur. Et ce merveilleux système d'artères de navigation intérieure offre plus de 80 000 kilomètres de déve-

loppement, si l'on ne compte que les rivières pouvant porter des navires de 1 000 tonneaux. Le Mississipi et ses affluents n'offrent qu'un développement moitié moins considérable. Après cette comparaison, on ne peut réfléchir sans enthousiasme à l'avenir réservé à cette région magnifique.

L'Amazonie est peut-être la contrée la mieux arrosée de la terre. Seulement, du confluent du Rio-Negro au cap de Nord, le fleuve reçoit sur la rive gauche plus de vingt grands affluents parallèles, dont cinq au moins sont aussi importants que le Rhin. La rive droite est encore beaucoup mieux partagée. Quatre grands cours d'eau, de ceux dont l'importance égale celle du Danube ou du Volga, viennent se réunir au fleuve principal : la Madeira, le Tapajoz, le Xingú et le Tocantins. Ils prennent leur source à trois ou quatre mille kilomètres de leur embouchure dans la région aurifère et diamantifère du plateau brésilien. Plus large que le Rio-Negro, qui pourtant a 5 kilomètres à son embouchure[1], communiquant avec le Paraguay comme le Rio-Negro communique avec l'Orénoque, la Madeira est un des cours d'eau les plus importants du monde. Entre ces quatre grands affluents coulent parallèlement 20 ou 25 affluents du second ordre, tous plus importants toutefois que la Garonne ou la Seine.

La rive droite du Bas-Amazone a sur la rive gauche un grand avantage. Les affluents de droite ne sont généralement encombrés de chutes que dans la partie supérieure de leur cours, tandis qu'à gauche, à partir de 50 ou 100 kilomètres de leur embouchure, les rivières ne sont plus navigables, à cause des chutes et des rapides. Il est à remarquer que plus on s'avance vers l'ouest, au delà du Rio-Negro et de la Madeira, plus les rivières offrent un grand espace proportionnel libre d'obstacles à la navigation à vapeur.

Les cascades des rivières guyanaises tiennent à l'imperfection du système hydrographique de la contrée, contrée qui semble être encore en formation, et dont la main du temps n'a pas

1. Et 32 à 100 kilomètres en amont, à la Bahia de Boyassù; et encore 5 à 800 kilomètres, en face de Xibarù.

encore achevé de façonner la structure. Le plateau guyanais est un immense cône aplati, dont les vallées, au lieu de descendre du sommet à la base comme autant de rayons, s'étagent parallèlement en couronnes concentriques comme des marches d'escalier d'une prodigieuse pyramide. L'absence de pentes régulières, de vallées intérieures, ne permet pas aux rivières de couler; des sources à la zone côtière, elles ne font que sauter et tomber.

Un observateur qui s'élèverait en ballon au-dessus des montagnes centrales de Guyane verrait, avec une lunette suffisamment bonne, se dérouler entre Pará et Ciudad Bolivar un gigantesque ovale dessiné par l'Amazone, le Rio-Negro, l'Orénoque et la mer. Au sein des forêts vertes et des savanes jaunâtres, il verrait sortir des sommets des montagnes en se dirigeant vers le sud, l'est et le nord, les rubans blancs des cours d'eau descendant par des chutes gigantesques les marches d'escalier du plateau et bondissant vers les terres basses qui bordent le grand fleuve et la grande mer. Ces chutes, dont quelques-unes mesurent 25 mètres de hauteur sur des centaines de mètres de large, sont trop rapprochées les unes des autres pour ne pas présenter un obstacle insurmontable à la grande navigation de l'intérieur; mais elles peuvent être utilisées, principalement celles qui se trouvent dans le voisinage des terres basses et être transformées en moteurs mécaniques. Si les chemins de fer pénétraient les hautes terres du plateau, soit en suivant les chemins de ronde ou de remparts que les rivières sont obligées de sauter en cascades, soit en les escaladant au moyen de remblais, toutes les chutes pourraient être utilisées par l'industrie, et fournir une force immense, incalculable, force permanente, infatigable et inépuisable, plus considérable sans aucun doute que celle fournie par les 300 millions de tonnes de houille que l'industrie humaine réduit annuellement en fumée.

Une des particularités les plus remarquables des terres basses de l'Amazone est la multiplicité des canaux naturels et des lacs qui bordent les rives du fleuve. Igarapés, furos, paranas, forment des douzaines de petits fleuves parallèles à

côté du grand cours d'eau, comme de petits sentiers à côté de la grande route. De chaque côté du chenal principal, sur les 20, 30 ou 40 kilomètres qui s'étendent de rive à rive, avant d'arriver au nord et au sud de la région des canaux, se trouve un fouillis d'îles et d'îlots formant un inextricable archipel où seuls les seringueiros, les regatoes et les Indiens sont capables de se reconnaître.

Ces fleuves, ces estuaires, ces anses, ces lacis de canaux, ces lacs en arrière-côte, ces interminables archipels, s'ils constituent une ressource précieuse pour la navigation, ne sont pas moins utiles pour la pêche.

De l'ablette grosse comme le petit doigt, au lamantin gros comme un bœuf, tous les poissons de l'Amérique du Sud, entraînés par le courant, semblent s'être donné là rendez-vous. Sans parler des tortues, dont les variétés sont innombrables et dont quelques-unes atteignent dans ces parages des dimensions colossales, se livrer à une énumération de tous les trésors aquatiques de la contrée serait chose fastidieuse. Il suffit de dire que les industriels de Mapá, de Vigia et de Pará, réalisent annuellement avec le pirarucu, le lamantin, la colle de machoiran, des bénéfices énormes qui feraient pâlir d'envie les placériens de la Guyane française ; et qu'une bonne partie de la population de ces villes vit dans une large aisance, grâce seulement à ses nasses et à ses filets.

Les rivières, les canaux, invitent à explorer les forêts, les chutes d'eau invitent à les exploiter. Chacune des innombrables cataractes du plateau de Guyane est destinée à faire mouvoir une scierie, en attendant qu'elle serve de moteur à l'usine qui préparera les plantes industrielles.

Car la richesse actuelle, frappante et palpable, de l'Amazone, c'est sa végétation forestière. Les plus riches mines du monde se trouvent là, ne présentant que peu de difficultés d'exploitation. Chaque hectare possède en moyenne pour 1 000 francs de bois ; soit, pour l'immense forêt des deux provinces amazoniennes, le chiffre vertigineux de 250 milliards de francs !

Je ne veux pas ouvrir de parenthèse pour énumérer les

260 espèces de bois et les 200 sortes de plantes précieuses que renferment les forêts de la Guyane et de l'Amazone. Ces richesses ont leur réputation faite, et il n'est pas besoin aujourd'hui de vanter les merveilles de la forêt vierge de l'équateur américain.

Où, mieux qu'en Amazonie trouvera-t-on des cieux favorables, de vastes et riches forêts et de puissants fleuves? La couronne de forêts de l'Amazone est destinée à fournir avant peu et pendant longtemps le monde de bois d'ébénisterie et de construction, en même temps que les planteurs des plateaux et des vallées d'Amazonie auront pour mission de nourrir la vieille Europe affamée.

Pour ce qui est de prétendre que le fer va bientôt se substituer au bois dans tous les anciens usages de celui-ci, la crainte en est à peu près aussi sérieuse que serait celle d'un houilleur pleurant à la pensée que l'application immédiate de l'électricité à la traction va faire tomber, dans la quinzaine, à un chiffre dérisoire, la cote des deniers d'Anzin.

L'Amazone, en face du Mississipi et du Saint-Laurent, plus rapproché encore du Niger et du Congo, relié par des canaux naturels à l'Orénoque et au Paraguay, au centre du bassin terrestre de l'Atlantique, puisqu'il est à égale distance du Canada et de la Plata, de l'Europe du Centre et de l'Afrique du Sud, doté avec profusion de tous les avantages géographiques qui favorisent le développement de la navigation, verra sans doute un jour dans ses immenses archipels, ses estuaires, ses rades, ses canaux, ses lacs, des flottes immenses, les plus puissantes du monde, battant pavillon amazonien. La richesse prodigieuse des forêts sans limites, le nombre, la profondeur, l'étendue et la sûreté des ancrages, la quantité innombrable des ports naturels, montrent qu'il est prochain le jour où des chantiers de construction s'établiront dans les îles et sur le littoral de cette prodigieuse mer Égée américaine, dont le climat est plus beau que celui de la Grèce et dont le continent est plus riche que celui de l'Asie. Le fer, dont la terre est faite là-bas, est à pied d'œuvre, l'argile des hauts-fourneaux est là inutilisée, le combustible couvre la

terre, la nature n'attend, depuis des siècles, que des hommes de bonne volonté. Que les Brésiliens s'adjoignent des frères d'Europe pour utiliser ces incalculables richesses, que leurs appels réitérés soient enfin entendus, et bientôt le grand empire lusitanien deviendra une des grandes nations maritimes de la terre. J'ai toujours pensé que l'avenir réserve au Brésil des destinées plus magnifiques encore que celles qu'il promet aux États-Unis de l'Amérique du Nord.

Rien n'est beau dans sa simplicité majestueuse comme ce milieu amazonien. Les savanes couvrent à peu près le cinquième de sa surface et forment comme de vastes clairières dans l'immensité du grand bois. Et des rivages de palétuviers qui bordent la mer et le fleuve jusqu'aux sommets des plateaux, rien n'est varié comme la forêt. Sur les hauteurs, à côté des essences précieuses de la zone torride, la température relativement douce des altitudes a donné droit de cité aux essences d'Europe. Les voyageurs aux Tumuc-Humac, qui ont exploré la grande gibbosité de l'Oyapock, Adam de Bauve, Leprieur, affirment y avoir rencontré le chêne.

Rien d'ailleurs n'est aussi étrange, aussi complexe, moins régulier et moins uniforme que la forêt tropicale de l'Amazone. Les espèces n'y poussent presque jamais en famille, et l'exploitant doit s'attaquer à de grands espaces à la fois, où il abattra tout pour classer ensuite les essences. Cette exploitation ne ressemblera en rien à celles de nos forêts civilisées, régulières, bien plantées, taillées, échenillées, avec un tapis de mousse sous les pieds, et sur la tête des perspectives, des échappées dans les profondeurs, faites à souhait pour le plaisir des yeux. Cette architecture classique des forêts d'Europe et de l'Amérique du Nord est en opposition complète avec le romantisme touffu, gigantesque, inextricable, du style amazonien, dont la richesse inépuisable est prodigue et désordonnée.

A côté des trésors qu'elle réserve à la grande exploitation, la forêt réserve au chasseur des richesses aussi nombreuses que variées. Des oiseaux de toute chanson et de tout plumage, depuis le perroquet jusqu'au pigeon, depuis le héron



VILLAGE DE SÃO GABRIEL (HAUT RIO NEGRO). (D'après un croquis de l'autenr.)

jusqu'à la poule d'eau, depuis le vautour jusqu'à la tourterelle, depuis l'oiseau-mouche jusqu'à l'aigle, s'ébattent dans les feuillages, planent dans le voisinage du ciel ou se promènent gravement sur la berge des cours d'eau. Des animaux innombrables, timides ou farouches, le lièvre et le lapin du pays, le porc sauvage, la biche, le tapir, s'offrent à la flèche et au fusil.

Les serpents y chassent aussi, guettant leur gibier, mais leur nombre est loin d'être aussi considérable qu'on se l'imagine. Boas et crocodiles sont en somme des voisins inoffensifs. Le fusil de l'Européen, dès que l'un de ces monstres aura fait sa connaissance, chassera les autres du canton. J'ai, mainte fois, rencontré dans la forêt caïmans et serpents gigantesques, plus rarement des serpents venimeux, jamais je n'ai eu à me plaindre d'eux. Les hôtes les plus incommodes, sinon les plus dangereux que l'homme rencontre dans les forêts sont les insectes, moustiques, maringouins, maques, qui habitent aussi la savane et la rivière, et sont en réalité ce que l'équateur présente de plus désagréable. Tigres, caïmans et serpents font plus de peur que de mal, mais les armées d'insectes bourdonnants et piquants causent plus d'ennuis qu'ils ne font de peur. Il existe toutefois des préservatifs plus ou moins efficaces, et, à la longue, on arrive à supporter avec patience ces ennemis agaçants. D'ailleurs les criques ne sont pas rares où ni moustiques, ni maringouins, ni piãos ne tourmentent notre épiderme. C'est là que le colon installera son hamac ou son lit, et l'exploiteur des bois son campement.

Ces idées, ces faits, ces inductions, vraies pour le Bas-Amazone, plus spécialement étudié par l'explorateur, ne le sont pas moins pour l'Amazonie entière.

VII. — Les Français en Amazonie.

La colonie française de l'Amazonas est plus nombreuse, plus prospère, plus riche que celle de la province de Pará.

Les Français de la province de l'Amazonas jouissent auprès de la population brésilienne d'autant d'estime et de plus de sympathies que n'importe laquelle des autres colonies étrangères.

Il est un fait connu de tous à Manáos et dans l'intérieur la colonie française est la plus nombreuse et la plus riche.

Les autres colonies, anglaise, allemande, américaine, italienne, hispano américaine, sont beaucoup moins importantes.

Dans le Solimoens, sur 55 maisons de commerce, 23 sont françaises, 20 portugaises, il n'y en a que 12 de brésiliennes ou étrangères. Au Madeira, au Purus, au Rio-Negro, au Javary, et principalement au Juruá, on compte un très grand nombre de Français établis au regatões.

Il est difficile d'en faire un recensement exact, nos compatriotes répugnant à se faire enregistrer au consulat; mais, se basant sur des renseignements pris auprès des principaux commerçants français de la contrée, il semble qu'on puisse actuellement porter à 400 le nombre des Français se trouvant dans la province de l'Amazone, contre 200 dans celle de Pará. Ce chiffre de 600 Français, presque tous notables, constitue une forte proportion, une respectable minorité, si l'on ne tient compte dans la population totale que de la partie réellement civilisée dans le sens européen du mot. Nous sommes à la tête du mouvement progressiste, dans l'Amazonie occidentale. La distribution de ces colonies par ordre d'importance intrinsèque et relative est, dans l'ordre descendant, Solimoens, Juruá, Madeira, Purus, Javary, Rio-Negro. Le commerce aujourd'hui considérable du Juruá a été monopolisé par une maison française, la maison Kahn, Polack et Cie, comme celui du Purus l'a été par les maisons anglaises.

Il faut ajouter comme auxiliaires importants bon nombre d'Israélites marocains (Tanger, Tétuan et Riff) et espagnols (Gibraltar), qui parlent tous français, se réclament de la France, et que la population brésilienne considère comme nos compatriotes.

Il y a environ 150 ou 200 de ces Israélites répandus dans

toutes les rivières, où ils se font, très consciencieusement, les propagateurs de notre langue et de notre influence commerciale.

La colonie française de l'Amazone ne se compose pas exclusivement de commerçants. Elle compte des agriculteurs cultivant le cacao, de petits industriels ayant des plantations de canne à sucre et distillant de la cachaça, exploitant dans des seringaes à eux le caoutchouc, et dans leurs piaçabaes la piaçaba. Il faut aussi enregistrer une industrie spéciale : on compte plusieurs chaloupes à vapeur françaises dans les rivières de l'intérieur, dont une au Rio-Branco. Leurs propriétaires les affrètent au taux de 200 francs par jour et s'en servent pour aller acheter eux-mêmes les produits de la contrée, prenant un fret pour compléter leur chargement s'il y a lieu.

A Manáos, il existe une douzaine environ de bonnes maisons françaises. La plus importante est celle de MM. Kahn, Polack et Cie. Cette maison a inauguré une organisation originale et nouvelle de l'exploitation de l'intérieur. Cet exemple, qui a été imité, peut être considéré comme type. Cette maison a une vingtaine de jeunes gens voyageant dans l'intérieur. Ces espèces de commis ne sont nullement des vagabonds, des aventuriers plus ou moins tarés, mais des jeunes gens de bonne éducation, d'une assez bonne instruction, intelligents, laborieux, entreprenants. La maison, sur la simple garantie de leur moralité, donne à chacun d'eux pour vingt ou trente mille francs de marchandises, moyennant une commission. Ils partent avec leur pacotille, et s'en vont faire régatões dans l'intérieur. Après huit ou neuf mois d'absence, ils reviennent du haut Juruá ou du haut Purus avec un petit pécule, et ils recommencent jusqu'à ce qu'ils en aient assez pour s'établir à leur compte. Beaucoup d'entre eux sont juifs d'Alsace. J'ai connu aussi parmi eux quelques Parisiens. Il est curieux de voir ces jeunes gens, blonds et frêles, revenir bronzés et avec un air martial de leurs courses toujours très pénibles, quelquefois périlleuses, ayant ramé eux-mêmes leur canot pendant des mois entiers,

Les Français de la province de l'Amazonas jouissent auprès de la population brésilienne d'autant d'estime et de plus de sympathies que n'importe laquelle des autres colonies étrangères.

Il est un fait connu de tous à Manáos et dans l'intérieur la colonie française est la plus nombreuse et la plus riche.

Les autres colonies, anglaise, allemande, américaine, italienne, hispano américaine, sont beaucoup moins importantes.

Dans le Solimoens, sur 55 maisons de commerce, 23 sont françaises, 20 portugaises, il n'y en a que 12 de brésiliennes ou étrangères. Au Madeira, au Purus, au Rio-Negro, au Javary, et principalement au Juruá, on compte un très grand nombre de Français établis au regatões.

Il est difficile d'en faire un recensement exact, nos compatriotes répugnant à se faire enregistrer au consulat; mais, se basant sur des renseignements pris auprès des principaux commerçants français de la contrée, il semble qu'on puisse actuellement porter à 400 le nombre des Français se trouvant dans la province de l'Amazone, contre 200 dans celle de Pará. Ce chiffre de 600 Français, presque tous notables, constitue une forte proportion, une respectable minorité, si l'on ne tient compte dans la population totale que de la partie réellement civilisée dans le sens européen du mot. Nous sommes à la tête du mouvement progressiste, dans l'Amazonie occidentale. La distribution de ces colonies par ordre d'importance intrinsèque et relative est, dans l'ordre descendant, Solimoens, Juruá, Madeira, Purus, Javary, Rio-Negro. Le commerce aujourd'hui considérable du Juruá a été monopolisé par une maison française, la maison Kahn, Polack et Cie, comme celui du Purus l'a été par les maisons anglaises.

Il faut ajouter comme auxiliaires importants bon nombre d'Israélites marocains (Tanger, Tétuan et Riff) et espagnols (Gibraltar), qui parlent tous français, se réclament de la France, et que la population brésilienne considère comme nos compatriotes.

Il y a environ 150 ou 200 de ces Israélites répandus dans

toutes les rivières, où ils se font, très consciencieusement, les propagateurs de notre langue et de notre influence commerciale.

La colonie française de l'Amazone ne se compose pas exclusivement de commerçants. Elle compte des agriculteurs cultivant le cacao, de petits industriels ayant des plantations de canne à sucre et distillant de la cachaça, exploitant dans des seringaes à eux le caoutchouc, et dans leurs piaçabaes la piaçaba. Il faut aussi enregistrer une industrie spéciale : on compte plusieurs chaloupes à vapeur françaises dans les rivières de l'intérieur, dont une au Rio-Branco. Leurs propriétaires les affrètent au taux de 200 francs par jour et s'en servent pour aller acheter eux-mêmes les produits de la contrée, prenant un fret pour compléter leur chargement s'il y a lieu.

A Manáos, il existe une douzaine environ de bonnes maisons françaises. La plus importante est celle de MM. Kahn, Polack et C[ie]. Cette maison a inauguré une organisation originale et nouvelle de l'exploitation de l'intérieur. Cet exemple, qui a été imité, peut être considéré comme type. Cette maison a une vingtaine de jeunes gens voyageant dans l'intérieur. Ces espèces de commis ne sont nullement des vagabonds, des aventuriers plus ou moins tarés, mais des jeunes gens de bonne éducation, d'une assez bonne instruction, intelligents, laborieux, entreprenants. La maison, sur la simple garantie de leur moralité, donne à chacun d'eux pour vingt ou trente mille francs de marchandises, moyennant une commission. Ils partent avec leur pacotille, et s'en vont faire régatões dans l'intérieur. Après huit ou neuf mois d'absence, ils reviennent du haut Juruá ou du haut Purus avec un petit pécule, et ils recommencent jusqu'à ce qu'ils en aient assez pour s'établir à leur compte. Beaucoup d'entre eux sont juifs d'Alsace. J'ai connu aussi parmi eux quelques Parisiens. Il est curieux de voir ces jeunes gens, blonds et frêles, revenir bronzés et avec un air martial de leurs courses toujours très pénibles, quelquefois périlleuses, ayant ramé eux-mêmes leur canot pendant des mois entiers,

traversé le Brésil et passé sur les territoires boliviens, noblement fiers des quelques contos de reis qu'ils ont si durement gagnés, la mémoire pleine des souvenirs de leur héroïque campagne et l'imagination enflammée à l'espoir de nouvelles aventures. Au bout de quelques mois de Manáos, ces jeunes gens, devenus tristes et moroses, n'attendent plus, et avec une impatience fébrile, que l'occasion de repartir : la nostalgie du désert les a repris. Le vieux sang de la noble race se remet à bouillonner avec enthousiasme au souvenir et dans l'action des grandes aventures, et c'est là une particularité que l'on ne saurait trop mettre en relief. Le Français, toujours ami des Indiens, toujours brave et endurant, se révèle sous son plus beau jour dans les grands voyages du haut Purus et du haut Juruá! Ajoutons que tous ces jeunes gens, non seulement parlent portugais, mais encore, bien souvent, plusieurs dialectes indigènes.

Un exemple pour finir. J'avais vu partir en mai 1884 deux jeunes gens, un instituteur parisien et un élève de l'école d'horlogerie de Besançon. Ils étaient, l'instituteur surtout, pâles et maladifs, et l'on considérait leur entreprise comme une pure folie. Pendant six mois on n'eut pas de leurs nouvelles. Ils revinrent en mars 1885, après des fatigues et des aventures dignes du temps de la conquête, bronzés et robustes, ayant découvert dans la région des sources du Juruá qu'ils remontaient, un seringae qui fera probablement leur fortune.

Regatões, exploiteurs des produits de la forêt, planteurs de canne ou de cacao, armateurs, commerçants, artisans : on voit que la colonie française de l'Amazone, colonie pleine de sève, embrasse déjà bien des spécialités. Il faut dire aussi qu'elle réussit parfaitement. Nous n'avons nul doute sur les magnifiques destinées qui l'attendent.

Aussi l'influence intellectuelle de la France, langue, littérature, et le reste, est-elle plus grande à l'Amazone qu'au Pará. Un seul exemple peut donner la mesure de la chose : la bibliothèque de Manáos (7 000 volumes environ) compte

les deux tiers de ses livres écrits en français. Les deux tiers des habitants de la ville parlent ou lisent notre langue.

VIII. — Les idées séparatistes.

Un homme considérable de Pará, le baron de Marajó, deux fois président de province, dans un ouvrage publié en 1883, *A Amazonia*, dit ce qui suit :

« La lecture des journaux publiés à Pará et à l'Amazone dans ces dernières années, ne peut laisser d'impressionner celui qui connaît le caractère pacifique et résigné de la population de l'Amazonie, et aussi la ténacité des Amazoniens, leur opiniâtreté dans leurs revendications, quand ils sont une fois bien persuadés que leurs intérêts ou leurs droits sont dédaignés ou sacrifiés.

« Les journaux des différents *Credo* politiques qui divisent ces provinces, en tout adversaires passionnés les uns des autres, se retrouvent d'accord dans un seul camp : ils font campagne ensemble contre le gouvernement central, tyran des provinces amazoniennes.

« Il n'y a journal, conservateur ou libéral, libre penseur ou clérical, qui, dans chacun de ses numéros, ne se fasse le champion d'une réaction contre la prédominance des provinces du Sud.

« La façon peu bénévole, je dirai même agressive, dont fut traitée la population amazonienne par un président du conseil des ministres, qui la qualifiait de « citoyens d'arcs et de flèches, » quand il fut question de l'augmentation de la députation, et quelques articles peu réfléchis publiés par les journaux du Sud, ont eu pour résultat de faire croire à la population de l'extrême nord de l'empire, que le gouvernement et même quelques représentants des provinces méridionales considèrent la population amazonienne comme composée des parias de la société brésilienne, et seulement tenue à payer les taxes.

« De là est résultée une propagande systématique dont les forces vont toujours croissant, et qui aujourd'hui présente la question sous une forme périlleuse pour l'intégrité du Brésil : à savoir, s'il y aurait ou non avantage pour la population amazonienne à vivre de ses propres ressources, séparée du reste de l'empire. Et comme les plaintes des Amazoniens contre une centralisation excessive, une fiscalisation égoïste, sont justes, que l'orgueil que leur impose la richesse et la prospérité de leur pays est légitime, il est probable qu'il faudrait peu de chose pour mettre en péril cette intégrité du Brésil, peu menacée tant que vivra l'empereur, mais, dans l'avenir, si sérieusement compromise. »

L'hostilité des Amazoniens contre leurs présidents venus du Sud est à peu près constante. On ne nous envoie du Sud, disent-ils, que des créatures incapables; et ils citent ce légendaire président de Pará, José Bento da Cunha Figueiredo, qui avait dépensé des sommes énormes à bâtir des levées pour conquérir de nouvelles terres sur l'Océan, dans un pays dont les terres désertes pourraient nourrir une population trois cents fois plus nombreuse que la population actuelle.

Et pourtant, disent les Amazonenses, nos provinces ne sont-elles pas à la tête du mouvement de propagande de l'instruction publique dans l'empire? Nous dépensons à Pará 600 contos, et à l'Amazone 404, pour subventionner nos écoles primaires et nos collèges; et, eu égard à la proportion de la population, aucune autre province de l'empire, pas même la Cour, ni Rio, n'en dépense autant que nous. Nous ne sommes donc pas des citoyens d'arcs et de flèches, et on ne devrait pas nous traiter en colonie. Et il est incontestable que le développement du progrès est extrêmement rapide en Amazonie, et que le Sud pourrait bien d'ici à fort peu de temps être singulièrement distancé.

Ils se targuent aussi, et avec raison, de la libéralité de leurs sentiments. Il n'y a déjà plus d'esclaves dans la province de l'Amazonas, et l'on en compte à peine 20 000 dans celle de Pará. L'Amazonie sera depuis longtemps purgée de l'esclavage, que l'institution sera encore une question de vie ou de

mort pour le Sud. C'est qu'au Nord on a le travail des Indiens, et que rien ne pourra au Sud remplacer de sitôt le travail des esclaves.

Les griefs des Amazoniens sont d'ailleurs nombreux et sérieux.

C'est une idée acceptée de tous en Amazonie, que les deux provinces du Nord sont oubliées et dédaignées par le gouvernement central et les provinces du Sud. Pendant longtemps ces plaintes ne furent qu'un murmure, on espérait qu'avec l'augmentation des revenus fournis par la contrée au gouvernement général, celui-ci montrerait plus de sollicitude pour les provinces amazoniennes. Mais ces espérances ayant été déçues, le murmure de mécontentement est devenu une clameur qui n'est pas sans inquiéter le gouvernement de Rio. Ce n'est pas seulement de l'abandon dans lequel ils sont laissés que sont indignés les Amazoniens, mais aussi de l'indifférence avec laquelle on accueille toutes leurs réclamations, de l'ignorance si souvent démontrée dans laquelle se trouve le gouvernement de Rio à l'égard des choses du Nord. Les tristes résultats des injustices commises, les inconvénients de l'extrême centralisation, déterminèrent une propagande qui d'abord ne proclama que la nécessité urgente de la décentralisation, mais aujourd'hui ne craint pas d'afficher ouvertement ses désirs de voir se réaliser la séparation de l'Amazonie du reste de l'empire.

Cette propagande, il faut le reconnaître, devient chaque jour plus active, et elle continuera sans doute, parce que les réclamations sur lesquelles elle s'appuie sont justes, parce qu'elle se base sur des faits que la population tout entière connaît et qui impressionnent très vivement la partie la plus éclairée de la population. Pour ces grands problèmes de la vie sociale du Brésil, toutes ces grandes questions, ces besoins urgents, auxquels sont consacrés les revenus nationaux, qu'est-ce que le gouvernement général a essayé de faire en Amazonie, malgré les revenus très considérables envoyés par les deux provinces à Rio?

L'émigration, la civilisation des Indiens, la division et

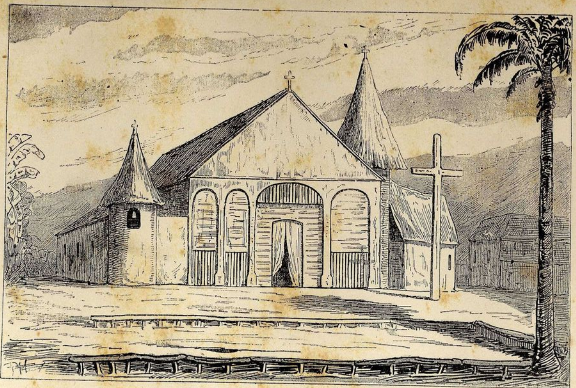
l'acquisition des terres, l'augmentation de la représentation parlementaire, le désintéressement du gouvernement central à l'égard de l'instruction publique dans les provinces, l'arsenal de marine, l'arsenal de guerre, le manque de subventions aux travaux publics, l'énormité des impôts comparativement aux autres provinces, la question du contesté avec la France, sont autant de raisons qui entretiennent le mécontentement des Amazonenses à l'endroit du gouvernement central.

L'émigration. — Il est certain qu'on ne pourrait citer un seul fait, un seul ordre du gouvernement, tendant à faire affluer l'émigration pour les deux provinces du Nord.

On sait que pour faire des tentatives de colonisation en Amazonie, en raison d'un climat spécial, de cultures et d'industries différentes, il serait nécessaire de préluder par quelques études méthodiques. Le gouvernement central ne s'en est jamais préoccupé. Jamais des études, si rudimentaires qu'elles soient, n'ont été entreprises sur l'initiative du gouvernement central, sur la question des travaux préparatoires à faire en Amazonie. Le gouvernement central, épris avec exagération peut-être de la colonisation allemande, s'est désintéressé de l'Amazonie en pensant, ce qui est d'ailleurs exact, qu'elle était impropre à la colonisation germanique. Mais des immigrants de race latine, Portugais, Français, Italiens et autres, ne pourraient-ils pas s'y acclimater? Pourquoi n'y a-t-il pas introduit, comme le désirait le conseiller Cansansão de Sinibú, des travailleurs asiatiques?

Des millions ont été dépensés par le gouvernement pour favoriser l'émigration dans les provinces du Sud, et le gouvernement ne se souvient des provinces du Nord que pour leur faire payer des impôts.

La civilisation des Indiens. — Qu'a-t-on fait pour la civilisation des Indiens? On devait créer des centres indigènes, mais on n'a installé jusqu'à ce jour que des directeurs des Indiens qui auraient dû être précieux, mais qui ne sont que des sinécuristes, quand ils ne trouvent pas moyen de vivre à



EGLISE DE PANORÉ (HAUT RIO NEGRO). (D'après un croquis de l'auteur.)

la fois et aux dépens des indigènes et aux dépens du trésor. Les missionnaires, en très petit nombre, semblent être soigneusement choisis parmi les plus mauvais. Les missions ne sont malheureusement trop souvent que des établissements de commerce et des écoles de dépravation.

Et pendant ce temps, la catéchèse des Indiens dans les provinces du Sud a donné les plus heureux résultats.

Division et acquisition de terres. — Il n'existe pas encore pour le Nord, ni pour l'alotissement des terres ni pour leur vente, un système de législation supportable. Les frais de délimitation, extrêmement onéreux, sont à la charge de l'acheteur; et pour la mise en vente, elle se fait sans plan, au hasard de la demande; il n'existe ni cadastre ni bureau de renseignements.

Augmentation de la représentation parlementaire. — Un autre sujet de plainte des populations de Pará et de l'Amazonas est la faiblesse numérique de leur représentation au parlement de Rio. Pará se plaint d'avoir aujourd'hui, malgré l'augmentation de sa population et de ses richesses, le même nombre de députés qu'en 1824; d'être la quatrième province de l'empire comme importance de ses revenus impériaux, et une des dernières pour l'importance de sa représentation parlementaire. Certaines provinces du Sud ont un député pour 50 000 habitants, Pará un député pour 140 000. Pará, qui a 13 000 élèves dans ses écoles primaires et secondaires, qui dépense 600 contos pour l'instruction publique, se place, dès aujourd'hui, au premier rang des provinces de l'empire, pour le développement du mouvement intellectuel. Mais cette raison n'a pas encore paru suffisante pour lui donner le nombre de députés auquel elle a droit, pas plus que le mouvement du commerce général qui place la province de Pará au quatrième rang parmi les provinces de l'empire.

Instruction publique. — Toutes les provinces reçoivent une subvention du gouvernement général pour l'instruction publique. L'Amazonie n'en reçoit aucune. Jusqu'à ces dernières

années, la province de Pará avait touché une subvention dérisoire de un conto, qui vient d'être supprimée.

L'arsenal de marine. — Pará, à la bouche de l'Amazone, devrait être l'entrepôt des magnifiques bois de construction navale de la contrée; mais le gouvernement central ne s'est pas ému de cette question. Bien plus, cet étrange arsenal ne possède pas un seul chantier de construction, pas une seule scie mue à la vapeur, pas une scierie, pas une fonderie, pas un dock, pas une digue; et la station navale se compose, au grand complet, de quatre navires, dont le plus important, la corvette *Paraense,* est à peine en état de faire un voyage sur la côte de Marajó.

L'arsenal de guerre. — Cet arsenal, dit le baron de Marajó, est une *indécence* pour les Paraenses : c'est un ancien bâtiment de douanes, dont on a réparé les ruines avec des constructions en bois. Cela a à peu près la valeur défensive d'un hangar ou d'une halle.

Bien digne de l'arsenal de guerre est l'hôpital militaire, qui a été fort adroitement édifié dans un centre d'infections palustres accélérant singulièrement les convalescences.

Pas de subventions aux travaux publics. — Les Amazonenses se plaignent aussi du désintéressement absolu que montre le gouvernement général pour tous les travaux publics entrepris en Amazonie, notamment de l'absence des subventions pour la construction de nombreux édifices publics indispensables, pour le chemin de fer de Bragança et celui de Madeira-Mamoré, etc.

Inégalité des impôts. — Enfin, les Amazonenses affirment, et leurs hommes d'État prétendent prouver que, dans les deux provinces, la proportion des impôts payés au gouvernement général est plus forte que dans le reste de l'empire.

Territoire contesté. — Les hommes politiques de Pará reprochent amèrement au gouvernement général de n'avoir pas su résoudre jusqu'à ce jour le différend pendant avec la France au sujet des territoires situés au nord de l'Araguary.

L'existence de cette marche inattribuée entre la province de Pará et la colonie française est, selon eux, la cause unique de l'absence presque complète de relations de commerce entre leur ville et celle de Cayenne.

Telles sont les principales causes de cette fermentation autonomiste, ou même séparatiste. Cette fermentation ne saurait être indifférente à une nation qui a en Amazonie d'aussi grands intérêts de commerce et d'influence que ceux que nous y avons actuellement. Il se prépare de grandes choses de ce côté. Nos hommes d'État ne feraient pas mal d'étudier un peu la question amazonienne.

CHAPITRE III

LA CAPITALE DE L'AMAZONIE

Importance de la place. — La belle ville de Santa-Maria de Belem do Gram-Pará, appelée plus simplement Pará, capitale de la province du Gram-Pará, est le grand port et le centre le plus important de l'Amazonie et la troisième place de commerce du Brésil.

Sa population était, en 1883, d'environ 60 000 habitants; son commerce extérieur, importation et exportation réunies, d'environ 150 millions de francs, dont environ 61 avec les Etats-Unis, 47 avec l'Angleterre, 20 avec la France, 12 avec le Brésil du Sud, 6 avec l'Allemagne, 4 avec le Portugal; le mouvement de son port, navigation fluviale non comprise, est d'environ 200 200 tonnes.

D'après M. de Santa Anna Nery, dont la compétence dans la matière est bien connue, le commerce du port de Pará, en 1885, a dépassé 250 millions de francs, dont plus de 50 millions avec la France.

Mouvement maritime. — Les tableaux que nous donnons ici indiquent le mouvement maritime de Pará avec l'étranger et les ports du Sud de l'empire, selon les nationalités, pendant l'année 1882.



F. G. DE SANTA-ANNA NERY, célèbre publiciste amazonien.

NAVIRES ENTRÉS	A VOILES	A VAPEUR	TONNAGE EN TONELADAS PORTUGAISES [1]
Anglais	40	91	100 752
Américains	31	3	16 813
Français	20	20	25 275
Brésiliens	12	52	69 020
Allemands	16	»	3 584
Portugais	21	»	5 979
Norvégiens	9	»	3 545
Suédois	8	»	2 398
Danois	6	»	1 132
Hollandais	3	»	665
Belges	1	»	202
Total	167	166	229 365

NAVIRES SORTIS	A VOILES	A VAPEUR	TONNAGE EN TONELADAS PORTUGAISES
Anglais	24	67	70 507
Brésiliens	8	37	50 826
Français	20	14	16 768
Américains	18	3	12 202
Allemands	10	»	2 333
Portugais	15	»	4 081
Norvégiens	1	»	157
Suédois	3	»	909
Danois	6	»	1 246
Hollandais	2	»	443
Belges	1	»	212
Total	108	121	159 684

1. La tonelada portugaise est de 793 kilogr. La livre est de 459 gr.

ENTRÉS ET SORTIS	VOILIERS	VAPEURS	TONNAGE EN TONELADAS
Anglais	64	156	171 259
Brésiliens	20	89	119 846
Français	40	34	42 273
Américains	49	6	29 015
Allemands	26	»	5 917
Portugais	36	»	10 060
Norvégiens	10	»	3 702
Suédois	11	»	3 307
Danois	12	»	2 378
Hollandais	5	»	1 108
Belges	2	»	414
Total	275	285	389 279

De 1878 à 1882, voici quelle a été la progression du mouvement maritime de Pará, entrées et sorties réunies.

ENTRÉS ET SORTIS	VOILIERS	VAPEURS	TONELADAS
1878	237	224	395 464
1879	284	241	457 228
1880	286	289	511 388
1881	335	260	447 105
1882	285	275	389 249

Mouvement maritime avec la France. — La France vient au troisième rang dans le mouvement maritime de Pará. En 1882, elle compte 42 273 toneladas, contre 171 259 pour l'Angleterre et 119 846 pour les ports du sud du Brésil, pour un total de 389 279 toneladas. Soit un peu plus d'un dixième du mouvement total.



Estrada (route) de São Jéronymo a Para. (D'après une photographie.)

Le mouvement maritime avec la France se fait, pour ce qui est de la navigation à voiles, par l'entremise des trois-mâts de l'importante maison Denis Crouan, de Nantes, dont l'associé au Pará, M. Donatien Barrau, dirige une des plus importantes maisons de commerce de la place. A la sortie, ces voiliers partent avec des chargements de cacao; à la rentrée, ils apportent des conserves alimentaires.

Les vapeurs appartiennent : 1° à la *Compagnie postale faisant le service du Canada* : ils sont chargés à la sortie des produits spontanés de l'Amazone, et à la rentrée des produits manufacturés de l'Amérique du Nord et du sud du Brésil; 2° à la *Compagnie des Chargeurs réunis*, qui a créé un service circulaire, le Havre, Lisbonne, Ceara, Maranhão, Pará, Lisbonne, le Havre. Ils ont en outre accepté une subvention pour un autre service direct du Havre à Manáos, par Lisbonne et Pará. Malheureusement à l'heure qu'il est (avril 1885), malgré les sympathies que les Chargeurs avaient rencontrées et les espérances qu'ils étaient en droit de concevoir, cette compagnie a abandonné ces deux lignes. Enfin, 3° le petit vapeur *Jeune Amiral*, qui partait de Cayenne et allait chercher des bœufs à Paranahyba et à Maranhão, touchait trois ou quatre fois par an à Pará. Malheureusement il se perdit en 1884, et la compagnie emploie son successeur, le *Dieu-Merci*, à aller chercher les bœufs à l'Orénoque.

Navigation fluviale du port de Pará. — Il est difficile de donner une statistique exacte du mouvement maritime du port de Pará avec l'intérieur. Il suffit de dire qu'en 1882 ce mouvement fut fait par 52 vapeurs, dont 25 appartenant à la compagnie de l'Amazone, 7 à la compagnie de Marajó, 20 à des particuliers; que ces 52 vapeurs, jaugeant au total 21 324 toneladas, firent ensemble 543 voyages, et avec quelques barques, canots et batelãos transportèrent, seulement en caoutchouc, cacao et toucas, de l'intérieur au port de Pará, 19 646 tonnes de produits, dont 9 770 797 kilogrammes pour le caoutchouc, 6 152 782 pour le cacao et 3 722 875 pour les toucas.

On ne peut évaluer à moins de 80 000 tonnes la quantité de produits amenés de l'intérieur au port de Pará et à 120 000 tonnes la quantité d'objets manufacturés et de consommation, ce qui porterait à 200 000 tonnes le mouvement fluvial de la ville, contre 200 000 tonnes environ pour le mouvement maritime extérieur, sommes qui en effet doivent être à peu près égales, puisque Pará est l'entrepôt de l'Amazonie et que les relations directes de Manáos avec l'extérieur sont jusqu'à présent des plus faibles.

Exportations du port de Pará. — Par ordre d'importance, les produits amazoniens qui constituent l'exportation du port de Pará sont les suivants, avec leur valeur officielle totale pour l'année 1882 : caoutchouc, 30 062 : 893 $ 465 [1] ; cacao, 3 653 : 209 $ 320; toucas, 606 : 680 $ 266; quinquina, 471 : 696 $ 000; cuirs de bœuf, 400 : 768 $ 336; produits des républiques voisines, 284 : 488 $ 560 ; chapeaux de paille, 267 : 965 $ 558; peaux de cerf, 174 : 782 $ 876; colle de poisson, 156 : 437 $ 282 ; coumarou, 103 : 387 $ 658; copahu, 73 : 786 $ 049; piaçaba, 58 : 793 $ 340; ucuhuba, 41 : 042 $ 700; salsepareille, 33 : 725 $ 248; ivoire végétal, 17 : 742 $ 000; roucou, 13 : 272 $ 776; sucre, 12 : 248 $ 609 ; guarana, 11 : 390 $ 205 ; café, 11 : 239 $ 088; barriques vides, 8 : 342 $ 000; articles divers, 6 : 835 $ 509 ; bois, 5 : 441 $ 666; tabac, 3 : 885 $ 494; vieil argent, 2 : 400 $ 000; coton, 2 : 180 $ 000 ; plantes médicinales, 1 : 783 $ 600; peaux de capivara, 1 : 541 $ 500 ; sapucaïa, 1 : 368 $ 000; vieux cuivre, 1 : 050 $ 000 ; orchidées, 1 : 000 $ 000. Et d'une valeur de moins d'un conto de reis : eau-de-vie, cachaça, confitures, farine de manioc, tapioca, haricots, miel, objets d'histoire naturelle, os, puchiry, peaux de chèvre, racines de manaca, rapé, graines de caoutchouc, suif, savon national.

Ce qui constitue une exportation d'une valeur totale de

1. Dans la numération commerciale brésilienne on compte par *milreis*. Le milreis, valant de 2 à 2 fr. 50, se figure ainsi : $ Le *conto de reis* (mille milreis) est indiqué par un signe qui le suit, ce signe est indiqué ainsi. Nous n'avons pas cru inutile d'initier nos lecteurs à cette singulière numération.

36 494 : 266 $ 744, dont 19 486 : 737 $ 090 avec les États-Unis; 11 997 : 969 $ 128 avec l'Angleterre; 4 241 : 079 $ 852 avec la France; 653 : 364 $ 816 avec le Brésil du Sud; et 115 : 115 $ 958 avec le Portugal. Soit environ 90 millions de francs, dont environ 49 pour les États-Unis, 28 pour l'Angleterre, 11 pour la France, 1 500 000 francs pour le Brésil du Sud, et 500 000 pour le Portugal.

Voici quelle est la proportion des produits exportés pour les cinq grandes nations importatrices en 1882 :

Les États-Unis importent surtout du caoutchouc, pour 18 466 : 404 $ 136; des toucas pour 305 : 579 $ 963; du quinquina pour 276 : 870 $ 000; des peaux de cerf pour 174 : 782 $ 876; du copahu pour 67 : 657 $ 260; du coumarou pour 63 : 329 $ 868; des cuirs de bœuf pour 56 : 435 $ 005; de la colle de poisson pour 22 : 236 $ 500; de l'ivoire végétal pour 15 : 627 $ 000; du cacao pour 10 : 146 $ 440.

L'Angleterre reçoit les produits suivants : caoutchouc, 11 259 : 738 $ 150; toucas, 298 : 476 $ 912; colle de poisson, 132 : 205 $ 752; quinquina, 124 : 620 $ 000; cuirs de bœuf, 73 : 123 $ 250; piaçaba, écrit aussi *piazzava*, 55 : 676 $ 732; coumarou, 40 : 057 $ 790.

La France importe : cacao, 3 628 : 065 $ 440; caoutchouc 235 : 414 $ 929; cuirs de bœuf, 194 : 868 $ 826; quinquina, 70 : 206 $ 000.

Le Brésil du Sud : Produits des républiques voisines, 281 : 200 $ 239; chapeaux de paille; 267 : 965 $ 558; ucuhuba : 36 : 928 $ 200; salsepareille, 30 : 317 $ 428.

Voici quelle a été la progression de ces cinq nations de 1878 à 1882, en contos de reis :

ANNÉES	ÉTATS-UNIS	ANGLETERRE	FRANCE	BRÉSIL DU SUD	PORTUGAL
1878	4 529	8 368	1 661	639	283
1879	6 885	8 778	4 930	621	163
1880	9 156	9 399	2 622	451	189
1881	1 1345	9 777	3 812	639	182
1882	19 486	11 997	4 241	653	115

Voici quelle a été, en contos de reis, la progression de l'exportation des principaux produits :

MATIÈRES EXPORTÉES	1878	1879	1880	1881	1882
Caoutchouc	10 152	14 763	17 559	20 148	30 062
Cacao	1 391	4 637	1 765	3 177	3 653
Touca	534	272	871	699	606
Copahu	40	36	58	68	72
Colle de poisson. . .	90	184	138	157	156
Coumarou	1	15	100	94	103
Roucou	25	40	25	26	13
Peaux de biche. . . .	47	59	111	166	174
Cuirs de bœuf. . . .	343	346	383	380	400
Piaçaba	12	59	36	65	58
Quinquina.	180	245	221	112	471
Chapeaux de paille. .	242	303	198	338	267
Guarana	58	24	44	26	11
Salsepareille	25	22	27	59	33

Et voici quelle a été, en milliers de kilos, cette même progression :

MATIÈRES EXPORTÉES	1878	1879	1880	1881	1882
Caoutchouc	1 777	5 605	7 977	8 427	9 624
Cacao	2 699	5 129	3 121	5 404	6 293
Touca	4 792	1 750	5 252	4 638	4 033
Copahu	43	34	31	36	38
Colle de poisson. . .	35	405	53	59	63
Coumarou	1	8	36	35	50
Roucou	86	132	81	96	55
Peaux de biche. . . .	57	60	65	72	76
Cuirs de bœuf	1 355	1 306	730	1 140	1 027
Piaçaba.	114	212	125	204	171
Quinquina.	90	122	110	56	176
Chapeaux de paille. .	85	116	85	149	124
Guarana	19	10	20	14	9
Salsepareille	27	22	14	27	21

Enfin, les deux tableaux qui suivent, donnent le mouvement d'exportation du principal produit, le caoutchouc, par exportateur et par pays d'exportation en 1882, en kilogrammes.

EXPORTATEURS	ÉTATS-UNIS	EUROPE	TOTAL	STOCK AU 31 DÉC.
E. Schram et Cie.	712 213	1 424 035	2 136 248	100 000
J.-C. Gonçalves Vianna et Cie	1 094 169	744 930	1 839 099	100 000
W. Bramber et Cie. . . .	947 705	140 359	1 088 064	5 000
Samuel G. Pond et Cie. .	907 477	132 096	1 039 573	16 000
Martins et Cie.	549 768	143 055	692 823	20 000
Sears et Cie.	809 979	29 820	839 799	79 000
Singlehurst Broklehurst et Cie.	587 514	27 756	615 270	28 000
Francisco Gaudencio da Costa et Filho	107 955	202 058	310 013	4 000
Denis Crouan et Cie . . .	5 250	197 113	202 363	
Paes da Costa et Cie . . .	979 710	513 141	1492 851	4 000
Gonçalves Sampaio et Cie.	818 100	52 440	870 540	6 000
Teixeira Bastos et Irmão .		72 130	72 130	
Calheiros et Oliveira. . .	397 330	17 260	414 590	
Elias José Nunes da Silva et Cie.		50 025	50 025	
Manoel Pinheiro et Cie. .	3 480	33 006	36 486	
Manoel José de Carvalho et Cie.	1 170	20 330	21 500	
H. T. Gould	19 005		19 005	
Paul Mouraille et Cie. . .	10 126	7 000	17 126	
Divers exportateurs. . . .	23 947	25 144	49 091	
Exportat. directe de Manáos	34 500	403 736	438 236	
Stock en premières mains.				11 000
Totaux. . . .	8 009 398	4 235 434	1 233 1886	373 000

Comparaison des cinq dernières années :

ANNÉES	ÉTATS-UNIS	EUROPE	TOTAL	STOCK AU 31 DÉC.
1878.	3 158 597	4 873 351	8 031 948	544 000
1879.	3 360 009	4 507 620	7 867 629	913 000
1880.	3 834 275	4 599 482	8 433 757	747 000
1881.	4 427 117	4 389 690	8 816 807	682 000
1882.	6 034 192	4 028 438	10 062 630	783 000

Importations du port de Pará. — Ce qui rend impossible de faire une statistique exacte de l'importation est que, le plus souvent, les produits manufacturés ne sont pas importés au Pará sous leur pavillon national, mais ont passé, avant d'arriver en Amazonie, par deux ou trois maisons de nationalités différentes. C'est aussi, et c'est surtout parce que les importateurs ont intérêt à dissimuler la provenance des articles pour tromper l'acheteur, et la quantité pour tromper la douane, avec laquelle il y aurait cependant, à ce que disent les mauvaises langues, certains accommodements. Le démarquage des produits, l'introduction d'articles imités, falsifiés, se faisant sur une assez grande échelle, toute statistique exacte est impossible ; il faut s'en tenir à des généralités.

La valeur totale de l'importation doit dépasser 60 millions de francs. Comme celle de l'exportation atteint 90 millions, il s'ensuit que l'exportation dépasse de 30 pour 100 l'importation [1].

Voici, approximativement, la part de chacune des grandes nations importatrices :

Angleterre	19	millions de francs.
Etats-Unis	12 1/2	—
France	9	—
Allemagne	6	—
Portugal	3 1/2	—

L'importation du Brésil du Sud est considérable. Elle atteint dix millions de francs. Elle vient de Maranhâo, qui fournit de la farine de manioc, du riz, des volailles, des cuirs et des meubles ; de Parahyba, qui envoie du bétail, des cuirs et des peaux tannées ; de Ceará, qui donne ses cafés ; de Pernambuco, qui fournit du sucre, du tafia et quelques produits industriels, tels que savon, chaussures ; de Bahia, dont on achète les tabacs, les cigares, les gros tissus : et enfin de Rio, qui envoie ses cafés, ses cognacs, sa bière, ses bougies, ses grosses cotonnades, ses articles de mode, ses chaussures, et des viandes du Rio Grande ou de la Plata.

1. Le commerce total de Pará, en 1885, a atteint, d'après M. de Santa-Anna Nery, 250 millions de francs.



Une rue a Nazareth (faubourg de Para). (D'après une photographie.)

Genre des transactions commerciales. — Les plus forts acheteurs étant les maisons de commission pour l'intérieur et les commerçants de l'intérieur ne pouvant guère liquider leurs comptes que par des remises annuelles aux époques des récoltes, récoltes qui varient suivant les distances et les localités, les vendeurs doivent se soumettre à donner de longs termes, douze mois pour les marchandises sèches (fazendas), et de six à huit pour les comestibles (estivas).

Presque toujours les acheteurs exigent la date du dernier jour du mois, ou bien ils achètent ce jour-là un objet de peu de valeur, pour avoir droit à la date du dernier achat. Quand les ventes ne sont pas faites au comptant, sous escompte de 5 ou de 10 pour 100, les vendeurs émettent des traites qui ne sont guère acceptées par les tirés qu'à la fin du mois qui suit celui de la vente. On a vainement essayé de réduire ces longs termes, cause principale des crises qui surviennent avec une certaine régularité sur cette place tous les quatre ou cinq ans à peu près.

Les ventes se font le plus souvent par des encans (leilõesˌ), où l'on vend indistinctement des marchandises fraîches et anciennes. Ces encans ne sont pas seulement un moyen de liquidation comme cela a lieu sur les autres places, mais encore un moyen usuel de vente. Les prix qu'on obtient à ces leilões ne sont guère rémunérateurs, mais on explique la persistance du système par la nécessité de faire du mouvement, des affaires.

Les maisons de commerce. — On a dit que l'Amazonie était une colonie portugaise, et certes il y a du vrai dans cette assertion. Non que les Portugais inondent le Portugal de produits amazoniens ou l'Amazonie de produits portugais, mais tout leur passe par les mains. Ils sont bien 25 000 dans la contrée.

A Pará, leur puissance est tellement bien établie que la première préoccupation des journalistes, des chefs de parti, des grandes maisons, est de se concilier leurs sympathies. Ils sont extrêmement solidaires; il est difficile de ruiner une

maison portugaise, car toutes les autres la soutiendront au besoin; au contraire, si les Portugais mettent à l'index une maison étrangère, elle n'aura qu'à se bien tenir. Leurs opérations sont assez secrètes. Ils forment entre eux une espèce de ligue défensive et offensive.

Il existait autrefois au Pará deux ou trois maisons portugaises de premier ordre, il ne reste plus aujourd'hui que la toute-puissante maison Elias Nunes da Silva. En revanche, les maisons de second ordre sont extrêmement nombreuses. La colonie dispose de très grands capitaux. Les Portugais sont les principaux actionnaires des grandes sociétés et des établissements de crédit. Enfin, presque toutes les maisons de détail sont portugaises, ne s'alimentent que chez des Portugais importateurs quand elles n'importent pas elles-mêmes directement.

Dans l'intérieur, leur puissance est encore plus grande qu'à Pará. Leurs nombreuses maisons de commission y centralisent presque tous les produits du pays. On les trouve partout; il n'est si humble district qui n'ait sa maison portugaise.

On sait les aptitudes commerciales des Portugais, leur âpreté au gain, leur esprit économe, leur sobriété, leur souplesse, leur habileté, et aussi leur fidélité à remplir leurs engagements. Ne tirant guère de leur pays que des conserves, ils sont obligés de demander aux grandes nations industrielles, à l'Angleterre, à la France, aux États-Unis, à l'Allemagne, l'aliment de leur commerce. Mais les Portugais sont avantageusement connus dans les divers marchés industriels du monde, et ils n'ont pas de difficultés à se faire avoir de grands crédits. Leur habileté et leur probité leur gagnent la confiance des grandes maisons, comme leur affabilité et leur bon naturel la sympathie de tout le monde.

Ce sont les produits de l'industrie américaine qui sont les plus appréciés en Amazonie. Et il faut dire que c'est justice. Déjà, pour nombre d'articles, les Yankees sont absolument sans rivaux. Leurs cotonnades, leur madapolam, leurs haches, sabres d'abatis sont d'une supériorité incontestable. Les États-

Unis apportent aussi au Pará divers produits qu'ils sont à peu près seuls à fournir à la consommation du marché, tels que farine de froment, pétrole, saindoux, maïs, papier, seaux, balais, avirons, goudron, brai, bougies stéariques, chaînes de fer, souliers, objets en caoutchouc, indiennes imitant nos indiennes françaises.

Les Américains sont très actifs, font beaucoup de réclame, entretiennent des agents fixes ou voyageurs pour exposer les produits américains, donner des catalogues, faire des offres. Ils ont établi à Pará une sorte de bazar ou de musée qui n'est autre qu'une exposition permanente des produits de leur industrie.

Depuis que les maisons portugaises se sont mises à importer directement, les grands importateurs américains établis à Pará se sont retirés, et les deux maisons actuelles de nationalité non américaine, la maison Samuel G. Pond et la maison Sears, ne font guère que la commission. Grâce à leur habileté commerciale, à la facilité avec laquelle elles donnent des crédits, elles se sont assuré toute la clientèle portugaise.

Les Anglais n'ont pas pu non plus, dans l'importation, lutter contre les Portugais. Ils avaient jadis, avant la navigation à vapeur directe entre l'Europe et Pará, de nombreuses maisons d'importation dans cette ville ; mais depuis que les Portugais, facilités par des lignes de navigation à vapeur, se sont mis à aller acheter directement aux marchés producteurs, les Anglais ont dû se retirer. Il ne reste plus aujourd'hui à Pará qu'une grande maison anglaise, la maison Singlehurst - Broklehurst, propriétaire de la Red Cross Line. Cette maison aussi a dû se restreindre en grande partie à la commission, opération doublement avantageuse pour elle, puisqu'elle lui donne en même temps du fret pour ses vapeurs. Grâce à ses grandes ressources, aux larges conditions qu'elle fait, à une grande tolérance à l'égard des débiteurs en retard, elle a su s'assurer une énorme clientèle. Elle est à la tête de l'importation de la place.

Une autre maison anglaise, la maison Gunston et Cie, à la tête de la « Booth Line, » manœuvre dans le même sens.

Les deux maisons vivent en bonne harmonie et sont étroitement alliées contre les Chargeurs réunis, en qui elles voient leurs plus redoutables concurrents.

Les Anglais essayent sur cette place de substituer leurs indiennes aux nôtres et réussissent assez bien. Cette concurrence anglaise est, pour nous, bien plus redoutable que celle des Allemands, qui n'ont encore ni les nécessités de grande production, ni les immenses débouchés, ni le génie industriel de nos voisins d'outre-Manche.

Les Anglais ont aussi deux banques à Pará. Enfin, ils sont les propriétaires de la puissante compagnie fluviale de l'Amazone, très prospère et donnant de fort beaux dividendes [1].

Les Anglais sont, en somme, avec les Portugais, les plus puissants dans la contrée. Tout en sachant s'en tenir au rôle d'exportateurs et de commissionnaires, ils ont su s'emparer de la navigation, de la suprématie financière et de l'influence politique.

Les deux tiers, à peu près, de l'importation française sont faits par les Portugais et les Anglais.

En tête des maisons françaises, il faut citer l'importante maison Denis Crouan et Cie, qui occupe sur la place de Pará une situation prépondérante par ses achats de cacao qui englobent la majeure partie de la récolte, par ses capitaux, par la situation morale où elle a su se placer. Citons aussi l'agence Robert, de Nantes, représentée par Denis Cullerre et Cie, et la maison Mouraille, qui s'occupe spécialement de transit pour le Pérou et dont le siège principal est à Iquitos.

A Pará, comme partout, les magasins de détail et de petite industrie sont le triomphe des Français. Nous voyons à Pará nos compatriotes à la tête de nombreux petits magasins prospères, de modes, de vêtements confectionnés, de modistes, d'horlogers, de bijoutiers, de mécaniciens, de teinturiers et de deux salons de coiffure.

Les maisons allemandes sont en plus grand nombre sur la place de Pará que celles des Anglais, des Américains et des

1. Elle a donné jusqu'à 60 pour 100. Aujourd'hui (1886), elle est en grande baisse.



FÊTE CHAMPÊTRE AUX ENVIRONS DE PARA. (D'après une photographie)

Français. Cela tient à ce que leurs fabriques et leur pays sont moins visités par les Portugais. Les maisons allemandes ne font également que la commission. Leurs produits arrivent surtout par les navires anglais. Ces produits sont une falsification en grand de nos articles français. Inférieurs, mais meilleur marché, ils se substituent peu à peu aux nôtres, avec lesquels on les confond.

Banques. — Indépendamment des grandes maisons de la place qui font presque toutes quelques opérations de banque, il existe à Pará cinq établissements financiers : le *Banco comercial*, le *Banco de Pará*, le *New London and Brazilian Bank* (succursale), l'*English Bank of Rio de Janeiro* (succursale), et le *Banco de Portugal.*

Le Banco comercial est au capital de 2 000 contos, capital réalisé. Ses actions émises à 100 $ sont aujourd'hui cotées à 140 $. C'est le Banco comercial qui fait le mouvement d'affaires le plus considérable. Les taux actuels de son escompte sont, pour les effets n'ayant que quatre mois à courir, 9 pour 100; six mois, 10 pour 100; huit mois 11 pour 100. Cette banque cautionne en outre les documents de la place contre tirages à quatre mois de date. Elle ouvre des comptes courants à découvert, mais avec garanties. Elle reçoit de l'argent en comptes courants libres au taux de 3 pour 100, et à échéances fixes au taux de 4 pour 100. Elle tire sur toutes les places en rapport avec la contrée.

Le Banco de Pará est au capital de 1000 contos divisé en actions de 100 $. 25 $ seulement ont été versés par action, et l'action avec cette entrée du quart est aujourd'hui à 45 $. Cette banque est très prospère et a un immense crédit. Avec ses 250 contos, elle suffit à un mouvement d'affaires très considérable. Ses opérations et ses taux d'escompte sont les mêmes que pour la précédente. Seulement, elle paye plus cher que le Banco comercial pour l'argent qui lui est confié tandis que le Banco comercial ne paye que 4 pour 100 jusqu'à trois mois, elle paye 5 pour 100 jusqu'à huit, et 6

pour 100 jusqu'à 12, ce qui contribue à faire affluer l'argent chez elle.

La succursale que la New London and Brazilian Bank a établi à Pará fait beaucoup moins d'affaires que les deux précédentes banques. Il en est de même de l'English Bank of Rio-de-Janeiro.

Le Banco de Portugal est une agence qui limite ses affaires entre le Portugal et Pará. Son mouvement est assez important.

CHAPITRE IV

DE L'ÉMIGRATION FRANÇAISE DANS LES PRAIRIES DE L'AMAZONIE

Beaucoup seront étonnés d'entendre parler de l'installation de colons européens dans les Prairies de l'Amazone.

Je dois déclarer tout de suite que je suis cependant un partisan convaincu de l'installation de colons européens dans les Savanes de l'Amérique équatoriale. Je verrais avec plaisir quelques milliers de nos compatriotes aller faire de l'élevage et des cultures industrielles dans les prairies des bords de l'Amazone.

J'ai vécu quatre ans dans cette contrée. Les deux premières années dans les bourgades du littoral, et les deux dernières dans l'intérieur, entre l'Atlantique et le Rio-Negro. Je suis même resté neuf mois tout seul, sans le moindre Apatou, chez les sauvages du centre, entre les sources du Rio-Branco et celles du Trombeta. C'étaient des sauvages bien authentiques : aucun d'eux n'était vêtu, nul ne parlait d'autre idiome que le dialecte de sa tribu, ils n'avaient jamais vu de blancs. De juillet 1884 à mars 1885 j'ai vécu, parlé et même pensé comme les Indiens. Je m'étais mis complètement dans la peau d'un sauvage. Tous ces voyages, toutes ces aventures, ces cinquante mois de séjour, m'avaient mis à la tête d'un assez joli capital de maladies du pays : fièvres de toutes sortes, eczémas, gastrites, affections du foie. — Ce noviciat ne

me donne-t-il pas le droit de parler de l'Amazone et de son climat? Eh bien, ce climat n'est pas aussi méchant qu'il en a l'air, puisqu'il ne m'a pas tué, moi qui, pendant quinze cents jours de suite, l'ai défié comme à plaisir.

L'émigration européenne dans les prairies de l'Amazone n'est encore qu'un projet, il est vrai. On peut même ajouter que ce projet n'a pas encore reçu de commencement d'exécution. Mais c'est un projet qui passionne l'opinion à Pará, à Manáos; un projet en vue duquel de grandes sociétés américaines, anglaises et surtout allemandes sont en train de se constituer.

Aujourd'hui, partout où il y a une opération coloniale quelconque à entreprendre, on est sûr de trouver les Allemands à l'avant-garde des concurrents.

C'est donc d'un projet pour lequel les provinces de Pará et de l'Amazone vont voter, d'un jour à l'autre, des millions, d'un projet qui va amener la formation de sociétés allemandes, anglaises, américaines, à capitaux énormes; d'un projet dont il ne nous est pas permis de nous désintéresser, que j'ai l'honneur d'entretenir mes lecteurs. Nous avons d'autant moins le droit de dédaigner les opérations qui se préparent, que c'est sur nous que comptent les provinces, que c'est nos émigrants qu'elles demandent. Il faut bien savoir que si nous n'arrivons pas au premier rang dans les importations et exportations de la contrée, nous sommes certainement (pourquoi le cacherais-je?), de toutes les colonies étrangères, la plus sympathique, et de beaucoup, aux populations de l'Amazonie.

Avant de parler de mes Prairies, je reviendrai sur cette question tant controversée du climat des Guyanes et de l'Amazone. Je la traiterai uniquement au point de vue de la prise de possession du sol par le travailleur européen.

Ce n'est pas le climat qui a fait échouer les entreprises de colonisation en Guyane. Parfois, dans certaines circonstances spéciales, le climat a pu être un agent concomitant, il n'a jamais été l'agent principal des désastres. Prenons, par exemple, l'expédition de Kourou en 1763. Les colons sont

morts parce qu'ils n'ont trouvé ni dessèchements, ni défrichements, ni voies de communication, ni baraquements, ni approvisionnements. Le directeur de l'entreprise, bien que frère du grand Turgot, n'était malheureusement qu'une très galonnée médiocrité. Le chevalier Turgot faisait monter sur les plages désertes de Kourou des maisons de jeu, des magasins de patins, un théâtre pour jouer l'opéra comique. Par surcroît de malheur, le gouverneur de Cayenne était un ennemi personnel du chevalier. Même à la fin, alors que les émigrants mouraient tous les jours par centaines, le gouverneur refusa invariablement de secourir ces malheureux, pour se réserver le triste plaisir de convaincre son rival de maladresse.

Voici donc l'explication du grand désastre de la Guyane, de cet épouvantable désastre de Kourou à partir duquel la colonie a été à jamais perdue de réputation. Ni dessèchements, ni défrichements, ni baraquements, ni voies de communications, ni approvisionnements; et de plus, et surtout, des agents incapables ou coupables. Le climat a-t-il aussi concouru au désastre? Oh sans doute! Cette chaleur extrême de la plage guyanaise a été funeste aux émigrants malades, comme, aussi bien, l'eût été le froid. Mais dans quelle mesure le climat a-t-il contribué à la ruine de la colonie?

Au mois de juillet 1882, miné par les fièvres intermittentes, complètement anémié, sans appétit, sans forces, jaune, desséché, je voulus rentrer en France. On me conseilla d'aller passer quelques mois sur la côte. Je partis, bien sceptique, et me rendis à ce même Kourou, moins dans l'espoir de me guérir que dans le but d'y étudier le sinistre épisode de 1763. Je vécus deux mois dans la commune, errant au hasard chez les nègres, du pénitencier aux placers, de la mer aux montagnes; et au bout de deux mois, les couleurs, la santé, la joie de vivre m'étaient revenues. Et aujourd'hui que des secousses violentes ont déséquilibré mes forces vitales, m'ont jeté dans un nervosisme aussi funeste à la santé du corps qu'au repos de l'esprit, je suis certain que si je pouvais aller jouir de trois mois de paix profonde sur ces rives riches et belles qui

enceignent l'anse de Kourou, j'y retrouverais cet état de calme mental et de bien-être physiologique que j'ai perdu là-bas, dans les déserts du Centre, quand je me suis fait Indien.

Est-ce à dire que le climat soit complètement inoffensif pour l'émigrant? Non; le climat de la Guyane présente plusieurs impedimenta à la colonisation européenne.

Ce n'est guère de la chaleur que souffre le colon blanc, la chaleur est très supportable. Aussi bien n'est-il pas nécessaire de travailler là-bas douze ou quinze heures par jour pour se procurer l'aisance. Six heures, les heures fraîches, de six à neuf et de trois à six, suffiraient largement au colon intelligent. Les insolations, qui peuvent nécessiter quelques précautions sur certains points de la côte, sont inconnues dans l'intérieur.

Dans ce climat, le grand ennemi de l'Européen et même de l'Indien et du Nègre, c'est l'humidité. L'humidité est la mère des fièvres. Mais on ne les prend pas toujours ces fièvres, et puis on n'en meurt pas. Je les ai gardées dix-huit mois, et elles ne m'ont jamais empêché de marcher. Elles minent petit à petit, tuent à petit feu, momifient, parcheminent leur victime. Mais il y a des préservatifs et des curatifs. Un colon n'est pas un explorateur. S'il a la fièvre, il se traitera, guérira, et il sera vacciné. Je vous assure qu'à l'heure qu'il est, je préférerais avoir les fièvres intermittentes qu'une fluxion de poitrine.

Malheureusement, il y a d'autres fièvres plus graves que les fièvres ambiantes du pays. Ce sont les fièvres provenant des défrichements, desséchements, ouvertures de routes ; en un mot, de tous les travaux préparatoires à la colonisation. Quand il est employé à ces travaux, l'Européen meurt vite. Ah ! si nous pouvions y employer les nègres qui résistent beaucoup mieux que nous aux émanations palustres.

Je veux seulement attirer votre attention sur deux choses. D'abord, c'est que la nécessité impérieuse de l'émigration deviendra d'ici à peu pour les nations de l'Europe occidentale une des formes les plus passionnantes de la question

sociale. Ensuite, c'est que les travaux préparatoires, sans lesquels il n'y a pas de colonisation possible, comportent une mortalité très forte. Quelles sont les victimes que vous destinez au Minotaure? — Je vous prie de réfléchir sur ces deux points. Si toutes les nations civilisées se lancent aujourd'hui dans la colonisation, l'Allemagne en tête, avec une véritable impétuosité, ce n'est point parce que la colonisation est à la mode, c'est parce que les débouchés commerciaux et ethniques sont devenus pour les Occidentaux une nécessité vitale. Ce qui nous obligera à établir, après les principes généraux de la politique extérieure, les principes généraux de la politique ethnique.

Acceptant avec moi cette nécessité fatale de la création de débouchés ethniques, cette autre nécessité fatale de travaux préparatoires qui coûteront peut-être un homme à l'hectare, en attendant que nous choisissions pour les immoler au monstre les tristes victimes dont je viens de parler, que penseriez-vous de terres chaudes (il n'y a plus guère de terres tempérées disponibles), que penseriez-vous de terres chaudes où il n'y aurait pas d'humidité, où il n'y aurait à faire ni desséchements ni défrichements ; où, par conséquent, les travaux préparatoires ne coûteraient presque rien en argent, presque rien en hommes ? Voici qui me ramène à mes Prairies.

Les Amazoniens ne sont pas, pour la plupart, de grands philosophes, ni de grands économistes, mais ils ont une qualité : ils connaissent un peu leur pays et le connaissent pratiquement. Ils savent que l'on meurt dans les desséchements et les défrichements de la forêt vierge, et que dans la prairie, le *campo*, il n'y a rien à défricher ni à dessécher. « La terre des Tropiques, dit un proverbe local, n'est pas méchante, elle se défend quand on l'attaque, et alors elle tue. » Je trouve pourtant à ce proverbe deux défauts de cuirasse. L'Équateur se défend sans être attaqué, l'humidité ambiante donne les fièvres à l'Européen, fièvres peu graves, il est vrai, mais qui débilitent toujours plus ou moins. D'autre part, il est des terres tropicales sans humidité, par

suite sans fièvres à la surface, des terres où l'on peut cultiver sans desséchements ni défrichements, et où par suite on ne connaît pas les fièvres que j'appellerai profondes, les fièvres mortelles. Par un exemple, j'explique ce que je veux dire. Ici c'est la forêt vierge : vous y jetez 25 000 blancs qui assainissent, défrichent, font des routes. Dans dix ans il ne vous restera pas 5 000 de vos préparateurs. A côté, c'est la savane : de vos 25 000 travailleurs, au bout de dix ans, il vous restera toujours bien 20 000 individus pour le moins. La mortalité sera toujours forte chez les premiers travailleurs européens de Guyane, même en prairie. Mais dans les prairies la mort ne sera en somme que l'exception, tandis que dans les forêts elle sera la règle. Sans doute il vaudrait bien mieux transformer du jour au lendemain, par quelque opération magique, la situation morale et matérielle du sort du plus grand nombre, et faire de notre vieille Europe, fatiguée et découragée, une terre de bonheur universel, une immense abbaye de Thélème. Mais qui trouvera la panacée introuvable ?

En attendant, j'entends les Amazoniens qui vous disent : « La solitude nous pèse, il y a beaucoup de bonnes terres dans nos déserts, venez à nous, vivre heureux en travaillant peu. »

Quelles sont-elles donc ces prairies de Guyane, ce véritable Eldorado de la contrée où l'air est sain, le ciel clément, la terre fertile et sans poisons ?

Dans les profondeurs de cette immense forêt vierge qu'on appelle l'Amérique équatoriale, au sein de cette région des ombrages éternels, dans ce gigantesque laboratoire où la chaleur humide compose et décompose incessamment mille espèces végétales et animales inconnues, le voyageur étonné arrive parfois, après que les lunes ont succédé aux lunes dans son voyage, à de grandes étendues gazonnées, vides d'arbres, pleines de brise, de lumière et d'horizons. C'est la prairie. La terre y est sèche et rocailleuse, la nuit presque froide, le soleil de midi très chaud. Des broussailles qui vivent çà et là, des palmiers qui se sont mis en rangs sur

les bords des ruisseaux, de hautes montagnes boisées dont les lignes bleuâtres estompent l'horizon lointain, de majestueuses roches nues, noires et brûlantes sous le ciel enflammé : toutes ces beautés reposent l'œil du voyageur, fatigué de cet interminable grand bois obscur, puant, monotone et triste qui pesait si lourdement sur la respiration et la pensée. Il faut avoir marché des jours après des jours, des semaines après des semaines, des mois après des mois, dans le sentier douteux de l'Indien, au sein des profondeurs mystérieuses des forêts de Guyane, pour comprendre la différence inexprimable qui existe entre ces deux mondes si voisins, celui de la prairie et celui de la forêt. Le soleil et la lumière réjouissent le cœur de l'homme. Mais comment dépeindre la tristesse qui nous envahit dans ces grands bois sinistres, muets le jour et horriblement bruyants la nuit, que le soleil n'a jamais pénétrés, où les sentiers sont des coups de sabre donnés sur les arbres, où l'on marche vite, courant derrière ses guides eux-mêmes assombris, étant comme un vaincu et un prisonnier entre les rangs pressés de l'armée immobile et innombrable des géants végétaux ? Jamais mes sauvages n'entraient dans la prairie sans pousser des cris de joie, sans entonner quelque chant mystique de reconnaissance et d'allégresse.

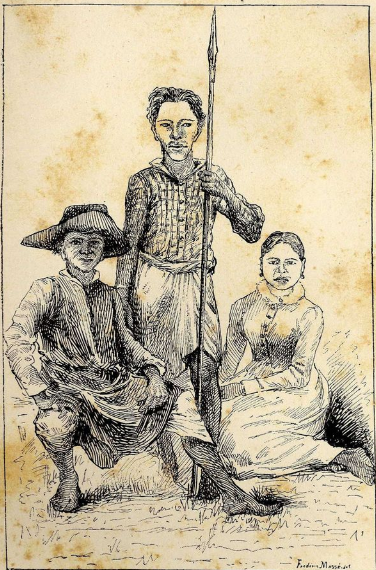
Pense-t-on que cette considération esthétique de la noble beauté de la prairie soit absolument indifférente à l'émigrant ? Pour moi, je ne le crois pas. J'ai toujours trouvé les colons établis dans le campo plus actifs et plus heureux que ceux établis dans les défrichements de la forêt. Il y a dans ces épaisses masses de verdure qui se prolongent à l'infini autour du jardinet de la maison sylvestre, je ne sais quoi qui décourage et qui attriste. L'œil aime à sonder l'espace. Le colon se sent bien plus libre au sein de la grande plaine qui l'invite à voir, à parcourir, à prendre possession, que perdu, replié sur lui-même, dans un petit coin de la forêt infranchissable. Si le colon a le choix et qu'il connaisse, il est certain qu'il s'établira dans le campo, sur la petite bordure boisée de quelque *igarapé*, et qu'il ne songera nullement à aller se faire agriculteur au milieu du *matto geral*.

Donc, en premier lieu, la prairie sourira au colon européen, tandis que la forêt l'effrayera toujours un peu. Et que l'on ne pense point que ce soit là une considération indifférente ou fantaisiste. Pour le colon comme pour tous les hommes, la première impression est presque toujours décisive.

En second lieu, la fièvre ambiante n'existe pas dans les savanes. Les campos de Guyane où l'on rencontre déjà quelque population; ceux de l'Apurema au sud des terres du Cap de Nord, ceux d'Obidos, dans le Bas-Trombeta, ceux du Takutu et de l'Uraricuera au Rio-Branco, sont connus pour être des régions parfaitement saines.

Troisièmement, le colon, ou la compagnie d'émigration, ou les provinces intéressées, n'auront pas à s'occuper de travaux de drainage ni de desséchement. La prairie n'est pas comme la forêt une terre en formation, moitié terre et moitié eau, un marais en croissance, non; la prairie est une terre achevée où il n'existe ni marais, ni *pantanos* ni *ingapos*, où tout est terre ferme, rivières courantes ou lacs d'eau vive. Les desséchements et défrichements qui, dans la forêt vierge, coûteront certainement par kilomètre carré plusieurs millions de francs et plusieurs milliers d'hommes, n'existeront pas dans la prairie, où, par suite, le colon aura la terre à meilleur marché et ne sera pas exposé à des maladies graves.

Enfin, en quatrième lieu, les défrichements se font dans des conditions différentes. D'abord, le colon des prairies sera avant tout un éleveur, ce qui ne l'obligera pas à remuer la terre. Ensuite, la plupart de ses cultures industrielles, café, cacao, tabac, se contentant de terres légères, pourront être faites en pleine savane, sur le versant herbeux de quelque coteau bien arrosé. Il n'aura donc à faire de défrichements que pour quelques cultures qui exigent des terres assez fortes, telles que le maïs, le manioc, les légumes. Et pour cela il n'aura qu'à arracher un hectare de ces arbustes qui poussent dans les campos sur le bord des petites rivières. Dans ce cas, il s'agit de défricher une garenne faiblement



Métis d'indien et de blanc. (D'après les croquis de l'auteur).

enracinée dans une terre sèche; dans le premier, au contraire, il s'agissait de détruire une vieille forêt inondée.

Pour résumer, on voit que la colonisation en prairie est infiniment moins périlleuse, moins pénible et moins coûteuse que la colonisation en forêt. La mortalité y serait peut-être de 5 pour 100 par an contre 50 en forêt; la dépense, de 5 000 francs par lot de 200 hectares contre 50 000 dans la forêt vierge. Ces chiffres me paraissent assez près de la vérité.

Je parlais tout à l'heure des campos de l'Apurema, d'Obidos et du Rio-Branco. J'ai longtemps séjourné dans ces districts, surtout dans le premier et le dernier. Je connais tout le monde au Rio-Branco et à l'Apurema, et si les habitants de ces deux territoires se trouvaient en ce moment devant nous, je pourrais les faire venir les uns après les autres et leur dire à tous successivement: « Toi, tu t'appelles un tel et demeures en tel endroit. » Eh bien, dans ces campos il y a un commencement de colonisation. La population n'est pas européenne et se compose en plus grande partie de *mamelukos* (métis de blancs et d'Indiens). Mais on y trouve déjà aussi quelques blancs, blancs brésiliens, portugais, vénézuéliens. Blancs et métis jouissant de l'aisance et de la santé, ils sont heureux. Leur passion est de parcourir à cheval leurs étendues, habitude qui leur donne un air mâle et fier que je n'ai jamais connu au mameluko des forêts.

Ce commencement de colonisation est réellement prospère. Il y a vingt ans, il ne se trouvait pas dans les trois districts plus de 25 000 bœufs et de 5 000 chevaux. Aujourd'hui je compte environ 17 000 chevaux et 85 000 bœufs, ainsi répartis : Rio-Branco, 25 000 bœufs, 5 000 chevaux ; Obidos, 50 000 bœufs, 10 000 chevaux; Apurema, 10 000 bœufs, 2 000 chevaux. Et cela pour un petit nombre d'individus : 35 fazendas (fermes) au Rio-Branco, 60 à Obidos, 15 à l'Apurema, avec une population civilisée de 1 000 individus au Rio-Branco, 2 000 à Obidos, 200 à l'Apurema. Ces prairies s'étendent dans le haut Rio-Branco, du Majari au Cuyuini, du Cuite Auaú et du Mocajahi au Roroima, sur

environ 150 000 kilomètres carrés; dans la région d'Obidos, de Faro sur le Jamundá à Macapá, longeant la rive gauche de l'Amazone, sur environ 50 000 kilomètres carrés; et dans la région de l'Apurema, de Macapá à l'Oyapock, longeant les terres du Cap de Nord et la mer sur une étendue à peu près égale. Dans ces trois districts il y aurait sans aucun doute immédiatement place pour plus de 120 000 familles. Et dans l'avenir, ces prairies pourraient aisément nourrir une population de 25 millions d'habitants avec autant de têtes de bétail.

Laissez-moi vous esquisser la vie actuelle de ces populations mamelukas, très sympathiques assurément, bonnes, douces, heureuses, et pourtant assez fainéantes. Etant donné l'état de bien-être que se procurent en travaillant une heure ou deux par jour ces populations peu actives et peu industrieuses, vous jugerez de l'aisance que pourrait conquérir là-bas une laborieuse famille d'Européens en faisant des journées de cinq à six heures. Je répète qu'étant donné le climat, le milieu et le genre de travail, le Blanc n'a rien à craindre pour sa santé.

Le Caboclo (ou mameluko) a peu de besoins. Dans la forêt, pour manger, il cultive sa roça [1], chasse et pêche; pour acheter son linge, son mobilier rudimentaire, il faut un peu de caoutchouc. Le Caboclo des prairies vit un peu mieux tout en travaillant moins.

Dans les fazendas, la viande de bœuf, fraîche, séchée ou salée, forme la base de l'alimentation. C'est le plat de tous les jours, cela finit même par devenir monotone, mais enfin est-ce une nourriture saine et fortifiante. Leur bétail fournit encore le lait, qu'ils apprécient fort, en dépit de ce qu'en dit Agassiz, qui, il est vrai, n'alla jamais dans les prairies; le fromage, qu'ils font assez bon; le beurre, dans la fabrication duquel ils sont peu expérimentés. On trouve aussi dans toutes les fermes des porcs et des moutons. Aux ressources de cette alimentation animale il faut ajouter celles de la chasse et de la pêche, qui sont très grandes dans la prairie.

[1] *Roça*, abatis, défrichement cultivé.

Les fazendeiros cultivent le maïs, qui donne de trois à quatre récoltes par an et dont la farine peut, sans inconvénient, remplacer celle de froment pour l'Européen; le manioc, d'où ils tirent de la farine, des espèces de galettes appelées beijús ou cassaves, et le tapioca; le riz, qui pousse à l'état sauvage dans plusieurs districts de la contrée, les ignames, les patates douces, le manioc doux (macachera), les bananes, les ananas, les papayes, et cent fruits accessoires que je n'énumérerai pas ici.

De même que le maïs, le manioc, le riz remplacent le pain, le café remplace le vin. On boit du café dix fois, vingt fois par jour chez les Caboclos des prairies de Guyane. Cela leur est d'autant moins coûteux qu'ils récoltent tous une quantité assez considérable d'excellent café.

Si l'on veut du vin, de la farine de froment, d'autres douceurs, on les fait venir de Manáos, de Pará, de Cayenne ou des bourgades intermédiaires. Ces produits reviennent au colon des prairies à deux ou trois fois leur prix d'Europe. Si notre colon travaillait en vue de bénéfices, soit le café, soit le cacao, soit le tabac, cultures qui constituent plutôt un passe-temps qu'un travail véritable et qui, par conséquent, ne le fatigueraient pas beaucoup, il est bien certain que tout en se payant le pain, le vin, un certain confort que, pauvre ouvrier ou paysan d'Europe, il n'avait probablement jamais connu, au bout de dix années de travail à six heures par jour, il aurait acquis, non pas la fortune, mais une solide aisance avec quelques titres de rente en portefeuille. Le chef de famille laborieux qui émigre ne doit pas rêver pour lui la fortune rapide, ce serait folie, mais seulement la transformation de sa situation douloureuse de manouvrier misérable en celle de propriétaire à son affaire, ayant son titre de possession sur parchemin et des économies dans son coffre.

Déjà j'avais vu, au Rio-Branco, à Obidos, à l'Apurema, des familles portugaises qui venaient chercher dans ces déserts la grande liberté et le solide bien-être. Toujours entreprenant et audacieux, cet illustre petit peuple qui fut si grand jadis, au siècle où il découvrait l'Inde, l'Afrique et

l'Amérique et essayait de s'approprier tous ces mondes lointains !.

Il y a dans cet exode actuel en Amérique, dans cette installation dans les solitudes de nos prolétaires et de nos ennuyés, autre chose qu'une opération économique ou financière, il y a un haut enseignement philosophique.

Voyez-les ces fatigués de l'Europe. Sur la lisière de la forêt, sur la plage de quelque grand cours d'eau, s'élève l'habitation de l'homme libre. Le bateau qu'il a construit lui sert de trait d'union avec la civilisation des villes. Sa hache et son fusil sont pour lui le palladium de la liberté infinie et de la richesse prochaine. En amont, en aval, dans les clairières, sont les demeures de ses voisins, comme lui fils révoltés de l'Europe marâtre, et comme lui régénérés par le baptême des solitudes. Et toutes ensemble, ces familles d'hommes nouveaux luttent en chantant pour la conquête de la richesse.

La richesse et l'indépendance constituent le souverain bien. Et que sont les richesses toujours mesquines et toujours précaires que le travailleur d'Europe recevra si le hasard le favorise, pour prix d'une vie de luttes et de privations, à côté des richesses illimitées que la liberté des grands espaces et des pays nouveaux invite à conquérir ?

Les forêts exploitées, les essences précieuses vendues, les troupeaux paissant dans les savanes, les cultures grimpant des plaines sur les coteaux : c'est le château qui remplace la ferme, le bateau à vapeur qui remplace l'humble canot, de nombreuses et puissantes machines prêtant le secours de leurs muscles d'acier au planteur et à ses enfants. Jadis simple soldat de l'armée des malheureux, l'homme hardi finira ses jours dans les jouissances infinies de la liberté sans restriction et de la richesse qui ne compte pas. Et ses enfants, libres et vigoureux citoyens des déserts fécondés et des fleuves soumis, seront des heureux et des hommes à l'âge où il n'était lui-même qu'un pauvre petit fonctionnaire nécessiteux et effaré ou un manouvrier misérable vivant de privations dans le désespoir.

Il m'est difficile de parler sans une certaine émotion de ces splendides prairies de la Guyane, où, bien que tout seul avec des sauvages, souvent sans nourriture, les pieds en sang, la tête en feu, j'ai vécu, en somme, mes seules heures vraiment heureuses. Vous me demanderez pourquoi? Je n'en sais rien. Et pourquoi le renégat de Chateaubriand avait-il trouvé le bonheur à s'enfoncer au galop de sa jument rapide dans ces déserts d'Egypte où ne vivent que la soif et la faim? — De plus, en regardant avec moi ce million d'Européens qui fuient tous les ans l'Europe pour aller s'établir en Amérique devenue un autre Chanaan, ne trouvez-vous pas qu'il y a là un phénomène grandiose et étrange, gros de changements et de révolutions pour l'avenir matériel et moral de l'humanité.

Après quatre années de Guyane, quatre années pendant lesquelles j'ai vécu la vie blanche, la vie nègre et la vie indienne, quatre années qui m'ont valu de m'assimiler complètement au milieu, je me demandai ce que je pourrais bien offrir à mon pays comme cadeau de bienvenue. Je lui donne les prairies de l'Amazone. Ces prairies sont des terres saines, fertiles, inoccupées, et constitueraient un excellent débouché pour le trop-plein de nos malheureux. Les travaux préparatoires à la colonisation y seraient presque nuls, la mortalité des travailleurs assez faible. Or, s'il est vrai que nous ayons toujours de temps à autre des crises industrielles, que l'émigration soit toujours considérée dans certaines circonstances comme un excellent remède économique, comme un exutoire nécessaire, au cas où les émigrants demanderaient des conseils sur la route à suivre, on pourrait alors leur indiquer, entre autres destinations, les prairies de l'Amazone. Il y a plus, d'un jour à l'autre, l'assemblée provinciale du Pará ou celle de l'Amazone, peuvent faire des contrats avec des compagnies d'émigration, contrats dans lesquels ces assemblées stipuleront l'établissement des colons dans les campos de la contrée. Les agents de ces compagnies d'émigration peuvent venir chez nous. Peut-être même que les législateurs de Pará ou de Manáos demanderont tout spéciale-

ment à leurs contractants des émigrants français. Quelle conduite tenir vis-à-vis des recruteurs? Il est bon que les sociétés savantes, le gouvernement, le public, soient informés. C'est pour cela que j'ai tenu, naguère, à entretenir des prairies de la Guyane notre chère Société de Géographie commerciale. Ni Schomburgk, ni Crevaux, ni Wiener, ni aucun des voyageurs en Guyane n'ayant visité la région des prairies, il était de mon devoir, de venir l'entretenir de cette question, intéressante à cause de son actualité.

CHAPITRE V

L'AMAZONIE CONTESTÉE ENTRE LA FRANCE ET LE BRÉSIL

Il y a là une nouvelle colonie dont il s'agirait pour la France de faire l'acquisition. Le moment est peut-être mal choisi pour parler de nouvelles opérations coloniales. La politique de ce qu'on appelle le recueillement est tout à fait à l'ordre du jour. L'opinion publique, assure-t-on, demande clairement que la France s'enferme dans une épaisse muraille de la Chine, avec une seule petite lucarne ménagée sur le Rhin.

Aussi n'entends-je point partir en guerre, faire manœuvrer des flottes, dégarnir la frontière de l'Est, demander de nouveaux crédits aux Chambres. Il ne s'agit pas de refaire ailleurs la campagne du Tonkin. Tout au contraire, il s'agit de rendre à jamais impossible, sur une des frontières de notre empire colonial, une complication qui pourrait avoir les suites les plus graves.

Ma nouvelle colonie est colonie française depuis environ deux cents ans. Non pas que nous en soyons à revendiquer sur elle, comme sur tel territoire africain, des droits diplomatiques plus ou moins contestables, droits formellement niés par quelque redoutable armée d'anthropoïdes belliqueux : non. C'est simplement un vaste et beau territoire où l'on ne trouve ni Hovas, ni Pavillons-Noirs, ni influences

anglaises, ni intrigues chinoises; un territoire resté jusqu'à ce jour contesté entre la France et une autre nation, une nation amie. Entre notre champ et le champ du voisin se trouvent quelques sillons indivis. « Je vous en abandonne la moitié, a déjà dit le voisin. — Non, avons-nous répondu; non, nous en voulons les deux tiers. »

Toutefois, du moment que le voisin nous a déjà offert de partager, nous ne pouvons effacer de notre entendement cette notion que nous avons là une possession virtuelle. Cette possession, pour être indéterminée dans ses limites, n'en a pas moins une existence positive; et le jour où, en délimitant la frontière, nous fermerons une porte toujours ouverte à un conflit possible, cette possession deviendra inévitablement une colonie nouvelle.

Ce n'est pas sans quelque réserve que je puis traiter aujourd'hui une question comme celle du contesté franco-brésilien. On sait combien intimement j'ai été mêlé aux derniers événements diplomatiques auxquels elle a donné lieu, et combien j'ai payé pour la connaître. La question, pour être secondaire, ne cesse pas d'être brûlante, et le rôle qu'elle m'a fait jouer récemment pourrait faire croire que je force intentionnellement la note. Cependant j'ai trop de patriotisme pour faire autre chose qu'un exposé purement scientifique et désintéressé des faits, d'ailleurs assez intéressants en eux-mêmes, et assez graves. Je n'ai jamais eu d'autre but que d'essayer de vulgariser la notion du différend franco-brésilien, afin d'arriver à obtenir le plus tôt possible une solution pacifique. Solution qui rendrait à jamais impossible un conflit qu'il est toujours permis de craindre; solution qui resserrerait les liens d'amitié qui unissent la France et le Brésil; solution qui assurerait à la France la possession d'un territoire qui sera la partie la plus belle, la plus utile de nos possessions américaines.

La limite méridionale de la Guyane française n'a jamais été définitivement fixée. Les territoires qui se trouvent entre l'Oyapock et l'Amazone, à diverses reprises occupés, puis abandonnés par la France, sont, en somme, restés toujours

à l'état de marche neutre à peu près inutilisée. Les populations de cette contrée vivent aujourd'hui dans un état anarchique, en dehors des influences française et brésilienne.

Il faut parler successivement des négociations, des traités, des actes belliqueux auxquels ont donné lieu ces terres contestées, de ces terres elles-mêmes telles que je les ai vues pendant le voyage que j'ai accompli dans la Guyane centrale pendant les années 1883, 1884 et 1885, de l'intérêt qu'il y aurait pour la France à vider de suite la question, et enfin du procédé qui paraît le plus propre à régler ce différend séculaire.

Historique diplomatique des territoires contestés de Guyane.

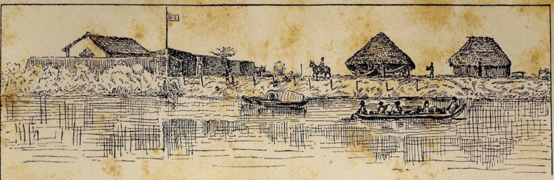
Au xvi[e] siècle, la France avait nominalement la possession de la totalité de la Guyane, mais elle ne cherchait point à occuper toute la contrée. Absorbée par les guerres d'Italie, puis par les guerres de religion, elle laissait, avec indifférence, Espagnols et Portugais s'adjuger la plus grande partie des terres du nouveau monde.

Lorsque, en 1664, la première colonie française un peu importante fut fondée en Guyane, notre possession ne comprenait déjà plus, même nominalement, la totalité de la grande île fluviale américaine, mais seulement les territoires entre le Maroni, l'Amazone et le Rio-Negro. Entre le Maroni et l'Orénoque, les Hollandais avaient installé des colonies. Pour nous, nous n'occupâmes même pas toute notre possession nominale d'entre Maroni, Amazone et Rio-Negro. Nous nous bornâmes à faire un commerce d'échange avec les Indiens de la côte, de Cayenne à l'embouchure du grand fleuve. Le grand fleuve, nous ne l'explorâmes point. C'est alors que les Portugais, voyant l'état d'abandon dans lequel nous laissions cette partie de notre colonie, songèrent sérieusement à nous évincer de la rive septentrionale de l'Amazone.

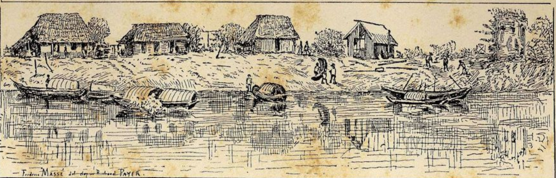
En 1688, le gouvernement de Lisbonne faisait établir, sur la rive nord du bas Amazone, cinq petits postes fortifiés : Desterro, à l'embouchure du Paru; Tohéré, près de celle du Jary ; et, un peu plus bas, Sao-Antonio de Macapá, Arauari et Canaú. Louis XIV fit alors affirmer par M. de Férolles gouverneur de Cayenne, les droits de la monarchie française sur toutes les terres du bassin septentrional du fleuve. Le gouvernement portugais ayant refusé de reconnaître bien fondées les prétentions du gouvernement français, M. de Férolles, sur l'ordre de Louis XIV, en mai 1697, en pleine paix, enleva et occupa Sao-Antonio de Macapá, et détruisit les quatre autres forts. C'est le premier acte belliqueux auquel donne lieu la question de ces territoires contestés. « M. de Férolles, dit le *Mercure galant* de l'époque, exécuta avec beaucoup de valeur et peu de troupes les ordres qu'il reçut de la cour d'aller chasser les Portugais des forts qu'ils avaient construits sur la rive septentrionale de la rivière des Amazones vers son embouchure. Avec 90 hommes il chassa 200 Portugais soutenus par 600 Indiens, rasa les forts, à l'exception de celui de Macapá dans lequel il laissa garnison, puis revint à Cayenne avec les cinq ou six embarcations qui avaient servi à cette entreprise ». Ce fait d'armes fut inutile : la petite garnison ne put se maintenir qu'un mois à Macapá, et les Portugais réoccupèrent le poste après nous en avoir chassés.

La première convention diplomatique essayant de régler le différend est du 4 mars 1700. Des négociations eurent lieu à la suite de l'affaire de Macapá, et ces négociations furent suivies d'un traité provisionnel. Le roi de France s'engageait à s'abstenir provisoirement de faire aucun établissement sur la rive nord, mais le roi de Portugal ferait détruire Macapá et ne prendrait aucune position sur la rive litigieuse, provisoirement neutre. Conformément au traité, le Portugal détruisit Macapá.

En 1701 fut conclu un second traité. C'était à l'époque de la guerre de la succession d'Espagne, Louis XIV recherchait l'alliance du Portugal. Pour obtenir cette alliance il renonça solennellement aux prétentions que la monarchie française



Fort de São Joaquim du Rio Branco. (Partie occidentale).



Fort de São Joaquim du Rio Branco. (Partie orientale).

avait jusqu'alors maintenues sur la province de Maragnon, au sud de l'Amazone. La question de la rive nord était toujours réservée.

C'est le traité d'Utrecht, du 11 avril 1713, qui est censé terminer le différend. En réalité, il n'a servi qu'à le prolonger jusqu'à nos jours.

Ce traité, au lieu d'en finir avec un conflit qui durait depuis vingt-cinq ans, le rendit, pour l'avenir, diplomatiquement insoluble. Le plénipotentiaire portugais, le comte de Taruca, étant, comme le dit complaisamment le protocole, « parfaitement éclairé sur la question, » n'eut pas de peine à mystifier notre envoyé, un général-diplomate appelé M. d'Huxelles, fort peu au courant des difficultés géographiques qu'on lui proposait, et d'ailleurs bien connu pour être aussi maladroit diplomate que pitoyable capitaine.

Ce fameux traité d'Utrecht dit, en substance, que la France renonce aux terres du cap de Nord situées entre la rivière des Amazones et celle de Vincent-Pinçon; que la navigation de l'Amazone, ainsi que *les deux bords*, *les deux rives* du fleuve, appartiendront au Portugal, que la rivière de Vincent-Pinçon ou de Japoc servira de limite aux deux colonies. Les Portugais pourront reconstruire les forts de Macapá, Arauari et Camaú.

Cette rivière de Vincent-Pinçon ou de Japoc, frontière des deux colonies, n'est indiquée ni en latitude ni en longitude; de plus, le traité n'indique que le point de départ à la côte de cette frontière, et ne parle nullement de l'attribution des terres de l'intérieur. De là double difficulté : pour ce qui est de la frontière de la côte, jamais personne ne sut où placer exactement la rivière de Vincent-Pinçon ou Japoc, pas plus que le vrai cap de Nord. Pour ce qui est de l'intérieur, le traité dit que *les deux bords*, *les deux rives* de l'Amazone appartiendront au Portugal. Mais les territoires des Tumuc-Humac méridionales et de l'Équateur guyanais ne sont pas sur *le bord*, sur *la rive* de l'Amazone : par où donc faire passer la ligne de démarcation?

Que veut dire ce Japoc qu'on n'avait vu jusqu'alors figurer

sur aucune carte? Quelle est la rivière où aborda Vincent-Pinçon? La relation de voyage du navigateur ne nous apprend rien de bien précis à cet égard. Il me semble, à moi, que la rivière de Vincent-Pinçon ne doit-être autre que l'Amazone; mais les Brésiliens, de leur côté, disent que c'est de l'Oyapock qu'il s'agit.

Aussitôt après le traité d'Utrecht, les Portugais occupèrent la rive septentrionale de l'Amazone, jusqu'au sud de l'île Maraca. On commença dès lors à disputer officiellement sur la position exacte du cap de Nord et celle de la rivière de Vincent-Pinçon. Les Portugais écrasèrent quelques peuplades indiennes de la rive nord qui s'obstinaient à faire des échanges avec Cayenne, et ils envoyèrent dans l'intérieur des missionnaires jusqu'à l'Oyapock. De notre côté, en 1722, nous dépêchâmes un détachement pour s'emparer de Moribira, dans l'île des Guaribas, aux portes de Pará, et ce détachement se maintint un an dans le poste conquis. Le tout, en explication du traité d'Utrecht.

En 1723, toujours pour expliquer le traité d'Utrecht, Gama, gouverneur de Pará, fit rechercher par Paes do Amaral les anciennes bornes de marbre élevées par ordre de Charles-Quint, en 1543, entre les possessions de l'Espagne et celles du Portugal. Ces bornes antiques, en elles-mêmes ne signifiaient pas grand'chose. Mais la recherche qu'on en fit sert à nous prouver que, quelques années seulement après avoir été signé, le traité d'Utrecht fut réputé, du moins dans ses détails, officiellement inintelligible. Paes do Amaral découvrit les bornes par 1° 30, de latitude Nord, à l'embouchure d'une rivière qu'il appelle Wiapoc ou Vincent-Pinçon, et que sa détermination astronomique nous indique clairement être l'Araguary.

Aussitôt après, le gouvernement français ayant été informé de la découverte d'Amaral, d'Ovillers, gouverneur de Cayenne, reçut l'ordre d'agir en conséquence, et toute la côte, de l'Oyapock à l'Araguary, fut effectivement annexée à la colonie de Cayenne.

De leur côté, les Portugais, fort irrités, affirmèrent offi-

ciellement, pour la première fois, leurs prétentions à la possession de la rive droite de l'Oyapock, et, pour justifier leurs revendications, ils firent chercher, à l'embouchure de ce fleuve, à la montagne d'Argent, les fameuses bornes de Charles-Quint, lesquelles ayant été déjà trouvées à l'Araguary ne devaient pas se retrouver autre part. D'ailleurs, l'interprétation du traité d'Utrecht continuait de part et d'autre : les Portugais faisaient, dans l'intérieur, de grandes razzias d'Indiens jusqu'à l'Oyapock, et nous, nous confisquions les barques portugaises jusqu'à l'île de Marajo.

Sur ces entrefaites, en 1731, des négociations furent entamées entre le gouverneur de Pará et celui de Cayenne, tous deux agents de leur gouvernement respectif. Ces négociations avaient pour but d'arriver à délimiter la frontière des territoires litigieux. Ces négociations aboutirent à l'accord de 1736, qui nous laisse, chose historiquement fort importante, la libre pratique des terres situées au nord de l'embouchure de l'Amazone.

Cet accord était une espèce de désistement de la part du Portugal. Et pendant près de soixante années, de 1736 à 1794, nous usâmes si largement de ce désistement et pratiquâmes si librement les côtes au nord de l'embouchure de l'Amazone, que, plusieurs fois, les autorités portugaises purent faire saisir des barques françaises pêchant dans les parages de Pará. Aussi, en 1764, le Portugal, pour protéger sa rive nord de l'Amazone, de moins en moins respectée par nous, dut-il construire le fort de Sao-José de Macapa, non loin de l'emplacement de l'ancien fort de Sao-Antonio.

A cette époque, le gouvernement français était bien possesseur, de fait et de droit, de toute la côte entre l'Oyapock et le Carapapori, branche nord du delta de l'Araguary. En 1766, Malouet, gouverneur de Cayenne, envoyait au ministre deux mémoires pour établir définitivement et irrévocablement nos droits. En 1774, Fiedmond, successeur de Malouet, faisait faire par le sieur Dessingy, géographe, un relevé de la côte entre l'Oyapock et l'Amazone. Trois ans plus tard, en 1777, le même Fiedmond faisait prendre, sans

réclamation de la part du Portugal, possession effective, administrative, de la baie qu'on appelait alors Vincent-Pinçon, au sud de Maraca, par l'établissement d'un poste militaire dénommé Vincent-Pinçon ou Carapapori, et d'un village mission installé dans le voisinage, à l'embouchure de la rivière Macari. Un ingénieur-géographe, avec le titre de gardien des limites, fut installé au village-mission de Macari. Ce fut d'abord le sieur Labbé, géographe, qui occupa ces fonctions; puis ce fut le sieur Honlet, autre géographe. Un peu plus tard, en 1780, une mission centrale qui devait devenir importante fut créée à Counani, à mi-chemin, à peu près, entre l'Oyapock et l'Amazone.

La frontière officielle de la Guyane française était alors à la côte, le Carapapori, canal naturel jadis important, qui, un peu à l'est de notre village-mission de Macari et de notre poste militaire de Carapapori ou Vincent-Pinçon, déversait l'Araguary dans l'Atlantique. C'est ce bras de Carapapori que Humboldt déclara plus tard être le vrai Vincent-Pinçon. Malheureusement cette branche nord du bas Araguary est maintenant tout à fait obstruée. Il n'y a donc plus à songer à elle pour limite.

Pour ce qui est des territoires de l'intérieur, on leur connaissait officiellement, à cette époque, une limite qui était une ligne, par à peu près, du Carapapori au rio Branco, entre l'Amazone et la ligne équatoriale.

Tout cela était parfaitement logique et admissible, et le serait encore aujourd'hui, n'étaient d'une part les faits accomplis, et, de l'autre, des modifications profondes dans l'équilibre de nos intérêts coloniaux dans le monde. Et puis, nous n'avons plus aujourd'hui en face de nous une colonie portugaise, une Guinée ou un Congo, mais une des plus grandes nations de l'Amérique.

En 1782, M. de Besner, gouverneur de Cayenne, donnait à Simon Mentelle, géographe, la mission de relever le cours de l'Araguary et de reconnaître quelle ligne sensible de démarcation pourrait être établie entre la Guyane française et les possessions portugaises, en partant du point où le canal de

Vincent-Pinçon ou Carapapori adopté comme borne cesse de séparer les deux colonies. Mentelle devait s'appliquer à examiner si nos limites pourraient être simplifiées, en adoptant pour frontière la grande bouche de l'Araguary au lieu du bras de Vincent-Pinçon, et quel dédommagement pourrait être offert au Portugal dans les territoires de l'intérieur. Car, poursuivant vers l'ouest, Mentelle devait, s'écartant le moins possible de l'équateur et de la ligne parallèle au cours de l'Amazone, afin, disaient ses instructions, de remplir exactement l'esprit du traité d'Utrecht, se rendre jusqu'au rio Branco, essayant de trouver à nos territoires du sud des Montagnes centrales, une frontière sensible scientifique.

La mission qui me fut confiée en 1883 avait donc eu un précédent solennel.

Mentelle fut moins heureux que moi. Il ne put relever que la côte. Il ne visita ni le Counani, ni le Mapa, ni les terres du pseudo-cap de Nord, ni le rio Branco, ni les territoires au sud des Montagnes centrales. Chose éminemment regrettable, car si Mentelle eût pu faire en 1782 ce que j'ai fait en 1883, 1884 et 1885, le gouvernement de Louis XVI en eût probablement fini avec le vieux différend.

Les choses en étaient là, après l'échec de Mentelle, quand, en 1792, en présence du danger imminent de guerre universelle, la France évacua le poste de Vincent-Pinçon, qu'il eût été difficile de défendre. Nous résolûmes d'en créer, sur les bords de la baie de Mayacaré, un autre que nous n'eûmes pas le loisir d'établir.

En 1794, l'émancipation des esclaves dans la Guyane française ayant effrayé les Portugais, ceux-ci armèrent cinq petits bâtiments, et, en attendant une déclaration de guerre officielle, commencèrent par venir piller, dans le Ouassa, une grande ferme à bétail dont le propriétaire, le citoyen Pomme, était alors député de Cayenne à la Convention. Et pendant les vingt années qui suivirent, on continua ainsi l'interprétation à main armée du traité d'Utrecht.

Sortie du Ouassa, la flottille portugaise entra dans l'Oyapock. Les Portugais, reprenant après cinquante-huit ans

leurs anciennes prétentions, adressèrent au commandant du fort, qu'ils qualifièrent de commandant des limites, sommation d'avoir à livrer les esclaves portugais fugitifs ainsi que les déserteurs. Le poste d'Oyapock avait été évacué, et le commandant provisoire se trouvait être le maire. Ce brave homme réunit son conseil municipal, qui, après délibération, déclara aux Portugais que les frontières étaient au Carapapori et que la Révolution avait libéré les esclaves. Les Portugais, en se retirant, plantèrent avec solennité un poteau sur la rive droite de l'Oyapock, et ils appelèrent ce poteau Notre-Dame de la Conception. Les envahisseurs avaient à peine mis à la voile, que l'héroïque conseil municipal passait le fleuve et brûlait le poteau de la Conception avec non moins de solennité qu'on en avait mis à le planter.

Mais au retour, la flottille ennemie toucha à Counani et à Macari. Chacun de nos deux villages-missions renfermait environ trois cents Indiens. A l'embouchure des autres fleuves se trouvaient également quelques petits centres indigènes. Les Portugais emmenèrent en masse toute cette population à l'Amazone.

De 1794 à 1798, la côte entre Amazone et Oyapock fut complètement dépeuplée. Il importait d'agrandir le désert entre Cayenne et Pará, car, au contact des Français qui donnaient la liberté aux Indiens et aux esclaves, Pará se serait trouvé bientôt sans esclaves et sans Indiens.

Cependant nos Indiens de Counani et de Macari nous regrettèrent. Quelques centaines d'entre eux, déportés au loin, trompant une surveillance active, se riant de punitions sévères et bravant tous les dangers, revinrent dans de frêles pirogues de Maranhao à Macari et à Counani, par quatre-vingts lieues de haute mer.

Ces événements amenèrent Jeannet-Oudin, neveu de Danton et commissaire civil de la Convention en Guyane, à étudier la question des limites en vue de leur établissement définitif à la paix générale. En prévision d'une victoire certaine, Jeannet-Oudin rechercha ce qu'on pourrait bien prendre au Portugal du côté de l'Amazone, — toujours en s'inspirant

du traité d'Utrecht. Le commissaire civil fit rédiger par le géographe Mentelle et le capitaine du génie Chapel, deux Mémoires qui furent envoyés au ministre de la marine. Malgré toutes ces sages précautions, les diplomates trouvèrent moyen de signer, le 20 août 1797, un des traités les plus ridicules de tous ceux qui régissent la matière. La frontière était reportée au Vincent-Pinçon ou Carsevenne. Jamais le Carsevenne n'avait été pris pour le Vincent-Pinçon, de là une nouvelle source de confusion : et d'une. Accepter cette frontière était, de la part des diplomates français, accepter après la victoire une situation que la défaite n'avait pu nous imposer : et de deux. Mais le Directoire ne ratifia pas le traité.

Le 6 juin 1801, un nouveau traité fut signé à Badajoz. La frontière devait suivre l'Araguary, de la grande bouche aux sources, puis, des sources, gagner le rio Branco en ligne droite. Voilà qui était parfait. Il était urgent, en effet, de délimiter nos prétentions, nos droits, dans les territoires de l'intérieur. Malheureusement, — la diplomatie ne saurait penser à tout, — il faut deux points pour déterminer une droite. Or, un seul est indiqué : la source de l'Araguary. Quel est le point où la frontière va atteindre le rio Branco? Cette rivière ayant plus de huit cents kilomètres de cours, on voit qu'il y a là marge à contestation. D'ailleurs, le traité de Badajoz ne fut pas ratifié par le premier consul.

Le 29 septembre de la même année un nouveau traité fut signé, à Madrid. Par ce traité, interprétation un peu abusive du traité d'Utrecht, la limite est reportée au Carapanatuba, petite rivière qui se jette dans l'Amazone un peu au-dessous de Macapá, par un tiers de degré de latitude nord. Voilà qui est clair. La frontière suivra le cours du Carapanatuba jusqu'à sa source, d'où elle se portera vers la grande chaîne de montagnes qui fait le partage des eaux ; elle suivra les inflexions de cette chaîne jusqu'au point où elle s'approche le plus du rio Branco. Ici, l'on commence à moins bien comprendre. Une frontière qui *se porte vers* une chaîne de montagnes dont elle suit *les inflexions jusqu'au point où cette*

montagne s'approche d'une rivière... Comme tout cela est bien dit! Quelle précision! Faudrait-il appliquer à la diplomatie de ce temps la définition que Voltaire donnait de la métaphysique: L'art de se rendre inintelligible aux autres et à soi-même? — Voici le traité d'Utrecht. En gros il dit: La France n'est plus riveraine de l'Amazone. Et en dehors de cela tout est obscur. Or, on a fait vingt-trois explications officielles de ce traité, et elles sont toutes plus inexplicables les unes que les autres.

Victor Hugues, l'héroïque corsaire devenu gouverneur de Cayenne, soupçonnant la valeur des terres acquises entre l'Araguary et le Carapanatuba, envoya dans ces territoires une mission militaire, qui revint émerveillée de la richesse du pays acquis et de son importance stratégique, qui fait de ce petit plateau comme le Gibraltar de l'Amazone. Par malheur on n'attendit pas, pour le traité définitif, le rapport de la mission, et à Amiens nous acceptâmes de rétrograder jusqu'à la limite de l'Araguary.

Par le traité d'Amiens, du 25 mars 1802, les limites furent reportées à la grande bouche de l'Araguary, par 1° 1/3 de latitude nord, entre l'île Neuve et l'île de la Pénitence. La frontière suivra l'Araguary (le Vincent- Pinçon de La Condamine), depuis son embouchure jusqu'à sa source. La navigation du cours d'eau, — il n'est pas navigable à cause de ses chutes, — sera commune aux deux nations. De la source de l'Araguary, la frontière suivra une ligne droite tirée de cette source jusqu'au rio Branco. Notre frontière de l'intérieur est toujours, comme à Badajoz et à Madrid, une droite déterminée par un seul point.

Le traité d'Amiens est l'explication officielle définitive du traité d'Utrecht. Il est vrai qu'en 1814 on a annulé toutes ces explications, et qu'on est revenu au texte même du traité primitif. Toutefois, le traité du 25 mars 1802 mérite d'être étudié à titre de glose du traité du 11 avril 1713. Ce traité d'Amiens nous consacrait la possession de la côte au nord de l'Amazone. Mais s'il est très précis pour la région côt'ère, il l'est moins pour la région intérieure. Notre frontière

est une ligne droite tirée *de la source de l'Araguary vers l'ouest jusqu'au rio Branco.*

On dira, peut-être, que *vers l'ouest* signifie *par la parallèle.* Mais non, car premièrement, on l'aurait dit; le mot était inventé dès cette époque et les diplomates savent bien ce que c'est qu'une parallèle. Et, de plus, la source de l'Araguary étant inconnue, elle peut se trouver à la hauteur de celle de l'Oyapock, ou même plus haut, et alors la parallèle prendrait à la France une partie du haut bassin du Maroni, ce qu'il est absurde d'admettre; ou bien encore elle pourrait se trouver non loin des bords de l'Amazone, et alors la parallèle passerait au sud du confluent du rio Branco avec le rio Negro. Il ne peut donc être question de la parallèle, quand il est parlé d'une ligne allant vers l'ouest jusqu'au rio Branco. Que signifie donc.. ? Mais peut-être les diplomates avaient-ils l'intention d'aller tracer eux-mêmes leur droite sur le terrain, à travers les forêts jusqu'alors inviolées de la Guyane centrale ?

En 1809, les Anglo-Portugais s'emparaient de Cayenne qui fut remise aux Portugais. Le 30 mars 1814, le traité de Paris stipule que la Guyane sera restituée à la France, telle qu'elle était au 1er janvier 1792. Les contestations au sujet des limites, contestations dont les traités de 1796, de Badajoz, de Madrid et d'Amiens, n'avaient été que des explications plus ou moins heureuses et plus ou moins libres, seront réglées à l'amiable. La France et le Portugal nommeront des commissaires qui se réuniront sur les lieux pour trancher le différend. La France nomma Victor Hugues, qui partit aussitôt pour Cayenne. Mais le Portugal ne nomma personne. Ainsi échoua la première tentative de solution à l'amiable du différend au moyen d'une double commission scientifique.

Non seulement le Portugal ne voulait pas nommer de commissaires, mais il ne voulait même pas rendre la colonie. Les traités de Vienne eurent beau confirmer celui de Paris, les Portugais restaient toujours à Cayenne. Le Portugal ne nous restitua la Guyane, en avril 1817, après d'inutiles né-

gociations auxquelles avaient pris une part active Wellington et le duc de Richelieu, que sur la menace faite par le gouvernement français de s'emparer par la force des territoires situés entre le Maroni et l'Oyapock, et à la nouvelle que l'expédition, déjà organisée, allait partir.

La convention de remise eut lieu le 20 août 1817. Une double commission scientifique fut, pour la seconde fois, chargée de vider à l'amiable le différend. Les deux nations devaient nommer des commissaires qui exploreraient les territoires litigieux et auraient un an pour s'entendre. Si, au bout d'un an, ils ne s'entendaient pas, le Portugal et la France prendraient l'Angleterre comme médiatrice. Il n'y eut ni commission ni médiation, et on ne s'occupa plus du contesté.

Peu après, en 1820, le Brésil se rendait indépendant. De 1834 à 1838, une grande guerre civile, le *cabanage*, ensanglantait les provinces du Nord. Dès le début de cette espèce de jacquerie brésilienne, le gouvernement français donnait ordre au gouverneur de Cayenne d'occuper toute la côte au nord de l'Amazone, de l'Oyapock à l'Araguary. Cependant, les esclaves fugitifs et les soldats déserteurs se réfugiaient en masse dans les territoires litigieux. Il importait de ne pas laisser se masser sur la côte contestée une population aussi peu recommandable. M. du Choisy dut établir, en 1836, par ordre du gouvernement central et de concert avec l'amiral Duperré, un poste français sur l'ilot qui séparait le lac de Mapá de celui de Macari. On mit cinquante hommes dans ce poste, qui fut appelé poste de Mapá, et le petit détachement opéra des reconnaissances jusqu'à l'Araguary. On était en pleine paix. C'est le troisième acte belliqueux auquel donna lieu la question du contesté. Les circonstances, cependant, justifiaient notre décision. De même, aujourd'hui, si quelques milliers de récidivistes s'évadaient et passaient l'Oyapock, — chose improbable, car le bagne est doux, — le Brésil serait à moitié excusable s'il installait un poste militaire à Counani ou à Cachipour. Alors, sans doute, nous réclamerions. C'est aussi ce que fit le Brésil en 1836.

Le président de la province de Pará protesta énergiquement. Dans le sud, notamment à Rio de Janeiro, une ligue se forma contre nous : les Brésiliens jurèrent de n'acheter aucun produit français. *A Liga Americana*, le fameux journal d'Odorico Mendes prêchait ouvertement la guerre.

Toutefois, l'insurrection éteinte à Pará, de longues négociations eurent lieu entre la France et le Brésil au sujet de Mapá. Pour la troisième fois, des commissaires démarcateurs, des deux nations, durent être nommés. Mais cette fois ce fut le Brésil qui, seul, envoya sa commission, dont le chef était l'économiste Souza Franco. M. Guizot agitait alors avec le Brésil des projets d'alliances dynastiques. Il fit évacuer Mapá pour faire réussir un mariage qui ne réussit pas. Devant un si beau résultat, on ne pensa plus à régler le litige. Mais la forme fut sauvée : un traité solennel intervint le 5 du mois de juillet 1841. Il maintenait le statu quo tel qu'il résulte du traité d'Utrecht et stipulait la non-occupation réciproque.

Les Brésiliens, voyant les dispositions très conciliantes du ministère français, ne voulurent pas se contenter du petit succès diplomatique qu'ils venaient de remporter. A peine M. Guizot avait-il signé son traité que le gouvernement de Rio faisait établir, sur la terre qui avait été si solennellement neutralisée la veille, la colonie militaire de Pedro II sur la rive gauche de l'Araguary.

C'était à prévoir : aussitôt après notre reculade, le Brésil faisait un pas en avant. L'infraction à la convention toute récente de non-occupation réciproque était absolument formelle. Lors de la fondation de notre poste de Mapá, en 1836, le Brésil avait été sur le point de nous déclarer la guerre. En France, l'occupation de la rive gauche de l'Araguary par le Brésil passa totalement inaperçue. Notre gouvernement, il est vrai, n'en fut informé, ainsi que de la prise de possession de l'Apurema, que dix ou vingt ans plus tard.

En 1849, puis en 1850, une expédition brésilienne organisée à Pará devait partir pour occuper le Mapá. C'était de plus fort en plus fort. « Il s'agit, » disait bravement, à la

Chambre des députés de Rio de Janeiro, le 19 avril 1850, M. Tosta, ministre de la marine, « il s'agit de fonder dans cette contrée une solide colonie, afin que nous puissions y assurer d'une manière effective notre possession. » L'expédition brésilienne ayant rencontré, dans les eaux de Mapá, un aviso français en surveillance, le gouvernement de Rio, pour se consoler de n'avoir pu installer sa colonie, se mit à protester avec indignation contre les agissements des Français. Le Brésilien est né diplomate.

En 1858, une nouvelle expédition, commandée par un lieutenant de douanes, partit de Pará et entra dans le Counani, en plein territoire contesté. La population de Counani, composée d'esclaves marrons, reçut les annexeurs à coups de fusil. Alors le gouvernement de Rio se plaignit que la France entretenait à Counani des agents que soutenait Prosper Chaton, notre consul à Pará. Le lieutenant passa capitaine, et Prosper Chaton fut blâmé. Les nègres de Counani ne me rappelaient jamais ce fait sans indignation.

Je parle de ces choses sans aucun chauvinisme. J'aime beaucoup les Brésiliens. J'ai pour la grande nation sud-américaine une sympathie, une admiration, que je me permettrai de qualifier de raisonnées. Je suis partisan convaincu de la solution à l'amiable de la question du contesté franco-brésilien, et j'ai la conviction qu'il est aisé, habile et utile d'arriver de suite à ce résultat. Mais ne m'est-il pas permis, sans me voir traité en trouble-fête, de montrer combien notre conduite a été ridicule là-bas, depuis ces quarante dernières années? Sans être partisan d'une politique de matamore et d'envahisseur, n'est-il pas permis de rougir d'une politique d'abdication systématique?

Les dernières négociations entre la France et le Brésil, au sujet des territoires contestés, durèrent trois ans, de 1853 à 1856. M. His de Butenval et M. le vicomte d'Uruguay rompirent des lances dans un savant tournoi de géographie historique. M. le vicomte d'Uruguay nous offrit la limite du fleuve Carsevenne, dont on ne connaît pas la source mais seulement l'embouchure. Et M. His de Butenval offrit pour

frontière la rivière Tartarougal, qui a probablement une source, mais qui n'a pas d'embouchure, car la rivière se perd dans un lacis de lacs et de marécages ainsi que je l'ai constaté. Ces doctes négociations n'aboutirent à rien.

Pardon, je me trompe. Ces négociations aboutirent à quelque chose. Les Brésiliens se tinrent ce raisonnement : « Puisque la France nous offre la limite de Tartarougal, le territoire entre Tartarougal et Araguary n'est plus contesté. » Et, en 1860, sans autre forme de procès, le président de la province de Pará annexa ce territoire connu dans la contrée sous le nom de district de l'Apurema. Depuis vingt-cinq ans les Brésiliens l'administrent, y perçoivent des impôts, y ont des électeurs, et, quand j'y passai, en 1883, on attendait l'installation d'un poste militaire envoyé de Pará.

En 1883 et 1884, je révélai tous ces faits en haut lieu. Cela provoqua un petit échange de notes entre M. Jules Ferry et M. le baron d'Itajubá, chargé d'affaires du Brésil. On en écrivit dans les bureaux. Cela causa un petit ennui aux puissances, — sans aucun résultat, comme bien vous pensez. Il fallait que quelqu'un payât les frais et la peine. Ce fut le malencontreux reporter. Et, aussitôt, l'incident fut enterré, avec les phrases d'usage.

Importance du territoire contesté.

Cependant la chose méritait qu'on s'en occupât.

Il est une objection, cependant, qu'il est bon de prévoir et à laquelle il faut répondre à l'avance, car c'est la seule sérieuse qui puisse être faite.

Pourquoi, pourrait-on dire, pourquoi ne pas abandonner purement et simplement ces territoires au Brésil ? La Guyane française, après deux siècles de possession effective, après des tentatives de tous genres, est encore déserte. Nous ne l'avons peuplée que des cadavres de nos colons. Et nos millions, par centaines, y ont été enfouis en pure perte. A quoi bon

nous occuper d'une nouvelle Guyane, quand l'ancienne nous a si mal réussi ? Ce vieil ossuaire ne peut-il point contenir les squelettes des récidivistes que nous allons y envoyer mourir ?

Pour moi, je ne vois point dans le territoire contesté une annexe au cimetière voisin. Les deux territoires sont contigus, mais ne se ressemblent pas. Certes, la Guyane de Cayenne ne m'inspire pas beaucoup d'enthousiasme. Mais je fais plus de cas du territoire contesté que de dix colonies comme celle de Cayenne.

Le territoire contesté, qu'on me passe l'expression, en vaut la peine. Ce n'est plus, comme dans la vieille colonie, la forêt vierge, marécageuse, malsaine, ininterrompue, impénétrable, indéfrichable ; c'est la prairie, élevée, saine, aisément accessible, où les blancs peuvent travailler sans mourir, faire souche, coloniser. C'est parce que je connais, dans cette région guyanaise, et la forêt et la prairie, que je suis sceptique à l'égard de la première, enthousiaste à l'endroit de la seconde. J'ai vu ce que des Blancs, des Portugais du nord, des Gallegos, c'est-à-dire à peu près des Saintongeais, des Bretons ou des Normands, ont fait dans les prairies de l'Amazone et du rio Branco, et j'en ai été émerveillé. Celle qui nous occupe, de l'Oyapock à l'Araguary, au nombre des plus sèches, des plus saines, des plus européennes de climat, mesure au moins 40 000 kilomètres carrés, soit environ six ou sept départements français. Toutes les prairies de la Guyane française, mises ensemble, ne mesurent pas l'étendue d'un de nos arrondissements. Ce que le Brésil nous a offert du territoire contesté, en 1856, de l'Oyapock au Carsevenne, est grand comme deux de nos départements, seulement pour ce qui est de la prairie; et ce que nous lui en demandons, jusqu'à la frontière de Tartarougal, mesure une superficie double. De sorte que les savanes que nous pouvons acquérir dans le territoire contesté représentent à peu près l'étendue ordinaire d'une province française, — quatre ou cinq départements, — sans parler d'une surface dix fois plus considérable en forêts. Dans ces prairies, l'élevage donne des

résultats merveilleux. Les bœufs de l'Apurema sont aujourd'hui réputés les meilleurs de l'Amazonie. Les savanes d'Ouassa, de Counani et de Mapá, sont connues pour être des meilleures de l'Amérique du Sud. Et là, l'air eat sec, le climat sain, le travail des Blancs possible.

S'il est une contrée au monde où l'on puisse utiliser, employer sans barbarie, à des œuvres utiles, transportés et récidivistes, au lieu de les vouer à une mort certaine dans des œuvres inutiles ou impossibles, c'est là. Dans les forêts du Maroni où on les installe actuellement, ou bien ils mourront en masse avant d'avoir rien fait, ou bien l'administration pénitentiaire, dans la charité de son cœur, se mettra à les traiter en pensionnaires de l'État, comme elle a fait jusqu'à ce jour pour les forçats qu'on lui a confiés. Les pénitenciers de la Guyane deviendront l'hôtel des Invalides des bandits coloniaux et des chenapans métropolitains. Et c'est probablement ce qui arrivera, parce que les travaux préparatoires étant mortels pour l'Européen dans la forêt guyanaise, au lieu d'envoyer ses parias en masse à l'abattoir, l'administration pénitentiaire préfèrera faire sur eux des essais de moralisation en chambre. Ce qui, au bout de très peu de temps, domine dans tout directeur d'administration pénitentiaire, c'est le moraliste expérimentateur. Le travail tuerait ses sujets d'étude; eh bien! il leur fera la vie douce. Si vous décrétez à Paris la guillotine sèche, au Maroni vos exécuteurs des hautes œuvres s'improviseront en petits Bentham.

Ce n'est que dans la prairie du territoire contesté qu'on pourra faire travailler, et travailler utilement, récidivistes et forçats. Dans cette prairie, les travaux préparatoires n'occasionneront pas une forte mortalité dans les rangs des travailleurs. Le travail y sera relativement aisé, et il y sera largement rémunérateur pour ceux d'entre les relégués qui auraient droit à un travail plus ou moins libre. En peu d'années serait réalisé ce double desideratum : la moralisation des demi-coupables et des égarés par un labeur possible et fécond; l'aménagement du sol en vue de l'installation ultérieure des colons

libres. Donc, délimitez la frontière pour installer vos récidivistes dans la seule partie de Guyane où nous puissions intelligemment et honnêtement les reléguer : dans la prairie du territoire contesté.

On peut encore envisager la question à un autre point de vue, et plus grave. Tellement grave, qu'on ne peut guère insister. Maintenant que vous envoyez 20 000 récidivistes en Guyane, vous allez laisser subsister le contesté? Mais des bandes de récidivistes n'auront qu'à s'évader, — chose ni difficile ni rare, et ils formeront une république de chenapans entre la Guyane et le Brésil. Ni le Brésil ni même la France ne sauraient, le cas échéant, tolérer un tel état de choses. Prenez les devants; établissez une frontière qui rende l'extradition possible. Sans cela le Brésil ne tardera pas à faire entendre de violentes mais justes réclamations. Gardons-nous de ce côté. Nous pourrions avoir là, un jour, plus tôt qu'on ne pense, une bien grosse affaire. Et nous en avons assez comme cela par le monde.

La frontière une fois délimitée, il se formera dans l'avenir, dans la prairie de l'Oyapock, au lieu d'une tribu de forçats en rupture de ban, une colonie française de peuplement, dont l'heureux développement est assuré par l'excellence du climat et la facilité du travail dans les savanes, et dont la présence à l'embouchure de l'Amazone ne sera pas sans intérêt pour la patrie française.

Cet avantage de nous valoir, à l'embouchure de l'Amazone, un beau territoire de colonisation nationale qui serait, en attendant, le plus excellemment choisi de tous nos ateliers pénitentiaires, n'est pas le seul que nous présenterait la solution du différend franco-brésilien. On a pu voir récemment, en 1883-84, à propos de ma très pacifique exploration de la région litigieuse, combien était chatouilleux, à cet endroit, le patriotisme brésilien. Il serait donc sage et prudent de détruire à jamais, entre deux nations amies, ce perpétuel ferment de discorde. Il est, en effet, bien évident, qu'il y a un intérêt majeur pour la France à n'avoir que de loyaux amis parmi ces jeunes peuples latins qui sont déjà au

nombre de nos meilleurs clients. Nous avons là d'immenses intérêts d'influence. Aux Latins, le monde latin. Et certes nous trouverions chez le Brésil, le jour où la situation serait devenue absolument nette, où il ne pourrait plus exister entre nous ni sous-entendus ni réticences, un débouché d'activité et d'influence que peuvent soupçonner ceux-là seuls qui ont vécu au milieu de cette jeune et noble nation si ardemment enthousiaste de tout ce qui vient du pays qu'elle considère, à bon droit sans doute, comme la métropole de tous les néo-Latins.

Intérêt de la question.

On ne peut pas dire, non plus, que la question manque d'intérêt. Depuis deux siècles, elle a donné lieu à vingt-quatre traités ou conventions. Les plus illustres hommes d'État et diplomates français, portugais et brésiliens y ont attaché leur nom. Il suffit de citer parmi les Français, pour ne parler que des plus connus, les Choiseul, les Conti, les Maurepas, les Molé, les Talleyrand, les Polignac, les Guizot et les Thiers. Par quatre fois, en 1697, en 1794, en 1836 et en 1841, en pleine paix, cette question a donné lieu à des actes belliqueux fort graves. A trois reprises, en 1814, en 1817 et en 1841, elle a amené la nomination, par les deux gouvernements intéressés, d'une commission technique mixte.

Je ne viens donc point inventer une nouvelle question coloniale. Je n'ai jamais pensé à prendre un brevet pour l'invention du différend franco-brésilien. Il existe, ce différend, c'est vrai, mais ce n'est pas ma faute à moi, c'est celle de Louis XIV. Le seul tort que je me reconnaisse dans cette affaire, c'est d'avoir cru, et de croire encore, à la possibilité de vider de suite le litige par les voies pacifiques, et à la nécessité, à l'urgence, à l'utilité d'arriver de suite à une solution. S'agit-il donc d'une aventure quand on parle d'en finir

scientifiquement, pacifiquement, à l'amiable, avec une question qui a fait perdre du temps à tous nos hommes d'État depuis Colbert jusqu'à M. Jules Ferry? Est-ce donc quelque sinistre chicane que de demander au voisin, en vue d'éviter un procès, de rétablir entre deux propriétés contiguës les bornes qui ont disparu? Il ne s'agit pas de lever un lièvre, mais d'en tuer un qui court depuis déjà deux cents ans.

Or il n'est question aujourd'hui, dans toutes les droites comme dans toutes les gauches, que d'organiser notre domaine colonial. « Organisons, disent-ils, notre domaine colonial, apurons nos vieux comptes diplomatiques, fermons la porte à de nouvelles aventures. » Eh bien, voici une belle occasion de faire de l'organisation intelligente. Nous avons depuis deux cents ans, à l'embouchure de l'Amazone, un magnifique territoire indivis; partageons ce territoire, délimitons la frontière : ce sera organiser la paix, les bonnes relations, la prospérité. Ne pensez-vous pas, comme moi, que si l'on veut réellement se mettre à organiser notre domaine colonial, on ferait bien de commencer par vider nos vieux comptes embrouillés? Les bons comptes font les bons amis, et la prairie de la bouche nord de l'Amazone vaut bien une commission technique.

« Nous avons, disait récemment un de nos hommes d'État, nous avons des droits sur divers territoires disséminés dans les cinq parties du monde. Mais chaque revendication ne peut venir qu'à son heure. » Mot profond, admirable programme de la politique coloniale pratique. Mais puisque nous voulons faire de la politique coloniale sérieuse, pourquoi ne commencerions-nous pas notre liquidation, en nous attaquant immédiatement à ceux de nos droits les plus anciens, les plus connus, ceux-là surtout que nous pouvons établir, faire valoir, solutionner si je puis dire, aisément, pacifiquement, sans un crédit, sans une interpellation, sans faire manœuvrer un aviso, sans déplacer une escouade, sans renverser un cabinet? Nous faisons de grandes dépenses en hommes et en argent pour acquérir de nouvelles possessions, et nous en dédaignons d'autres qui seraient nôtres depuis des

siècles, si nous avions seulement voulu faire les frais d'une délimitation à l'amiable !

J'entends d'ici gémir les effarés : Pourquoi réveiller cette question du contesté franco-brésilien. Elle dormait d'un sommeil si profond ! Qui sait les ennuis qu'elle va nous causer maintenant qu'elle est réveillée ! Mais point n'est besoin de la réveiller, la question du contesté de Guyane, elle ne dort pas du tout, elle ne sommeille même pas. Depuis deux cents ans elle a fait assez tirer de coups de fusil et de coups de canon, assez disputer les hommes d'État et les diplomates, assez écrire de rapports, de mémoires et d'in-quarto, pour qu'on ne la suppose pas en léthargie. A Paris même, de temps à autre, elle a agité les esprits. Mais c'est surtout là-bas, en Amazonie, qu'elle est vivante, qu'elle passionne. Nous avons en Amazonie une colonie française, nombreuse, riche et prospère autant qu'estimée. Eh bien, cette colonie, à cause de cette malheureuse question du contesté, se voit fréquemment en butte, de la part d'une population qui, pourtant, a beaucoup de sympathie pour nous, à de fâcheuses suspicions. Il ne faut pas que les Allemands, les Anglais et les Américains soient écoutés, quand ils présentent nos frères de l'Amazonie comme l'avant-garde de notre future armée d'invasion. Nous avons de grands intérêts dans ce merveilleux marché du Brésil, dans cette admirable vallée amazonienne ; n'allons pas les sacrifier à la peur ridicule que nous causerait l'idée d'une délimitation à l'amiable. Pour s'être refusé à la très peu troublante aventure d'une commission technique, on ouvrirait pour l'avenir, pour un avenir prochain peut-être, la porte à toutes les aventures.

Opportunité de la solution du différend.

On se demandera peut-être, tout en reconnaissant l'utilité d'une prompte solution à l'amiable et les heureux résultats qu'elle ne manquerait pas d'avoir, si le moment est réellement bien choisi pour faire au gouvernement du Brésil, mal-

scientifiquement, pacifiquement, à l'amiable, avec une question qui a fait perdre du temps à tous nos hommes d'État depuis Colbert jusqu'à M. Jules Ferry? Est-ce donc quelque sinistre chicane que de demander au voisin, en vue d'éviter un procès, de rétablir entre deux propriétés contiguës les bornes qui ont disparu? Il ne s'agit pas de lever un lièvre, mais d'en tuer un qui court depuis déjà deux cents ans.

Or il n'est question aujourd'hui, dans toutes les droites comme dans toutes les gauches, que d'organiser notre domaine colonial. « Organisons, disent-ils, notre domaine colonial, apurons nos vieux comptes diplomatiques, fermons la porte à de nouvelles aventures. » Eh bien, voici une belle occasion de faire de l'organisation intelligente. Nous avons depuis deux cents ans, à l'embouchure de l'Amazone, un magnifique territoire indivis; partageons ce territoire, délimitons la frontière : ce sera organiser la paix, les bonnes relations, la prospérité. Ne pensez-vous pas, comme moi, que si l'on veut réellement se mettre à organiser notre domaine colonial, on ferait bien de commencer par vider nos vieux comptes embrouillés? Les bons comptes font les bons amis, et la prairie de la bouche nord de l'Amazone vaut bien une commission technique.

« Nous avons, disait récemment un de nos hommes d'État, nous avons des droits sur divers territoires disséminés dans les cinq parties du monde. Mais chaque revendication ne peut venir qu'à son heure. » Mot profond, admirable programme de la politique coloniale pratique. Mais puisque nous voulons faire de la politique coloniale sérieuse, pourquoi ne commencerions-nous pas notre liquidation, en nous attaquant immédiatement à ceux de nos droits les plus anciens, les plus connus, ceux-là surtout que nous pouvons établir, faire valoir, solutionner si je puis dire, aisément, pacifiquement, sans un crédit, sans une interpellation, sans faire manœuvrer un aviso, sans déplacer une escouade, sans renverser un cabinet? Nous faisons de grandes dépenses en hommes et en argent pour acquérir de nouvelles possessions, et nous en dédaignons d'autres qui seraient nôtres depuis des

siècles, si nous avions seulement voulu faire les frais d'une délimitation à l'amiable !

J'entends d'ici gémir les effarés : Pourquoi réveiller cette question du contesté franco-brésilien. Elle dormait d'un sommeil si profond ! Qui sait les ennuis qu'elle va nous causer maintenant qu'elle est réveillée ! Mais point n'est besoin de la réveiller, la question du contesté de Guyane, elle ne dort pas du tout, elle ne sommeille même pas. Depuis deux cents ans elle a fait assez tirer de coups de fusil et de coups de canon, assez disputer les hommes d'État et les diplomates, assez écrire de rapports, de mémoires et d'in-quarto, pour qu'on ne la suppose pas en léthargie. A Paris même, de temps à autre, elle a agité les esprits. Mais c'est surtout là-bas, en Amazonie, qu'elle est vivante, qu'elle passionne. Nous avons en Amazonie une colonie française, nombreuse, riche et prospère autant qu'estimée. Eh bien, cette colonie, à cause de cette malheureuse question du contesté, se voit fréquemment en butte, de la part d'une population qui, pourtant, a beaucoup de sympathie pour nous, à de fâcheuses suspicions. Il ne faut pas que les Allemands, les Anglais et les Américains soient écoutés, quand ils présentent nos frères de l'Amazonie comme l'avant-garde de notre future armée d'invasion. Nous avons de grands intérêts dans ce merveilleux marché du Brésil, dans cette admirable vallée amazonienne ; n'allons pas les sacrifier à la peur ridicule que nous causerait l'idée d'une délimitation à l'amiable. Pour s'être refusé à la très peu troublante aventure d'une commission technique, on ouvrirait pour l'avenir, pour un avenir prochain peut-être, la porte à toutes les aventures.

Opportunité de la solution du différend.

On se demandera peut-être, tout en reconnaissant l'utilité d'une prompte solution à l'amiable et les heureux résultats qu'elle ne manquerait pas d'avoir, si le moment est réellement bien choisi pour faire au gouvernement du Brésil, mal-

gré l'opinion de la presse officieuse, ministérielle, de Rio de Janeiro, une semblable ouverture. Il me semble que le moment n'a jamais été plus opportun. En effet, le président du Conseil des ministres, M. le baron de Cotegipe, chef du parti conservateur actuellement aux affaires, s'est d'abord fait connaître par ses travaux sur les territoires litigieux de l'Empire, et notamment sur le territoire des Missions, contesté entre le Brésil et l'Argentine. L'honorable et illustre homme d'État après s'être toujours prononcé en faveur de la solution à l'amiable, mais aussi prompte que possible, des questions pendantes à propos des territoires contestés entre le Brésil et les nations qui l'entourent, vient, en septembre dernier, à peine en possession du pouvoir, d'arriver au règlement du différend avec l'Argentine. Ce règlement a été un véritable événement, un coup de foudre pour toute l'Amérique du Sud, qui n'avait cessé de redouter depuis cinquante ans un conflit toujours imminent entre les deux grandes nations sud-américaines à propos de ce territoire des Missions. Ajoutons aussi que le gouvernement du Brésil ne voit pas sans une certaine inquiétude la France écouler ses récidivistes dans une colonie qui n'est séparée de la province de Pará que par un territoire déjà peuplé aujourd'hui d'esclaves fugitifs et de soldats déserteurs, et cette particularité le rend tout favorable à l'idée d'une solution immédiate. On voit donc que le moment n'a jamais été plus opportun pour que les ouvertures de la France en vue d'un règlement, après étude préalable sur les lieux, puissent être accueillies favorablement par le gouvernement de Rio.

Dans son numéro du 25 mai 1885, le *Jornal do Comercio*, la plus grande feuille du Brésil et de l'Amérique du Sud, grand journal officieux de Rio de Janeiro, organe de la plus haute importance, éminemment grave et respecté, non moins que ministériel, étudiant la question du contesté franco-brésilien, conclut ainsi :

« Si pour arriver à un arrangement à l'amiable et honorable pour les deux pays, on a recours à l'ancienne méthode, il y a peu de chance de voir aboutir les négociations.

« Aucun diplomate brésilien ne peut se targuer d'être plus patriote que Araujo Ribeiro, ni plus éclairé que le vicomte d'Uruguay. Aucun diplomate français ne peut se croire plus habile que le baron Rouen, ou mieux au courant de la question que le baron His de Butenval. Là où ces négociateurs ont fait naufrage, naufrageront aussi les autres.

« Le moyen qui paraît le plus raisonnable est la nomination d'une commission mixte, franco-brésilienne, comme celles qui devaient fonctionner en 1817 et 1840. Les commissaires de chacun des deux pays iraient étudier le territoire litigieux, en faire la carte, et, sur les données fournies, les deux puissances résoudraient directement la question ou la soumettraient à un arbitrage.

« Le moment est propice. La France est à la recherche d'un territoire colonial pour reléguer ses récidivistes. La philanthropie de la majorité républicaine répugne à colloquer ces malheureux sous des climats meurtriers. Le propre député de Cayenne refuse, au nom de sa colonie, le don fatal que la France veut faire à la Guyane. Eh bien, il y a un moyen pour la France de trouver de suite un territoire de relégation pour ses récidivistes. Dans la partie du territoire contesté que le vicomte d'Uruguay proposa à la France, c'est-à-dire entre l'Oyapock et le Carsevenne, existent des prairies saines, fertiles, chaudes mais non humides, où pourraient vivre honnêtement ces dégradés. La France a donc, par conséquent, des raisons spéciales pour entrer en accord avec nous.

« Ceci est déjà connu dans les hautes régions politiques de la France, et le sera mieux encore après la prochaine discussion de la loi des récidivistes à la Chambre des députés, où est revenu le projet amendé par le Sénat. On dit que M. Franconie député de Cayenne, parlera dans ce sens [1].

« Pour ce qui est de notre Brésil, nous voyons tous les avantages d'une solution immédiate et à l'amiable. S. M. Pedro II recueillera la gloire d'avoir pu régler un différend

1. Ecrit en 1885.

séculaire; la province de Pará, celle de l'Amazone, cette somptueuse Amazonie qui vit oubliée, inquiète, mécontente, où fomentent déjà des germes de séparation, — tel est le dégoût que soulève chez elle l'indifférence du sud pour les intérêts les plus vitaux du pays, — verront disparaître les craintes de futures complications; la colonie française de ces deux grandes provinces, colonie riche, nombreuse, estimée, influente, recevra avec des bénédictions une solution qui lui permettra de travailler et de se développer sans attirer les soupçons.

« Deux siècles de négociations, de traités, d'actes belliqueux, c'est assez. La commission mixte est la préface d'un arrangement diplomatique irrévocable et définitif.

« Les intérêts français sont considérables en Amazonie. Il y a plus. Quand partit de Pará O senhor Henrique Coudreau, la Chambre de commerce de Pará lui remit une pétition pour le ministre des affaires étrangères de la République française, sollicitant le prolongement de la ligne française de vapeurs qui va déjà de France aux Antilles et à Cayenne jusqu'à la ville de Pará. Les relations entre la France et le Brésil deviennent chaque jour plus étroites. Il est nécessaire de les rendre de plus en plus cordiales. La commission mixte y contribuerait largement et établirait entre les deux nations une paix, une alliance perpétuelles.

« Ajourner un problème n'est pas le résoudre. Résolvons le problème du contesté de Guyane par la nomination d'une commission mixte pour en finir avec le litige. »

Voilà donc, la chose est assez claire, une excellente occasion qui nous est offerte par le Brésil, de régler le différend séculaire du contesté de Guyane. Les idées du grand journal officieux de Rio de Janeiro sont très loyales, très honnêtes, très sages et très pratiques, je m'y rallie sans arrière-pensée et viens chaudement les recommander. Empressons-nous de saisir aux cheveux cette occasion unique qui se présente à nous, acceptons les avances qui nous sont faites, et agissons.

Moyen le plus simple de résoudre la question.

Il ne reste plus à aborder qu'une seule objection, mais elle est grave.

Il ne doit être si aisé, dira-t-on, de résoudre cette question du contesté franco-brésilien, puisque les plus illustres diplomates et hommes d'État de la France, du Portugal et du Brésil y ont échoué; puisque, après vingt-quatre traités ou conventions, on voit moins clair que jamais dans l'affaire.

Il est hors de doute, je le crois, que si l'on ne se propose, comme on l'a fait jusqu'à ce jour, que d'expliquer le traité d'Utrecht et les vingt-trois autres qui lui servent d'explication, on n'arrivera à rien, car ce traité et ses vingt-trois commentaires sont, dans leurs détails, d'une incompréhensibilité transcendante. Je me suis appliqué à l'étude de ces œuvres diplomatiques; j'ai lu les dissertations auxquelles elles ont donné lieu, un peu partout, et dans le sein même de la Société de géographie, de la part de M. d'Avezac, répondant à Caëtano da Silva, il y a quelque trente ans. Eh bien, je suis forcé de l'avouer, j'ai trouvé tout cela obscur jusqu'au sublime. Je n'y ai rien compris. Ou plutôt, pour parler plus exactement, j'ai compris tout ce que j'ai voulu. Si cela pouvait être agréable, je me mettrais à démontrer, tout de suite, d'une façon bien évidente, que nous avons droit à la totalité des territoires qui s'étendent jusqu'à l'Amazone et au Rio-Negro. Mais si, d'aventure, il se trouvait à côté de moi un Brésilien, il n'aurait, de son côté, aucune peine à démontrer, d'une façon non moins évidente, que le Brésil a un droit bien fondé sur tous les territoires qui s'étendent jusqu'aux Tumuc-Humac et à l'Oyapock.

Cependant, il est une chose sur laquelle nous tombons d'accord. Il existe, entre la France et le Brésil, dans la Guyane du Sud, un territoire qui est contesté : voici un fait absolument indéniable. Il est difficile de déterminer d'une façon précise les droits de chacun, puisque, depuis deux cents ans, cent cinquante diplomates de marque ont en vain peiné à

la tâche. Les Brésiliens ne veulent pas cependant, et nous non plus nous ne voulons pas, — bien que nous n'ayons pas envie de nous canonner pour de telles misères, — renoncer purement et simplement à des droits acquis. Eh bien, puisque la diplomatie n'a réussi, — ce qui était un peu autrefois le rôle de la diplomatie, — qu'à en embrouiller extraordinairement la question, si nous laissions là la diplomatie et ses énigmatiques documents, et si nous remettions au simple bon sens la solution de l'affaire ? Si nous proposions au Brésil, au lieu de discuter avec lui sur des droits hypothétiques ou périmés, de faire un partage équitable à l'amiable ? que dis-je proposer ! si nous acceptions, veux-je dire, ce que le Brésil nous propose ? Voyons quels sont les territoires qui sont bien réellement contestés, non pas dans l'imagination exaltée, l'ardeur intransigeante de quelques chauvins isolés, mais dans la réalité historique. Puis, après étude technique sur les lieux des territoires réellement en litige, partageons.

Ainsi débarrassés de l'encombrant bagage diplomatique, table rase étant faite des vingt-trois inexplicables explications du traité d'Utrecht, l'édifice étant nettoyé de la végétation parasite qui le cache, tablons sur le *statu quo*. Ce qui est actuellement sous l'influence française restera français, sous l'influence brésilienne restera brésilien ; ce qui est réellement neutre sera partagé. C'est là le principe dont s'est servi le baron de Cotegipe pour résoudre tous les différends territoriaux du Brésil avec les nations limitrophes. Ce principe me paraît, dans l'espèce, parfaitement acceptable.

Le statu quo. — Le pays contesté. — Méthode à priori et méthode expérimentale.

Pour bien établir le *statu quo*, résumons et concluons.

Le traité d'Utrecht dit, en substance, que S. M. T. F, aura la possession des *deux bords*, des *deux rives* de l'Amazone. Quelle que soit la bonne volonté qu'y puisse mettre notre patriotisme, nous ne pouvons croire de bonne foi, que cette renonciation, de la part de Louis XIV, implique seule-

ment renonciation par la France à la navigation du grand fleuve. Mais est-ce à dire que le traité d'Utrecht nous enlève la totalité du bassin septentrional de l'Amazone. Non; il n'est nullement question de cela. Le traité d'Utrecht, tout en nous écartant de la rive septentrionale du fleuve, laisse indéterminée la frontière des territoires de l'intérieur. Pour ce qui est des territoires de la côte, le traité laisse au Portugal les terres du Cap de Nord et nous donne pour limite la rivière de Vincent-Pinçon. Or, la vérité vraie est que notre plénipotentiaire n'avait pas la moindre idée de la difficulté géographique qu'on lui proposait, et que c'est en pleine connaissance de cause que les Portugais essayèrent de faire prendre pour l'Oyapock cette rivière de Vincent-Pinçon qui n'était autre que l'Amazone, et de faire accepter, sous la dénomination, d'ailleurs vague et arbitraire, de terres du Cap de Nord toute la région comprise entre le fleuve et notre frontière orientale incontestée. Toutefois, notre diplomatie n'accepta jamais cette confusion, et, depuis le traité d'Utrecht, elle a réclamé constamment pour limite Carapapori, bras septentrional du delta de l'Araguary, l'Araguary, puis, de ce fleuve, une ligne droite tirée vers l'ouest jusqu'au rio Branco. Depuis l'obstruction du Carapapori, vers la fin du siècle dernier, on n'a cessé de demander comme frontière la totalité du cours de l'Araguary et la fameuse ligne vers le rio Branco, quitte à offrir une compensation dans les territoires de l'intérieur, pour les terres revendiquées d'entre Carapapori et le bas Araguary. La frontière historique du pays contesté est donc l'Araguary et la ligne vers le rio Branco. Nous avons un droit diplomatique sur les territoires se trouvant au nord de cette frontière.

Mais entre ces droits diplomatiques qui représentent les prétentions extrêmes de la France, et la possibilité d'un accord, il y a un abîme. Il est bien évident que le Brésil n'acceptera pas de tabler avec nous sur de telles prétentions. La seule affirmation officielle par notre gouvernement de semblables revendications, aurait pour résultat immédiat de nous mettre en fort mauvais termes avec l'empire. Un médiocre

arrangement vaut mieux qu'un bon procès. Et d'ailleurs, il faut bien tenir compte du principe du fait accompli, principe qui, en Amérique et partout, régit et simplifie cette question toujours obscure des pays contestés.

Nous ne pouvons plus aujourd'hui faire valoir nos prétentions jusqu'au rio Branco, le rio Branco ne saurait être contesté, car les Brésiliens l'exploitent et le peuplent. Les territoires indéterminés de l'intérieur sur lesquels nous pouvons revendiquer un droit diplomatique ne sauraient être étendus, à l'ouest, au delà des contreforts du système des Montagnes de la Lune; au sud, au-dessous des derniers points occupés par la colonisation brésilienne en amont des affluents de gauche de l'Amazone, entre Manáos et Macapá. Ces territoires, purement indiens, libres de toute influence brésilienne, presque inconnus, ou pour mieux dire, n'ayant été visités que par de très rares explorateurs, — deux, Crevaux et moi, — forment une zone assez étroite au sud des Montagnes centrales. Tel est notre contesté diplomatique dans les territoires de l'intérieur.

Mais déjà, la réserve absolue de nos droits sur ces territoires au sud des Montagnes centrales, ainsi délimités, serait probablement de nature à empêcher toute entente, si nous n'acceptions pas, en principe, le système des compensations. Il nous faut consentir, virtuellement, à renoncer à nos droits sur ces territoires, moyennant une compensation sur la côte.

Avons-nous donc un si grand intérêt à nous annexer le versant méridional des Tumuc-Humac et des Montagnes de la Lune? En admettant la possibilité de les obtenir sans dépenser, chose peu probable, pas mal de millions et de soldats, je crois que ce ne serait pour la France qu'une nouvelle charge sans compensations sérieuses. C'est la prairie de la côte, la côte elle-même qui nous importent.

Et puisque, historiquement, l'obstruction du Carapapori qui nous a obligés, pour avoir une frontière sérieuse, de réclamer pour limite l'embouchure, aujourd'hui unique, de l'Araguary, nous a amenés aussi à offrir pour ce fait une

compensation dans les territoires de l'intérieur, oh! abandonnons sans regret tous ces territoires au sud des Tumuc-Humac et des Montagnes de la Lune, moyennant des compensations, même modestes, sur la côte. Nos droits diplomatiques sur ces territoires sont incontestables, mais, pour arriver à une entente, offrons de les abandonner en échange d'une compensation dans le Mapá et les terres du Cap de Nord. Et alors, acte pris du principe accepté, nous délimiterons définitivement le pays contesté de la manière suivante : l'Oyapock, l'Araguary et la ligne de partage des eaux entre les sources de ces deux fleuves.

Si nous nous souvenons maintenant qu'en 1856 le Brésil nous a offert la limite de Carsevenne et que nous lui avons offert alors celle de Tartarougal-Grande, à 135 kilomètres plus au sud, nous nous rendrons compte qu'il ne serait pas impossible de nous entendre, puisqu'il ne reste de contesté que le Mapá, entre Carsevenne et Tartarougal, c'est-à-dire un territoire de 60 000 kilomètres carrés, peuplé de 600 habitants civilisés. Toutefois, n'oublions pas que nous ne renonçons, virtuellement, aux territoires du sud des Montagnes centrales, que pour obtenir, dans la région côtière, une compensation équitable.

Pourquoi l'entente ne s'est-elle pas faite jusqu'à ce jour? Parce qu'on a *discuté* sur des *droits* au lieu d'*étudier* des *faits*; on a voulu *prouver* au lieu de se borner à *constater*. La méthode diplomatique appliquée au règlement de ce différend est mauvaise, puisque voici deux cents ans qu'elle échoue. Elle échouerait encore; il faut l'abandonner et remettre à une autre méthode, la méthode scientifique, le règlement du différend. La méthode *à priori* est condamnée, il faut adopter la méthode *expérimentale*.

Règlement du différend par une Commission franco-brésilienne d'exploration du pays contesté.

Dans ces conditions, quel est le moyen de solution à l'amiable qui se présente de suite à l'esprit, qui s'impose? Celui que nous indiquent les Brésiliens. Une Commission

franco-brésilienne pour l'exploration du territoire contesté. Cette Commission explorerait, étudierait les territoires litigieux, et donnerait avec son rapport un projet de frontière, projet unique si le commissaire français et le commissaire brésilien arrivaient à s'entendre, double dans le cas contraire. Sur ces données, les deux gouvernements pourraient, ou ratifier purement et simplement, ou s'en remettre à un arbitrage franco-brésilien ou étranger, statuant sur les données de la Commission mixte. Car enfin, pour la première fois, toutes les données véritables du problème auraient été réunies.

Mais, dira-t-on, puisqu'il s'agit d'un procès qui dure depuis si longtemps, on doit, dès aujourd'hui, posséder une foule de documents. On n'a pas besoin de nommer une commission d'exploration, de refaire encore une fois la carte du territoire contesté. Erreur, mille fois erreur; cette carte n'a jamais été faite, et là est, précisément, le piquant de l'histoire. Les diplomates ont disserté doctement sur des difficultés géographiques, sans avoir sous les yeux la moindre carte d'ensemble un peu avouable. Je n'insiste pas, car l'étude des fantaisies géographiques de ces messieurs relève du *Charivari* et non de la Société de géographie. J'arrive de là-bas et je sais ce que je dis.

Il faut donc commencer par faire la carte du pays. Ni Reynaud en 1838, ni José da Costa Azevedo en 1864, ni moi en 1883, n'avons pu étudier plus de la dixième partie de la contrée. Or, il importe d'en saisir et fixer une bonne fois la topographie d'ensemble ; car ces terres, surtout dans la partie littorale et spécialement pour ce qui est du Mapá et des terres du Cap de Nord, sont soumises à de continuelles modifications topographiques. Elles sont sans cesse bouleversées par les apports de l'Amazone et par de profondes et rapides commotions géologiques qui affaissent ici et soulèvent là. Elles sont, dans leurs détails, en formation et déformation incessantes; dans leur ensemble, en croissance régulière. Exactement comme dans les deltas des grands fleuves, on voit, entre l'embouchure de la Mapá et celle de l'Araguary,

les alluvions modernes, le quaternaire actuel, faire reculer la mer et bouleverser tous les jours le relief des apports récents. Ainsi, le canal de Carapapori a disparu, les lacs du Mapá ont été bouleversés: les relevés de Roumy et de Dor, les commandants du poste français de Mapá de 1836 à 1840, et ceux de José da Costa Azevedo en 1864, ne sont plus reconnaissables. J'avais ces documents sous les yeux pendant mon voyage dans le Mapá, et je pouvais constater, à chaque instant, qu'en quarante années ou même vingt, la physionomie du district s'était complètement transformée. Ceci pour les régions qui ont été étudiées. Mais il y a plus. Nous ne possédons encore aucun document sur la région marécageuse des lacs côtiers entre l'embouchure de la Mapá et celle de l'Araguary, ni sur l'île Maraca, ni sur les hauts de Tartarougal, de Coujoubi, de Fréchal, de Mapá-Grande, de Mayacaré, de Carsevenne, de Counani et de Cachipour. Il nous faut donc, avant tout, établir une bonne carte des territoires litigieux.

Donc, envoyez une commission, j'entends une commission de vrais explorateurs et non pas de grands fonctionnaires ou de diplomates, une commission modeste, sans grand appareil, étudier le pays. Cette mission vous renseignera sur les populations, leur vie économique et politique, leur distribution, leur race, sur l'économie générale des prairies, des lacs et des forêts, et vous ramassera, pour ainsi parler, les matériaux d'une monographie encyclopédique du pays contesté franco-brésilien. En un an, la besogne pourrait être terminée. Quand on se sera bien rendu compte de la valeur exacte des districts contestés, de la répartition par rivière des populations aborigènes ou émigrées, de la valeur comparée des terres des différentes régions, — alors, mais alors seulement, on pourra s'entendre pour le partage à l'amiable. Ce n'est pas à l'aveuglette qu'on peut tracer une frontière dans un territoire grand comme le tiers ou le quart de la France. Il faut bien connaître l'ensemble et les détails pour procéder à un partage équitable. Car, ne croyez pas qu'après deux siècles, le Brésil ni la France puissent se contenter d'une frontière par à peu près, tracée dans les chancelleries.

Mais, dira-t-on, par quel procédé pratique arriver à constituer cette Commission franco-brésilienne d'exploration du pays contesté de Guyane? On commencera, n'est-ce pas, par disputer sur les frontières? Mais jamais on ne s'entendra; vous faites une pétition de principes. Il est bien certain que, si les deux gouvernements commencent par échanger des notes à ce sujet, la chose sera longue à aboutir. La diplomatie vit surtout d'ajournements. Et si ces casuistes se mettaient de nouveau à ressasser, à propos de la malheureuse rivière de Vincent-Pinçon, leurs pénibles élucubrations de géographie intentionnelle, nous en aurions probablement pour bien longtemps encore avant de voir la question avancer d'un seul pas.

Mais voici qui me semble beaucoup plus pratique, plus expéditif. Le gouvernement français, prenant acte des déclarations de la presse officieuse brésilienne, ou profitant de la première réclamation du chargé d'affaires du Brésil au sujet du territoire contesté, — il y en a tous les six mois, — nomme une Commission chargée d'explorer, d'étudier, aux points de vue géographique, ethnographique, économique et autres, la région litigieuse. Pour cela, point n'est besoin d'attendre quoi que ce soit; la Commission pourrait être nommée dès demain. On n'a pas besoin de l'autorisation du Brésil pour envoyer une mission scientifique dans le pays contesté. Le Brésil, lui, ne nous a pas demandé notre assentiment pour envoyer les siennes dans le Mapá. La Commission nommée, le gouvernement français informe du fait le gouvernement brésilien, et l'invite à envoyer également, dans la même région, une Commission scientifique brésilienne, afin, expliquerait notre diplomatie, d'arriver à régler à l'amiable le différend, après étude technique de la contrée. J'ai la conviction que, si l'on procède ainsi, la double Commission peut commencer à fonctionner dès le printemps prochain. En tout cas, la France aurait toujours son étude complète du territoire litigieux, ce qui serait notre plus solide argument devant un arbitrage. Mais le Brésil, dont nous avons vu plus haut les sentiments à ce sujet, ne manquera pas de ré-

pondre à nos ouvertures et d'envoyer sa Commission. Peut-être même, d'ici à fort peu de temps, étant données les dispositions dans lesquelles on se trouve à cet endroit à Rio de Janeiro, des propositions officielles nous seront-elles faites dans ce sens. Donc, il n'y a aucun inconvénient à ce que nous prenions les devants, et, ne faisant que nous inspirer d'une idée brésilienne, nous dépêchions là-bas une mission pour faire la topographie de la contrée. Car, pour nous, il y a urgence, et maintenant que nous savons le fer chaud, il faut nous mettre à le battre. Il n'y a aucune nécessité à s'entendre, par télégraphe, sur le choix de commissaires, et à les envoyer solennellement faire campagne commune. Les deux missions peuvent opérer séparément. L'essentiel, pour nous est de ne pas laisser se refroidir l'occasion.

Que dirai-je de plus? Je ne suis pas un inventeur, je ne viens pas faire l'article pour une nouveauté suspecte. Je viens simplement rappeler que par trois fois, en 1814, en 1817 et en 1841, le vieux compte louche allait être apuré, grâce à la nomination d'une Commission technique franco-brésilienne. La première fois, la France seule envoya son délégué; la troisième fois ce fut le Brésil; la seconde, personne ne bougea. Si, à ces époques, on s'en est tenu à l'intention, c'est que nous nous désintéressions alors un peu des questions coloniales, et que nous ne savions pas assez tous les maux, comme tous les biens, dont ces questions-là sont grosses. Depuis, nous avons payé assez cher pour acquérir un peu d'expérience. Aujourd'hui, une nouvelle occasion se présente, le Brésil nous fait officieusement des ouvertures. Acceptons, et allons de l'avant.

Le Brésil, lui, en a déjà fini avec tous ses contestés. Du côté de Vénézuela, du Pérou et de la Bolivie, il y a déjà quelques années; du côté de l'Argentine, il y a quelques mois. Il ne lui reste plus que celui de Guyane. Pour nous, la vieille monarchie nous a légué, ici et là, des droits, mais aussi des embarras et des difficultés. Réglons nos différends, c'est faire de la politique coloniale sérieuse. Mais en même temps, ayons confiance, car la France ne sera pas au-dessous

de sa tâche; elle saura avec honneur, justice et profit, liquider le bilan du passé.

Et quand une nation amie vient nous dire : « Réglons notre vieux différend, pour établir entre nos deux pays une paix et une alliance perpétuelles, » nous n'avons qu'à accepter avec empressement cette loyale et fraternelle invitation.

Concluons en disant avec les Brésiliens : « Ajourner un problème, n'est pas le résoudre. Résolvons le problème du pays contesté de Guyane par la nomination d'une Commission franco-brésilienne pour en finir avec le litige. »

CHAPITRE VI

LES INDIENS DE L'AMAZONIE

Parmi les territoires sur lesquels s'exerce dans le monde l'action des Européens, il en est que la race blanche est en état de peupler par elle-même, comme le Canada, l'Algérie et la Tunisie, l'Australie, les États-Unis; d'autres où elle ne peut que se superposer à la race locale, comme l'Indoustan, l'Indo-Chine, les Philippines et la Malaisie; d'autres enfin qu'elle ne peut non seulement peupler, mais même pénétrer, qu'en se croisant avec la race indigène. Sont dans ce dernier cas les régions intérieures de l'Amérique tropicale.

Chose singulière, au Canada, aux grands lacs de l'Amérique du nord, les Français ont toujours été et sont demeurés encore aujourd'hui les bons amis des Indiens avec lesquels ils se sont mêlés et ont formé une population métisse importante. Au Brésil, lors de la conquête française, les indigènes témoignèrent à notre égard du plus grand enthousiasme, de la bonne volonté la plus inaltérable.

Ce point mérite même un développement spécial. Nous sûmes tirer au Brésil, de l'alliance avec les Indiens, tout ce qu'elle pouvait nous donner; et, par une contradiction singulière, nous semblons avoir toujours pris à tâche en Guyane de persécuter les Caraïbes, frères pourtant des Tupis, nos alliés du Brésil. Nous fîmes cependant au Brésil œuvre d'initiation, mais au profit des Portugais, qui continuèrent là-bas, avec le plus admirable succès du reste, la politique que nous leur avions enseignée; de même que les Anglais mirent à profit dans l'Inde celle qu'ils avaient apprise de

Dupleix : tuant un peu trop sans doute et ne croisant pas assez, je parle des Portugais, mais croisant cependant puisque aujourd'hui le Brésil existe, tandis que la Guyane française n'existe pas.

A Maranhâo, et plus tard à la baie de Rio, les Français firent toujours le meilleur ménage avec les Indiens. Qu'on relise le vénérable Ferdinand Denis, le *Brésil français* de Paul Gaffarel, les études de l'excellent Gabriel Gravier. Ou remontant bien plus haut dans l'histoire, qu'on parcoure les pittoresques relations de Jean de Léry, de Claude d'Abbeville, et de Yves d'Évreux. « Les sauvages aiment mieux les Français que toutes autres nations qu'ils aient pratiquées, » dit le docte et consciencieux Ramusio. « Nous « commencions, dit le chef Japy Ouassou à Razilly, nous « commencions déjà à nous ennuyer tous de ne plus voir « venir les Français, et nous délibérions d'abandonner ce « pays et de passer le reste de nos jours privés de la « compagnie de nos bons amis les Français, sans plus « nous soucier de haches, de couteaux, de serpes et d'autres « marchandises. »

Quand Salema fit son expédition, 8 000 Tupinambas, nos auxiliaires, se firent tuer ou réduire en esclavage plutôt que de forfaire à l'engagement qu'ils avaient juré de rester nos *parfaits alliés*. Quand les navires normands et bretons abordaient au Brésil, les parfaits alliés offraient à nos matelots les plus belles filles des tribus. Les capucins français du Maranhâo ayant eu une fois l'idée d'interdire cette coutume consacrée, les chefs indigènes s'en plaignirent vivement. « Ils estimoient, » dit Claude d'Abbeville, « que c'estoit un mépris « pour eux et un grand mécontentement pour leurs filles, « quelques-unes desquelles, comme toutes désespérées, « disoient se vouloir retirer dans les bois, puisque les Fran- « çois qui sont leurs bons compères (ainsi les appellent-ils) « ne les vouloient plus voir. » En 1591, l'Anglais Knivet, ayant vu les Tamoyos massacrer ses compagnons, s'écria qu'il était Français. « Ne crains rien, » lui dirent alors les sauvages, « car tes ancêtres ont été nos amis, et nous les



INDIEN MACOUCHI. (D'après une photographie.)

« leurs, tandis que les Portugais sont nos ennemis et nous font « esclaves ; c'est pourquoi nous avons agi envers eux comme « tu l'as vu. » Mais quelquefois cet ingénieux subterfuge ne réussissait pas. Les Indiens n'aimaient que nous, ils étaient en guerre avec tous les autres blancs. En 1550, le Hessois Hans Stade est pris par un chef fameux de cette époque, Koniam Bebe. Hans Stade insinue que la Hesse et la France sont le même pays : « Mensonge ! s'écrie Koniam Bebe, on « ne peut plus tuer un Portugais sans qu'il invoque la qualité « de Français. J'en ai mangé cinq, comme toi ils se disaient « tous Français. » Cependant le terrible chef, considérant la chevelure blonde de l'Allemand, se dit que c'était peut-être un Français qu'il allait condamner à mort, et, dans le doute, il voulut bien considérer l'accusé comme innocent. Ce qui prouve que les principes du droit naturel et de l'équité sont familiers à certains chefs cannibales. Les navires ne repartaient jamais sans laisser quelques matelots dans le pays pour y apprendre la langue, et un corps d'interprètes s'était formé. Souvent ils s'établissaient dans le pays, et si le Brésil était resté français, nous y aurions aujourd'hui vingt millions de métis.

Dans l'Amérique du Nord, même chose. On connaît l'anecdote fameuse. « Veux-tu savoir, dit un chef Peau-Rouge, quelle est la nation que j'aime le plus ? Tiens, dit-il, en portant la main vers l'épaule et en montrant toute la longueur du bras : *Voilà comme j'aime les Français;* puis baissant la main jusqu'au coude : *Voilà pour les Espagnols ;* il la baisse jusqu'au poignet : *Voilà pour les Anglais ;* enfin, montrant le bout des doigts : *Voilà pour les Yankees.* »

Quel singulier peuple nous sommes ! C'est nous qui avons toujours les meilleures idées du monde, mais nous ne savons jamais les appliquer. Le Brésil a fait sa fortune avec la doctrine de nos matelots normands et bretons. Et déjà, en 1721, nous voyons un sieur Claude Guillouet d'Orvillers, de sa profession gouverneur de Cayenne, déclarer, dans un rapport officiel, qu'il préfère « un seul nègre à mille de cette moraille. » Le perspicace et bien pensant fonctionnaire avait

pris les Galibis pour des sectateurs de Mahomet. Et aujourd'hui, parlez des Indiens à quelque affreux nègre de Cayenne, il vous répondra en se rengorgeant. « *Nous ça Fancé, mais ça sauvage là, yé pas moun.* » C'est-à-dire : Vous et moi nous sommes des Français, des citoyens, des électeurs, mais les Indiens ne sont pas même des hommes. Il est bon toutefois de remarquer une chose, c'est qu'au Brésil, les métis de blanc et d'indien parlent le pur portugais, et n'ont pas été obligés d'inventer pour leur usage personnel cet affreux charabia que l'on appelle, à Cayenne, le *quéole.*

Si la Guyane française n'a guère été pour nous, depuis près de trois siècles, qu'un champ d'expériences malheureuses, la raison principale en a été l'inutilisation de la race indigène.

Il suffit de parcourir un ouvrage élémentaire de statistique pour s'apercevoir que, dans les États continentaux de l'Amérique tropicale, c'est la race indigène qui a été le plus puissant auxiliaire de la civilisation. Les Indiens et les métis de blancs et d'Indiens forment dans cette Amérique chaude plus des trois quarts de la population totale. Pour ne prendre l'exemple que de deux pays absolument similaires à notre Guyane française, quant aux conditions de peuplement, le Vénézuela et le Brésil, on est frappé tout d'abord de voir qu'ils sont chacun cinq fois plus densément peuplés que notre colonie. Il est aisé de trouver l'explication de ce fait. Dans chacun des deux États précités, la proportion des métis de blancs et d'Indiens est d'environ quarante pour cent de la population totale, tandis que dans la Guyane française cette proportion n'est guère que de un pour mille.

Les nègres introduits comme esclaves ont pu donner de bons résultats dans des petites îles comme la Martinique, la Jamaïque ou même Cuba, ou bien encore dans des territoires de pénétration facile comme la Louisiane et le bas Mississipi ; mais, en Amérique du Sud, pour ouvrir les sombres déserts des plateaux intérieurs, les explorer, les maîtriser, condition sans laquelle il n'y a pas de prise de possession, de colonisation véritable, il n'existe qu'une seule race de pionniers : les



INDIENNE MACOUCHI. (D'après une photographie.)

indigènes et les métis d'Indiens et de blancs. L'histoire de tous les États de l'Amérique chaude est là pour affirmer cette vérité.

« Dans l'Amérique tropicale, dit Couto de Magelhans, la « race blanche pure s'affaiblit de corps et d'esprit dès la « troisième génération; les Portugais n'ont dû de former « une race stable qu'en croisant avec les Indiens. »

Je crois aux nègres. Ils ont leur utilité, comme les Australiens, les Tasmaniens, les Samoyèdes, les Eskimaux, les Veddas. En se croisant avec les blancs ils donnent parfois, et même souvent, des hommes d'une superficie remarquable et même des hommes d'une valeur réelle. Admettez que nous traiterons les nègres en pupilles et les mulâtres en auxiliaires, et nous sommes d'accord. Bien. Mais au point de vue de ce qui nous occupe maintenant, l'Amérique chaude, pensez-vous que le nègre vaille l'Indien?

Moi, je ne le crois pas. D'abord les nègres ne sont pas chez eux; comme nous, ils sont étrangers dans cette terre. Ce sont des esclaves importés. Ils ne se sont maintenus en nombre que grâce à un recrutement annuel en Afrique, d'autant plus abondant que la mortalité des esclaves était plus forte en Amérique. Et aujourd'hui, combien sont-ils ces nègres? Pour 500 000 dans l'Amérique latine, vous comptez 30 millions d'Indiens et de métis d'Indien et de blanc.

Voici pour l'acclimatement. D'autre part, quelle espérance fondez-vous sur ces gens-là? J'en demande bien pardon aux fanatiques de la négromanie intolérante et exclusive qui a fait école chez nous, mais où avez-vous vu les nègres abandonnés à eux-mêmes enfanter quelque part quelque chose qui ressemblât à la civilisation? Les Indiens, eux, du moins, ont produit, seuls, bien absolument seuls, les merveilleuses civilisations du Pérou et du Mexique. Et qu'ont-ils produit en Amérique, après deux siècles d'éducation, ces nègres? Cayenne, la Martinique, Haïti et les bataillons de moricauds combattant contre les nordistes pendant la guerre de sécession. Ceux qui s'enthousiasment pour nos nègres d'Amérique, s'inspirant d'un sentimentalisme démodé, ne connaissent guère,

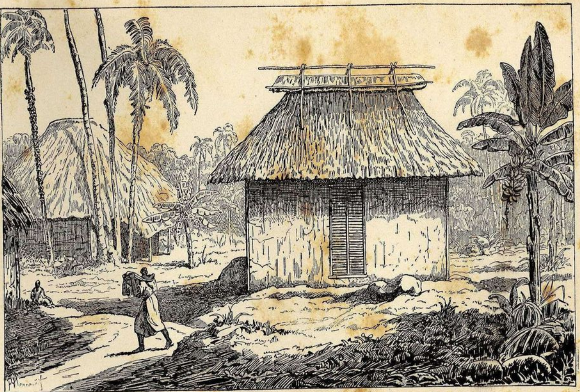
pour la plupart, nos compatriotes les Dahoméens de là-bas. Moi, je les connais, j'ai vécu plusieurs années avec eux, et d'ailleurs ne les hais point du tout. Seulement je trouve bête de faire la bouche en cœur et de leur dire « frère et ami ». Il faut les utiliser, à leur plus grand bien, mais aussi au nôtre. Seulement, voilà, je crois qu'on ne peut guère les utiliser. Tandis que les Indiens, eh bien! c'est à eux que l'on doit ces deux résultats qui, en somme, ne sont pas méprisables, le Brésil et la Colombie.

Ceci posé, voyons ce qu'il y aurait à faire aujourd'hui pour tirer le meilleur parti possible de ces Indiens, dont l'inutilisation a été une des causes principales du marasme séculaire de notre colonie de Guyane.

Ce n'est point la matière première, si l'on peut ainsi parler, qui nous a manqué là-bas; mais il a été fait autrefois dans notre colonie un bien fâcheux gaspillage d'Indiens. Vers 1750, les voyageurs, les auteurs les plus autorisés, attribuaient de 100 000 à 200 000 indigènes à notre possession de Cayenne. En 1750, 10 000 Indiens, au bas mot, travaillaient aux exploitations agricoles de Guatemala et de l'Oyapock. Ce dernier fleuve et le Kourou se peuplaient d'indigènes et de métis. Et remarquons cette coïncidence, cette époque fut celle de la plus grande prospérité de la Guyane, qui était alors une de nos plus importantes colonies de plantation.

En 1763, les réductions d'Indiens furent supprimées. Les Indiens se dispersèrent, le métissage s'arrêta. Depuis, les Indiens furent tenus en mépris systématique par toutes les administrations qui se succédèrent. Et aujourd'hui la colonie, cherchant fiévreusement partout une émigration qu'elle ne trouve nulle part, se meurt faute de bras.

Depuis cent cinquante ans, dix ou douze tribus ont disparu. Aujourd'hui le nombre total de nos indigènes est réduit à 20 000 au plus. Les statistiques officielles le restreignent à 6 000, 5 000 et même 2 500! Cinquante Indiens à peine travaillent temporairement, et d'une façon fort irrégulière, chez les civilisés. Sur la côte on ne compte plus qu'une seule tribu, celle des Galibis, qui habitent à l'Iracoubo, à la Mana



Maison d'indiens civilisés. (D'après un croquis de l'auteur.)

et au Maroni. Dans l'intérieur on en connaît seulement sept : les Émérillons, les Poupourouis, les Aramichaux, les Acoquas, dans les plateaux du centre; les Oyampis, à l'Oyapock; les Oyacoulets, entre l'Aoua et le Tapanahoni; les Roucouyennes, à l'Itany.

Ces Indiens ne sont pas nombreux, sans doute, — quelques milliers seulement, — mais, dans une contrée déserte comme la Guyane, où, en dehors d'une poignée de forçats, d'une poignée de nègres et d'une poignée de fonctionnaires, il n'y a plus personne, ces quelques milliers d'individus représentent une valeur qui est loin d'être négligeable. D'autant plus que ce sont précisément ces Indiens si injustement dédaignés qui sont les vrais maîtres du pays, les maîtres des rivières et des forêts, des marais et des cataractes, du secret de l'or et du secret du caoutchouc. Fils des solitudes inviolées, les Indiens, trompés par nous, tristes, défiants, s'éloignent, se retirent dans leurs impénétrables déserts. Et nous, nous ne serons réellement les possesseurs de l'immense domaine que de vaines frontières étendent, bien inutilement, jusqu'aux Tumuc-Humac, que lorsque nous nous serons mêlés aux aborigènes, quand nous nous serons croisés avec eux.

Il ne serait pas encore trop tard pour essayer de tirer parti des quelques milliers d'Indiens dispersés dans les forêts de notre colonie, d'essayer de les amener à nous, de les civiliser, d'en obtenir ces métis précieux, grâce auxquels notre race pourrait enfin faire souche dans le pays.

On ne fera, nous le savons, à cette idée philanthropique autant qu'utilitaire, aucune objection tant que l'idée se tiendra dans le domaine spéculatif, qu'elle se présentera comme principe abstrait sans virtualité de réalisation positive. Mais qu'on veuille faire passer dans la pratique l'idée acceptée pour bonne en théorie, et nous verrons surgir toutes les fins de non-recevoir habituelles.

Aussi n'entends-je point présenter une panacée. Les maîtres de la science politique et de la sociologie ont suffisamment plaisanté ce travers pour que je m'applique à éviter de

tomber dans la maladie de l'innovation à outrance. Étant donné un mal, ou un besoin, vite une loi et un fonctionnaire et tout va pour le mieux. Je ne propose ni fonctionnaire ni loi.

Je désire seulement exposer certain procédé spécial, certain mode particulier d'action, qui a admirablement réussi auprès des Indiens dans le grand empire limitrophe de notre colonie guyanaise.

Le principe dont les Portugais, puis les Brésiliens se sont inspirés est fort simple. Il repose tout entier sur ces deux points : 1° dans les pays peu connus, sauvages, il importe de donner à la plupart des missions scientifiques un caractère moins académique, moins doctoral, moins spécial et moins abstrait, — moins azimuth et muséum, disait un Brésilien illustre, — mais plus utilitaire, plus pratique, plus humain; 2° que les missions scientifiques ainsi comprises doivent être constituées en permanence. Et ils créèrent des directeurs d'Indiens, naturalistes ou militaires, évangélistes ou astronomes, mais, avant tout, directeurs d'Indiens.

Je me bornerai à donner sur la question des directeurs d'Indiens au Brésil quelques idées générales, certain qu'on n'aura aucune peine à en induire la proportion dans laquelle nous pourrions imiter l'institution de nos voisins, pour tenter un nouvel essai en vue du relèvement de notre malheureuse colonie de Guyane.

Essai peu dispendieux, d'ailleurs, puisqu'il se réduit aux proportions modestes d'une mission scientifique absolument ordinaire, bien que d'un caractère spécial, nouveau pour nous; essai des plus aisés à tenter, puisqu'il ne nécessite aucune création, aucune innovation administrative; essai nullement périlleux ni même inquiétant, puisqu'il se résume à une œuvre toute de science et de philanthropie.

Le poste de directeurs des Indiens, au Brésil, est un poste ni administratif, ni politique, ni hiérarchique, mais seulement philanthropique et scientifique.

Il n'a point été inventé pour satisfaire aux appétits d'un fonctionnarisme besoigneux. En effet, c'est un poste deman-

dant une très grande dépense d'activité. Et il n'existe qu'un seul directeur par province à Indiens.

La mission principale du directeur consiste : 1° à entretenir des relations avec les chefs des tribus mi-civilisées, (*aldeadas, mansas*); 2° à appeler à la civilisation les Indiens sauvages (*boçaes*, *bravos*).

Pour la première partie de sa mission, — rapports avec les Indiens civilisés, — il se rend auprès des différents chefs, si loin qu'ils puissent habiter dans l'intérieur; il va, pour ainsi dire, les chercher au fond de leurs retraites, il écoute leurs plaintes, pourvoit à leurs besoins, leur donne des cadeaux et leur distribue des honneurs. Il s'avance peu à peu dans les bois et les déserts, il y fonde des campements où il réunit des sauvages à qui il inculque, de son mieux, le goût du travail et l'amour de la propriété. Il doit savoir les gouverner par persuasion, insinuation, en sachant s'adapter intelligemment, à eux.

Les Indiens sont très sensibles au galon. Au Brésil les chefs indigènes (les tuxaus) reçoivent les mêmes honneurs qu'un capitaine de la garde nationale. C'est plaisir de constater combien ces bons chefs sont flattés, quand, accompagnant à la ville leur directeur, ils se voient enfin prodiguer, par les autorités locales, toutes ces petites distinctions qu'ils ont, de longue date, si passionnément briguées. Qui oserait blâmer ces bons sauvages d'une passion si inoffensive, si naturelle, et qui les rend si aisément gouvernables?

Le directeur choisit aussi parmi les jeunes Indiens ceux qui pourraient avoir des bourses dans les écoles; il les présente aux autorités et à ces personnes de bonne volonté que l'on rencontre toujours, et qui ne demandent pas mieux que de donner une famille nouvelle aux jeunes barbares fraîchement débarqués de leurs forêts. Ces enfants, ces adolescents, transformés par l'école, parlant la langue civilisée, ayant appris un peu de la leur aux jeunes camarades de la ville, deviennent ensuite les propagateurs les plus zélés de cette civilisation qui les a si généreusement accueillis, et ils constituent le trait d'union, le lien nécessaire entre les maîtres

du littoral et les maîtres de la forêt. La domestication des adultes est laborieuse, il est bien plus fructueux d'agir sur les jeunes générations. Les hommes restent dans le campement, le directeur leur donne quelques ustensiles de travail, et il en obtient en échange quelques enfants qu'il s'engage solennellement à faire élever avec bienveillance. Par ce moyen, un directeur peut mettre en contact les centres civilisés avec des milliers de sauvages.

Et, chose digne de remarque, ces pupilles parlent le portugais pur, et tous les demi-civilisés et toute la masse rurale du Brésil aussi. Pourquoi à Cayenne, à la Martinique, à Haïti, cette masse rurale, ces demi-civilisés parlent-ils un jargon français incompréhensible pour nous autres Français? Pourquoi le tairais-je? j'ai été professeur de petits nègres pendant deux ans, et depuis j'ai vu, au Brésil, les établissements d'instruction primaire et secondaire destinés aux jeunes Indiens, aux jeunes métis d'Indien et de blanc. Eh bien, les résultats donnés par les derniers sont infiniment supérieurs à ceux donnés par les premiers.

Si vous ne le croyez, ayez le courage de faire une vérification. Faites-vous, comme moi-même, éducateur et instructeur de petits négrillons, puis allez voir ce qui se passe à l'*Asylo* de Pará et chez les *Educandos* de Manáos. A l'Asylo da Providencia, sur la route de Brangança, près de Pará et aux Educandos, dans la banlieue de Manáos, sont recueillis de petits Indiens absolument sauvages. Ils n'ont point de papa employé dans les bureaux du gouvernement. Ils ne portent pas à dix ans, comme les petits nègres de Cayenne, l'habit noir, la cravate blanche et le chapeau haute forme. Ils arrivent nus, les narines percées, les oreilles fendues. Et on trouve moyen de leur apprendre à tous un métier manuel en un an, en deux ans. On en fait de bons artisans. Dès qu'un nègre sait lire et mettre des souliers, il n'a qu'un rêve : être avocat. On dépense cent mille francs par an à Cayenne pour faire fort mal frotter, par douze professeurs, trente petits messieurs en bois d'ébène.

L'Asylo et les Educandos comptent ensemble trois cents



Village indien de Panoré (D'après un croquis de l'auteur.)

élèves. Ces deux établissements subviennent à leurs dépenses par le travail des élèves, tous artisans au bout de six mois. L'Asylo fait des bénéfices, grâce à une scierie à vapeur que dirigent les enfants. Et à l'Asylo et aux Educandos vous ne trouverez que de bons dessinateurs, de bons mécaniciens, des enfants déjà utiles aux autres et à eux-mêmes. Et si vous avez du goût pour la musique, ils vous joueront la *Marche de Faust* et la *Prière de Mignon* d'une façon irréprochable. Et voilà des activités précieuses acquises à la civilisation. Quoi qu'en disent les légendes, n'ayez crainte, ils ne retournent pas dans leurs forêts. Ils se sentent utiles dans leur milieu nouveau, ils y restent, et ils y sont heureux. Ils pouvaient aussi bien rêver de faire des avocats, et même d'en faire de bons, ou des chefs de bureaux, mais ils sont trop sensés et trop pratiques pour songer à cela. Les nègres sont une race de vanité et les Indiens une race d'industrie.

Je n'entends parler que des nègres que j'ai vus, ceux d'Amérique. Ceux d'Afrique valent probablement mieux L'Afrique ne sera vraiment annexée à la civilisation que par l'intermédiaire des Nigritiens, et l'Amérique ne le sera qu'avec l'aide des Indiens. Couto de Magelhaens le dit avec raison : « Les « fils du sol habitués à la vie demi-barbare sont les essentiels « éléments de la victoire ; dans la lutte, pacifique mais tenace, « de l'élaboration de la richesse d'un peuple, ils sont les « éléments indispensables du succès. Il ne s'agit pas seule- « ment de la conquête du sol, il s'agit aussi, et surtout, de « milliers de bras acclimatés, les seuls qui puissent ouvrir « promptement la voie. Si les colons européens nous sont « nécessaires, les colons indiens nous le sont bien davan- « tage ; car, ainsi que nous le dit la grande France par la « voix éloquente de M. de Quatrefages, aucune race n'est « aussi avantageuse au Brésil comme élément de travail que « la race du blanc acclimatée par le sang de l'indigène. »

Qu'a-t-on fait dans la Guyane française pour l'éducation des jeunes Indiens ? Ont-ils une école professionnelle, une simple école primaire, une salle d'asile ! Rien, absolument rien ; on fait semblant de croire qu'ils n'existent pas. Et

pourtant ils sont à eux seuls aussi nombreux que tout le reste de la population.

Pourquoi n'a-t-on aucun rapport avec eux? Parce que personne ne daigne apprendre leur langue. On apprend encore un peu de langue française à Cayenne, pour devenir avocat ou chef de bureau, mais les langues indiennes, bah! allons donc! des langues de sauvages! *Nous ça Fancé, mais ça sauvages là, yé pas moun.*

Le Brésil, lui, attache une si grande importance à cette connaissance des langues indigènes que Pará et Manáos ont chacune une chaire de *lingua geral* subventionnée par la province. Ces cours de langue tupi ont rendu les dialectes indigènes familiers à un grand nombre de Brésiliens. La plupart des directeurs d'Indiens ont successivement été élèves, puis titulaires de ces chaires de langue indienne. En Guyane française on ne trouverait assurément pas dix personnes parlant seulement le galibi.

Et pourtant, de l'autre côté de l'Amazone, ils n'ont pas cessé de s'inspirer de l'aphorisme du vieux capitaine normand : « Toute tribu où vous avez un interprète est une tribu civilisée. » Le blanc parle-t-il la langue des sauvages, le blanc est un ami, et le sauvage se confie à lui. Ne la parle-t-il pas, c'est un étranger, un barbare, un ennemi. Il n'est pas besoin de remonter jusqu'aux Romains, il nous suffit de voyager un peu en Europe. Nous réputons ennemi quiconque ne parle pas notre langue.

Avant tout, le directeur des Indiens est un appreneur de dialectes indigènes.

Fort belle, d'ailleurs, cette langue, en dépit de tout ce qu'en pourraient dire les nègres d'Amérique, et autrement fertile en trésors littéraires que tous les jargons créoles et tous les idiomes cafres ou bambaras.

Parlant de la *lingua geral*, il y a deux cents ans, le P. Simon de Vasconcellos écrivait : « A quelle époque ont-ils « donc appris, au sein du désert, des règles grammaticales « si certaines qu'ils ne manquent pas à la perfection de la « syntaxe? En cela ils ne le cèdent d'aucune manière aux

ITA PININS (LA PIERRE PEINTE). (D'après un dessin de l'auteur.)

« meilleurs humanistes grecs et latins. Voyez par exemple la « grammaire de la langue la plus répandue au Brésil, qui « nous a été donnée par le vénérable P. José de Anchieta, et « les louanges que l'apôtre accorde à cet idiome! Grâce à « ces réflexions, beaucoup de personnes pensent que l'idiome « dont nous parlons a les perfections de la langue grecque, « et par le fait, j'ai moi-même admiré en elle la délicatesse, « l'abondance et la facilité. »

Les directeurs d'Indiens en se vouant au métier d'interprète ne font pas seulement œuvre d'utilitaires, mais encore de savants et peut-être même de lettrés.

Vous ne savez pas quels merveilleux trésors de littérature primitive renferment ces langues indiennes. Ils sont le charme de la forêt vierge, de Cayenne aux Andes et des Andes à la côte du Brésil.

Voyez ces maximes :

La force du droit prime le droit de la force.

Mieux vaut la constance que la force.

C'est presque toujours à son préjudice que le faible fait alliance avec le puissant.

L'intelligence unie à l'audace surmonte les situations les plus désespérées.

L'intelligence et le savoir-faire surpassent la force et la valeur.

La ruse et l'adresse peuvent plus que tout le reste pour se venger d'un ennemi.

Des milliers d'années avant Ésope des bardes sauvages faisaient parler les plantes et les animaux. Écoutez la fable du *Renard* et du *Jaguar* :

Ne fais pas le bien sans savoir à qui...

Un jour, en se promenant, le Renard entendit un cri rauque.

Qu'est-ce que cela? Je veux voir.

Le Jaguar l'aperçut et lui dit : Je suis né dans cette fosse, j'y ai grandi et maintenant je n'en puis sortir. Veux-tu m'aider à tirer cette pierre?

Le Renard aida, le Jaguar sortit et le Renard lui demanda :

Que me donnes-tu?

Le Jaguar, qui avait faim, répondit : Je vais te manger.

Le Renard était jeune, pourtant il dit : Un bienfait se paye par un bienfait. Il y a dans le voisinage un Homme qui sait toutes choses, allons le lui demander.

Ils passèrent dans une île. Le Renard dit à l'Homme qu'il avait tiré le Jaguar de la fosse et que celui-ci, pour son salaire, voulait le manger.

Le Jaguar dit : Je veux le manger parce que j'ai faim. Les bienfaits ne se payent pas.

L'Homme dit : C'est bien; allons voir la fosse.

Tous trois partirent, et l'Homme dit au Jaguar : Entrez, je veux voir comment vous étiez.

Le Jaguar entra, l'Homme et le Renard roulèrent la pierre. Le Jaguar ne put plus sortir. Alors l'Homme dit au Jaguar : Tu sauras maintenant qu'un bienfait se paye par un bienfait.

Le Jaguar resta dans la fosse, l'Homme et le Renard s'en allèrent.

Ecoutez maintenant ce chant d'amour :

Que de fruits encore verts
Et de jeunes fleurs sur le sol!
Que de sang épandu
A cause de l'amour!

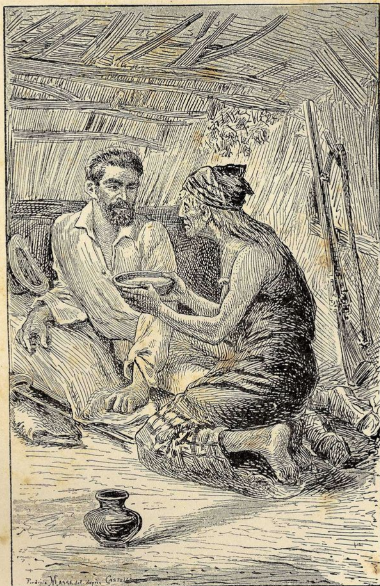
Pin, donne-moi une pomme;
Rosier, donne-moi un bouton;
Fille au teint brun, donne-moi un baiser,
Car je t'ai donné mon cœur.

Le fauve demande la forêt;
Le poisson les eaux profondes;
L'homme la richesse,
Et la femme la beauté.

Rouda qui trône au ciel,
Fais que pour les autres femmes
Il ait le corps couvert de plaies,
Et fais qu'il se souvienne de moi, ce soir,
Au coucher du soleil.

Et la nuit, dans son cœur,
Fais vivre mon souvenir,
Que je sois en sa présence,
Que j'occupe toutes ses pensées.

Pour la seconde partie de sa mission, — rapports avec les Indiens sauvages, — le directeur envoie des Indiens *mansos* auprès des tribus *boçaes* ou *bravas*, afin de leur montrer les avantages recueillis par les tribus venues à la civilisation; il envoie des cadeaux aux chefs et cherche peu à peu à les attirer pour que la tribu réfractaire entre en rapport avec les groupes civilisés.



LE DIRECTEUR D'INDIENS VA CHERCHER LES INDIENS AU FOND DE LEURS RETRAITES.

Tous les ans, le directeur des Indiens présente en même temps, et au président de la province et au gouvernement central, un rapport sur la situation des tribus, et il propose les mesures qui lui paraissent les plus aptes à accélérer chez les Indiens le mouvement de civilisation. Ce sont là les seules attaches hiérarchiques du directeur, bien moins fonctionnaire que missionnaire, apôtre de l'ordre laïque. — Ceci, bien entendu, sans préjudice de ses travaux scientifiques spéciaux.

Nous avons dit que le directeur des Indiens a un rôle mi-scientifique et mi-philanthropique.

En effet, le Brésil est redevable à ce contact permanent de ses civilisés avec les Indiens, par l'intermédiaire des directeurs dont nous parlons, d'excellents travaux linguistiques, anthropologiques et ethnographiques, dont nous n'avons certes pas le pendant pour notre Guyane française et de *roteiros* (relations de voyages, itinéraires) extrêmement précieux. Les œuvres de MM. Couto de Magelhaens, Gonçalves Dias, Baptista Caëtano, Severiano da Fonseca, n'ont pas leurs équivalentes chez nous.

De plus, le directeur des Indiens recueille à la meilleure source, dans ses rapports immédiats et constants avec les tribus, tous les renseignements linguistiques, géographiques, ethnographiques possibles ; renseignements qu'il serait difficile d'obtenir autrement. Il les contrôle au besoin les uns par les autres. Quelques-unes de ces informations ont été précieuses. C'est un Indien, José da Encarnaçáo, qui a fait connaître aux Brésiliens l'importance du Purus et de ses affluents. Ce sont des Indiens qui ont signalé aux gens de Manáos les plus riches de ces terres à caoutchouc qui font aujourd'hui la fortune de la province. Ce sont eux qui ont révélé l'usage d'un grand nombre de plantes indigènes employées aujourd'hui avec le plus grand succès dans la pharmacie générale; c'est par eux qu'on a appris que la fameuse tribu des Mundurucus, si redoutée jadis pour sa férocité, est celle qui présente le plus de dispositions pour l'agriculture sédentaire. Enumérer tous les services rendus dans cette contrée par les

directeurs d'Indiens serait écrire l'histoire de la conquête de l'Amazonie par la civilisation.

Le rôle des directeurs d'Indiens est philanthropique, et, pour dire plus et tout d'un mot, social. Non seulement il est destiné, — c'est du moins ce qui est arrivé au Brésil, — à arrêter la disparition de la race, mais encore à utiliser les éléments indigènes comme base, comme masse principale du travail local.

On sait de quelle manière misérable ont échoué, dans notre Guyane, les entreprises de colonisation européenne. Sans parler d'autres causes, il faut en grande partie attribuer ces insuccès répétés au mépris inintelligent qu'on n'a cessé de professer dans cette colonie pour la race indigène. On ne peut citer qu'une seule exception : les tentatives, d'ailleurs couronnées du plus magnifique succès, faites vers le milieu du siècle dernier à Kourou et à l'Oyapock; tentatives tout de suite abandonnées dès qu'elles eurent réussi. C'est en agissant différemment, c'est en poursuivant avec ténacité l'œuvre de la civilisation des indigènes, que les provinces brésiliennes, nos voisines, ont su peupler leurs comptoirs et leurs administrations, et jusqu'à leurs plus hautes assemblées politiques, soit de purs Indiens appelés à la civilisation, soit de métis de blanc et d'Indien, de ces fameux *mamelucos*, si justement appréciés et dont le premier président de Manáos disait si sagement, lors de la fondation de la province, que c'était sur eux que reposait tout l'édifice social de l'Amazonie. « Les immigrants portugais, en s'unissant aux filles du pays, donnent naissance à cette nouvelle et admirable race des mamelucos, race qui sé distingue des tribus sauvages, non seulement par la couleur plus claire, mais encore, mais surtout, par l'amour avec lequel elle se consacre à l'agriculture et aux arts industriels; et dont les magnifiques exploitations témoignent déjà du haut degré d'industrie et de civilisation auquel elle est parvenue. En Amazonie, l'avenir est à elle. » (J-B. de Figueiredo Tenreiro Aranha, Rapport à l'assemblée provinciale, 1852.)

Ce sont ces indigènes et ces mamelucos qui forment

aujourd'hui le gros des ouvriers employés dans les seringaes, et qui fournissent à la culture nationale du Brésil une production forestière évaluée pour les deux provinces à environ 150 millions de francs par an.

Aussi bien, si, en Guyane, la production forestière est absolument nulle, avons-nous l'explication de cette anomalie étrange dans ce fait, que nous comptons à peine deux douzaines de mamelucos dans cette colonie, tandis qu'à côté ils forment la masse de la population.

Ce qui nous montre, sous une autre face cette vérité éclatante, que la pénétration de l'intérieur n'est possible qu'au moyen des enfants de la forêt vierge. Et on sait que tant qu'une colonie est réduite à n'être qu'une façade sur la mer, maigre comptoir adossé à un continent fermé et hostile, cette colonie demeure languissante dans ses mouvements paralysés.

Attirez les Indiens à vous, et, pour cela, commencez par aller à eux, ne les abandonnez pas à eux-mêmes; et ils vous rendront familier cet intérieur qui aujourd'hui vous épouvante; ils vous prêteront leurs bras pour fouiller cette terre dont ils sont nés, et, en unissant leur sang au vôtre, ils donneront à la civilisation la seule race qui puisse utiliser ces contrées, une race adaptée, et par conséquent viable, et de plus progressiste.

Sans entrer dans plus de détails sur l'organisation de ces sortes de missions, missions permanentes, philanthropiques, scientifiques et utilitaires, de ces espèces d'inspectorats des affaires indigènes confiés, au Brésil, aux directeurs des Indiens, j'ose espérer que j'ai réussi à faire sentir les avantages que pourrait offrir à la Guyane française, un directorat ou inspectorat de cette nature confié à un missionnaire ayant déjà vécu la vie sauvage avec les tribus du Grand-Bois.

CHAPITRE VII

LA VIE AMAZONIENNE : COUNANI

A quelques lieues au nord de l'embouchure du gigantesque Amazone, le Fleuve-Océan des Brésiliens, le *Rio-Mar*, un cours d'eau modeste, aux bords riants et heureux, aux gracieux méandres rappelant la Seine par son tracé et son parcours, descend à l'Atlantique entre un marais peuplé d'oiseaux d'eau, et une montagne peuplée d'urnes cinéraires et funéraires, archives des tribus disparues. Ce fleuve modeste et beau, heureux et calme, c'est le Counani, le rio des vastes prairies, des hautaines futaies et des cimetières indiens.

J'y abordai en juin 1883, arrivant de Cayenne avec ma première mission scientifique officielle. J'y passai deux mois. En août j'y commençais le grand voyage qui, à travers les déserts de l'Amérique équatoriale et les tribus inconnues, devait me conduire non loin des Andes.

Aimez-vous les longs étés sans pluie, au ciel sans nuages; l'atmosphère suave et pure qui rafraîchit l'âme; les solitudes enchantées où rien ne rappelle la dictature de la société? aimeriez-vous à vivre sans le regret de la veille et sans le souci du lendemain dans la certitude d'un avenir heureux, avec la bénédiction de la nature, dans la jouissance d'être, de se laisser vivre, sans appréhension comme sans enthousiasme; avec quelques chevaux, quelques vaches, quelques chiens, quelques fusils et quelques familles d'Indiens sauvages?

Alors vous aimerez Counani.

Large et profond, solennel, beau, pareil à un dieu antique de la bonne marque, le fleuve, toujours majestueux, toujours étonnant, toujours superbe, s'enfonce dans l'intérieur inconnu, s'offrant à nous dans sa partie accessible, la partie inférieure, mais cachant ses sources.

On l'a remonté pendant quinze jours en canot, on a franchi bien des chutes: toujours des cimetières indiens, des forêts de bois des îles, des savanes sans horizon, des montagnes lointaines, des paysages féeriques, et toujours la largeur de la Seine à Paris.

La forêt de la rive. — Vous amarrez le canot à un tronc d'arbre, vous sautez sur la berge, et vous voici dans la forêt de la rive. Les épais feuillages tamisent une lumière incertaine; les mousses et les détritus étendent sous vos pieds un tapis moelleux et élastique; la grande armée des ébéniers, des bois de fer et des palissandres, silencieuse, immobile, sans un souffle, ouvre ses rangs au visiteur. Les oisifs de la forêt, oiseaux qui rêvent et singes qui observent, somnolents dans leurs palais de frondaisons fleuries, vous révèlent à peine leur présence. Des fleurs étranges et inconnues, qui n'ont pas encore de nom en latin, jaillissent de quelque pied d'orchidée caché au haut des arbres et arrêtent le regard au passage avec leurs formes improbables et leurs nuances insoupçonnées. Des lianes gracieuses ou cruelles ornant ou étouffant les géants, pendent élégantes, montent rigides, rampent épaisses, et leur sillon aérien de larges feuilles grasses se poursuit, se perd dans les dédales sylvestres, sans commencement et sans fin. La lourde pénombre saturée d'âcres parfums invite au repos et au rêve; et, quand on est couché, les douces fleurs des mousses fixent la contemplation.

Mais quel est ce cri strident et horrible qui soudain retentit au sein du sommeil de la forêt? Effaré, on se lève, appuyé de sa main gauche crispée à quelque branche que l'on torture; de ma dextre je brandis mon revolver. Eh! c'est un oiseau jaune, gros comme le poing! c'est le couiri, qui vient de proférer ce cri de sorcière. Quand vous aurez fait

votre stage de sauvagiseant, vous irez, sans crainte aucune, par la forêt counanienne, sachant bien qu'elle est plus sûre que les boulevards extérieurs.

Après une heure, errant au hasard, j'arrive, perché sur un roc nu, à dominer une vaste déclivité. La forêt qui s'étend à mes pieds frissonne sous les caresses d'une molle brise. Les oiseaux voletants, les singes qui gambadent, les lianes qui se froissent, les mille frôlements, les mille bruits de la forêt vierge, avant d'arriver jusqu'à moi s'harmonisent, et je n'entends que la mélodie du désert. De larges rayons jaunes se sont glissés dans les verdures: le soleil, qui s'est offert à la fête, nous a fait don de ce qu'il a de plus beau, sa lumière. Chantez, artistes plus ou moins conscients des royaumes végétaux; souffles légers et parfumés, ébattez-vous dans ce champ béni de la nature! solitude profonde, ignorée de l'homme, remplis-moi de ton calme et de ta grandeur; Rousseau, qui as inventé le *Contrat*, et toi, honnête Bernardin, quelle belle prose sentimentale n'élaboreriez-vous pas ici! Un sauvage comme moi ne pouvait songer, perdu dans cette solitude effrayante et délicieuse, à noircir des feuillets. Repu de jouissances intimes, je m'allongeais et m'endormais. Et c'est là, parole d'honneur, ce qu'un honnête homme bien équilibré a de mieux à faire dans l'occasion. Car il me venait alors, sous l'œil paternel de mon Indien, des rêves inoubliables. Et le rêve, comme chacun sait, est ce qu'il y a de meilleur dans l'existence.

Prairie. — La forêt s'étend sur un kilomètre de chaque côté du fleuve: la végétation est l'accompagnement forcé des endroits humides. Au-delà s'étend la prairie, grande région rousse et glabre.

Au sortir de la forêt pleine d'ombre, moite, exsudant d'âcres senteurs, voici le plein-air de la prairie ensoleillée et vivante avec des lignes bleuâtres de montagnes lointaines, dont l'estompe indécise sourit à l'œil contemplateur; et, de l'autre côté, un panorama béant d'ondulations qui fuient, une pleine mer d'herbes jaunissantes dont les vagues, lentes

et molles, déferlent et moutonnent, paresseuses, jusqu'aux dernières limites de l'horizon visuel.

La brise des savanes chante une berceuse dont les allégros font lever la tête et précipiter le pas, et l'on va, alerte, rajeuni, aspirant l'air à pleins poumons, la lumière à pleins yeux et la joie à plein cœur.

A travers les étendues de ces herbages solitaires, des ruisseaux sans nombre, silencieux ou babillards, accompagnés dans leur course par des arbustes inconnus, vont, se cherchant, s'égarant, revenant cent fois sur leurs pas, puis, finissant par se rencontrer, porter, unis, au fleuve des prairies, le tribut des sources lointaines.

Pareil à un tumulus gigantesque, un mamelon isolé couvert de silex blancs et jaunes brille au loin, étincelant sous les feux du soleil. Non, ce n'est point là quelque œuvre de vanité humaine; nul chef caraïbe n'a confié sa carcasse à ce tertre qui n'a rien d'artificiel. De ce belvédère de la prairie, l'œil embrasse à la fois les montagnes, les forêts et la mer. Les ailes blanches des aigrettes, semblables aux voiles des bateaux pêcheurs, les ailes rouges des flamants, pareilles à des flammes, se croisent, se mêlent et tourbillonnent sur les bords des lacs; une biche craintive descend, hésitante, vers les dépressions humides qui sont au bas de la colline; un point noir, l'aigle fauve, plane au zénith; les forêts de l'Occident s'empourprent des tons du soleil couchant, et la frêle fleur des crépuscules, l'héliotrope de l'Amazone, livre son parfum discret aux caresses des zéphirs du soir. En bas, une buée, épaisse, s'élève sur le fleuve. Les pêcheurs, qui sortent du village, envoient jusqu'ici quelques notes perdues d'un chant mélancolique et monotone. La prairie sous la nuit, pareille à la mer endormie ou au désert après la cinquième prière, remplit l'étendue de son calme, de son recueillement et de sa sérénité.

Les pêcheurs. — Et maintenant, pêcheurs, descendons le fleuve jusqu'à son embouchure.

Les pêcheurs sont des poètes ignorant la terre et ses

misères. Ils laissent le port en chantant, la joie gonfle leur cœur comme le vent leur voile, ils vont chercher leur vie au grand désert salé, écoutant la parole de l'Océan, fascinés par cette immensité mouvante de dix lieues carrées qui, à l'horizon, se confond avec le ciel. Plus l'homme se pénètre de sa qualité de grain de poussière, plus il ressent l'ironique avilissement de sa destinée, plus il est fort et plus il est bon. Et c'est pour cela que les pêcheurs sont grands autant qu'ils sont doux.

Hisse! Adieu le fleuve, et valse la goélette sur la haute mer! Après avoir beaucoup péché, je finirai par me faire pêcheur, et ce métier me lavera de toutes mes souillures. Largue tout! Le vent du large, en soufflant sur mon âme, la purifiera, et je jetterai par-dessus bord tous mes soucis.

« Je t'aime, champ des vagues toujours changeant et toujours le même, miroir des étoiles; patrie de mon âme et délice de mon cœur, toi qui portes, dans tes flots mobiles, les espaces infinis, éternels et silencieux, soit endormie, soit soulevée, hurlante ou pleurante, énigmatique rêveuse, ô mer, je t'aime! »

Ainsi parle le pêcheur de Counani.

Cependant, moi qui suis foncièrement prosaïque, je trouve que la mer a bien quelques petits inconvénients. Celui-ci entre autres : on s'y noie. Ce qui est fort désagréable. Il est vrai que ne pas savoir nager constitue une particularité fort adoucissante.

Vous êtes-vous déjà noyé?

. . . .

« Un homme à la mer!... » Je ne sais pas encore nager. Il faudra pourtant, un de ces jours, que j'aille prendre des leçons de natation. L'homme à la mer, c'était moi.

La souffrance a sa volupté, de même le mourir. Où suis-je? Où est la goélette? Il est difficile de nager quand on ne sait pas. La mer est étrange, vue quand on se noie. Le soleil luit au loin sur les flots. La belle vague cruelle! elle me déferle sur la tête et m'empêche de voir. Je tiens la main levée. C'en est fait, ils ne me verront pas! J'enfonce. Mes vêtements

Vous êtes-vous déja noyé ?

sont lourds. Que l'eau salée est mauvaise à boire! La surface de la mer est couverte de soleil. Ils ne me verront pas! Ils ne me verront pas! Pas un bruit de rame. Rien. Ils doivent pourtant me chercher. Je suis seul dans la mer. C'est grand, je ne vois rien. C'est profond, je ne vois pas le fond. J'ai mal au cœur. Les oreilles me tintent. Le soleil s'éteint. Le froid et la nuit.

Et l'on ne s'aperçoit pas quand on perd connaissance, de même qu'on ne s'aperçoit pas quand on s'endort. Quand je revins à moi, j'étais étendu, tout nu, sur le pont de la goélette, qui filait sous le vent. Deux jeunes femmes, deux négresses, la mère et la fille, me frictionnaient à poings fermés. Elles avaient l'air attendri et inquiet. Chaque matelot était à son poste. Mes vêtements séchaient aux vergues. Une lumière dorée emplissait l'étendue.

. . . .

Les sylvicoles. — Dans le Counani tout le monde est et tout le monde sera, toujours en même temps, et un peu agriculteur, et un peu chasseur, et un peû pêcheur; mais deux grands groupes de fonctions s'imposent par-dessus tout : il y aura les sylvicoles et les pastoraux.

Vivre à l'ombre, dans d'épaisses forêts sans routes; un travail qui consiste à se promener, à saigner des arbres, à cueillir des fruits, à arracher des herbes; une petite maison vite construite, cachée sous les ébéniers et ignorée du reste du monde; une rivière avec un canot; un jardin avec des ananas; aux heures calmes, le tonnerre permanent des cataractes dominant les bruits de la forêt; des chiens qui n'aboient jamais, parce qu'il ne vient jamais nul visiteur; se promener sous les vierges feuillées, le long du courant des eaux limpides; quelques dames-jeannes de vin et de tafia sous le toit de feuilles de palmier; des hamacs dans lesquels on se balance, et des nattes sur lesquelles on se roule; deux ou trois Indiens vous rapportant chacun de quinze à vingt francs par jour à saigner des arbres, à cueillir des fruits et à arracher des herbes : auriez-vous, dites-moi, ô jeune homme, quelque goût pour cette vie d'anachorète?

Voici la journée finie. La langueur du soir envahit les sens. La plantureuse et somptueuse nature tropicale, déjà à moitié endormie, s'émeut encore aux dernières caresses de la lumière qui s'en va. Écoutez : un seul bruit. Ce bruit, c'est le bruit qui a précédé la pensée sur la terre et qui lui survivra, le bruit des eaux vivantes qui marchent dans le désert pour accomplir le grand travail éternel qui n'a ni but ni cause. Jeune Indien, avec tes grands yeux doux de bête qui rêve, prends ta viole, et, adossé au tronc noueux de ce cacaoyer sylvestre, regarde les étoiles qui s'allument dans les profondeurs de la rivière immobile, et chante. Chante la bonté du blanc ton maître, les charmes de l'Éden retrouvé, chante le bien-être sans le convenu, la robuste santé que donne le désert, l'endurcissement à toutes les fatigues et à toutes les privations; et surtout chante, chante la liberté d'ici, notre liberté absolue, infinie, aussi infinie que l'étendue des cieux.

Ensuite, mes amis, nous allons nous régaler de ce morceau de tapir boucané, avaler quelques verres de tafia, puis compter le produit du travail de la journée. — Combien de caoutchouc, de cacao, de touca, de salsepareille, de piaçava, de copahu, de coumarou, d'ucuhuba, de carajuru, de carapa, de vanille, de coca, avons-nous récolté aujourd'hui?

. . . .

Les pastoureaux. — Pastoureaux et pastourelles, sous les acajous chargés de fruits vermeils ou dorés, chantez, dansez, ébattez-vous. L'acajou est l'arbre de la prairie. Pastoureaux et pastourelles, ébattez-vous sous les acajous ombreux.

Après des heures de galop sous le clair soleil, voici que mon cheval dresse la tête et se met à hennir. Ce bosquet sur la colline est un bosquet d'acajous; une maison est derrière.

Voici venir le maître de céans, le *fazendeiro*, possesseur de mille bœufs ou vaches et de deux cents chevaux. — Votre serviteur, monsieur le fazendeiro. Un voyageur qui va par la savane, et qui vient vous demander de jouir pour une heure de l'ombrage de vos acajous.

Le fazendeiro, coiffé d'un large chapeau de paille, vêtu d'un

veston bleu et d'un pantalon de coutil blanc, sans retirer sa cigarette, d'un air bon enfant, loyal et fier: — Ami, ma maison est votre maison, entrez, installez-vous, restèz aussi longtemps que vous voudrez, commandez et vous serez obéi. D'où venez-vous? Où allez-vous? Resterez-vous longtemps ici? Que m'importe! Si vous avez des loisirs, et si vous aimez à causer, nous causerons. Toutefois, sachez ceci, je suis un peu causeur peut-être, mais je ne veux pas être indiscret. Voici mes domestiques avec du lait, du café, des gâteaux, des cigares. Celui-ci est attaché à votre personne et vous conduira à votre chambre. Dans deux heures nous dînerons. Nous vous attendrons, car c'est vous qui présidez la table. Je me retire, pour ne pas vous incommoder. Commandez, soyez chez vous.

La fenêtre donne sur le *Campo Grande*, la Grande Prairie. Les lignes boisées des rivières zigzaguent la plaine. Sous la conduite de vachers à cheval, le troupeau est ramené à l'enclos. Sous les pas précipités des bêtes, un nuage de poussière s'élève du sol blanchâtre. Quelques cirrus pâles, fixes au-dessus d'un ciel sans air, estompent légèrement la coupole azurée. Les cavaliers se multiplient élégants et agiles dans leur costume de cuir, ils sont sur les ailes, ils sont à l'arrière, pressant les rangs du bataillon et précipitant sa marche.

Ils entrent dans l'enclos, essoufflés. La sueur ruisselle du front des vachers et du poitrail des chevaux; les taureaux mugissent, les veaux pleurent vagissants; vaches et génisses, comme il convient à leur sexe, entrent silencieuses, dociles et disciplinées, avec la timidité dans les yeux. On va traire. Tout à l'heure on aura du lait, et dans quelques jours du fromage et du beurre.

Vous, les gars! bons capitaines de prairie, vous savez où trouver à boire le tafia qu'on a si bien gagné, et vous savez aussi où vous attendent la farine de manioc et la viande fraîche ou séchée. Et après, pastoureaux, que les ombres propices de la nuit vous inspirent de joyeux ébats. Ce sont là les plaisirs du *Campo*.

— Monsieur le docteur, mon hôte, vous avez vu, sans doute, bien des pays et bien des hommes. Mais prenez garde de fixer ici le terme de votre course errante. On est maître, après Dieu, dans son coin de savane; on récolte soi-même son lait, son café et son chocolat, sa farine de maïs et sa farine de manioc, sa viande, son poisson et ses volailles. Nos économies nous permettent le Rœderer et les violoncelles, les voyages en Europe et les éditeurs, et aussi, sauf votre respect, le piano. Et maintenant que vous entendez la viole soupirer dans la nuit, que vous sentez flotter sur nos têtes la brise moite et parfumée de nos heureuses prairies, buvons, si vous le voulez bien, à la liberté sans bornes de nos déserts, à ces richesses qui ne font pas d'envieux, à ce bonheur plein qui ne connaît ni amertume ni inquiétudes, et qui eût guéri le docteur Faust du mal secret dont souffrait son génie.

L'été. — Counani, noble fleuve sur les rives duquel les esclaves du Brésil, fuyant la maison du maître, sont venus chercher la liberté ; Counani, heureux fleuve, qui a bu de tes eaux ne peut plus t'oublier.

Ce n'est pas seulement pour tes héroïques capitaines! Trajan, un des fondateurs, le vieil athlète calme et doux; Raymond, le chef chevaleresque, le brillant et fécond diplomate; José, le jeune politique, en même temps si fin et si loyal. Ce n'est pas seulement pour tes Français, Guigues, le paladin, le héros antique; Demas, la vertu faite homme. Ni pour toi, mon bon vieux Jouan, qui fus le bras droit de Prosper Chaton, le père de la cité. Non. Ce que je n'oublierai jamais, c'est le climat de Counani.

C'est l'été. Le soleil s'élance, sans se faire annoncer, dans un ciel pâle. La pourpre éclatante d'un crépuscule subit séduit et effraye l'œil qui ne connaît que le paresseux et mélancolique crépuscule des climats tempérés. Jusqu'à sept heures, c'est la fraîcheur d'avril; puis, c'est le rayonnement de l'astre sur le dôme de la forêt et dans l'infini de l'azur, les lances et les étincelles de feu inondant les plaines découvertes... Porte close, par la natte verte et fine qui appelle la brise qui caresse

et repousse le soleil qui brûle à côté de l'eau qui dort fraîche et pure dans les alcarazas ; c'est le temps des somnolences, des siestes et des rêves dans le léger hamac de *tucum* orné de paquets de plumes d'aras. Mais ne vous abandonnez pas trop longtemps à ces charmes énervants et trompeurs, aux jouissances infinies auxquelles nous convient un ciel, un climat séduisants. Ne réalisez que pour une demi-heure le rêve oriental que la chaude et lourde atmosphère qui vous caresse vous invite à créer. Puis, quand l'heure du farniente sera passée, que le soleil sera moins chaud dans la forêt et dans la savane, qu'un labeur actif vous procure l'appétit et le sommeil, n'allez pas dormir toutefois sans avoir joui quelques instants des splendeurs indescriptibles des clairs de lune de la prairie. Les palmiers aux plumes miroitantes sous les reflets de l'astre des nuits, les grands arbres touffus pleins d'ombre et de recueillement, les larges perspectives argentées, le bleu pâle d'un ciel transparent plus vaste que tous les autres cieux du monde, rempliront votre âme d'une joie douce et d'une inoubliable suavité. Car la lune, que l'optique de l'Équateur élargit démesurément, est là plus belle et plus triste qu'ailleurs, car les clartés qu'elle déverse sur la terre ont une netteté presque solaire, une précision, des éblouissements et une poésie qui font songer à des paysages extra-terrestres. Car errant, inconscient et contemplatif au sein de cette nature si poétiquement parée, les ailes du rêve élèveront votre âme jusqu'aux régions du bonheur sans mélange et de l'ineffable sérénité !

L'hiver. — Puis viendra l'hiver avec ses nuages, ses pluies et ses colères. Un instant doux et serein comme en France après l'orage, le firmament se couvre tout à coup d'un nuage épais qui s'étend rapidement d'un bout à l'autre de l'horizon. Grosse et lourde, appuyée sur les quatre coins de la terre, couvant la pluie, la nuée assoupit la nature qui attend, recueillie et silencieuse. Soudain, à un signal mystérieux parti des profondeurs des cieux mornes, les eaux d'en haut se laissent tomber. Elles tombent en pluie compacte, crépi-

tante. Elles bruissent et fument dans l'atmosphère, et couvrent d'une nappe épaisse le sol rougi qui se détrempe. Parfois les hurlements de la tempête déchaînée viennent troubler le silence sinistre qu'impose aux bruits de la nature la chute des cataractes du ciel.

Avec fureur, aveuglément, les torrents descendent, descendent des heures entières.

Toute chasse est interrompue, tout sentier désert, tout ruisseau débordant, toute porte fermée. Les maisons semblent mortes, la campagne est ensevelie. Une brume épaisse couvre tout, la sensation du froid se répand, les Indiens allument des feux sous leur hamac. Enveloppé dans un vêtement de laine je regarde discrètement au vitrage pour voir si je reconnaîtrai, à quatre pas, le visiteur imprudent qui vient, marchant dans le brouillard, appeler à la porte close. C'est l'hiver avec le vent qui gronde, qui siffle, qui rugit, ébranlant les maisons de bois et de paille et déracinant les forêts. Pourtant l'atmosphère a encore, par moments, de chaudes bouffées. Il fait vingt-cinq degrés dans la chambre bien fermée, et, au dehors, les fleurs, solides dans ces pays équatoriaux sur leur pédoncule rigide, bravent les fureurs de l'averse. Encore un peu la pluie briserait les vitres, le vent les ferait tomber de leur gaine, car pluie et vent font rage. Il fait bon, retiré dans son chez-soi, maison, bicoque ou carbet, regarder passer au dehors les fureurs de l'ouragan. C'est le moment de manger ferme et pimenté, de boire le tafia à pleine gorge, pour combattre l'humidité envahissante.

Puis voici qu'on sort de la nuit : on voit à travers la pluie, la poussière d'eau qui cache les maisons voisines se dissipe, les toits apparaissent, l'averse ne tombe plus qu'avec modération et netteté, et ses eaux sont claires, de rouges qu'elles étaient d'abord. On contemple, en même temps, les sentiers de la prairie changés en ruisseau, chargés de boue liquide qu'ils charient, et le grand sourire du ciel bleu. Le soleil darde ses rayons de feu, les toits étincellent, les ruisseaux sont taris, le sable devient brûlant, la boue devient poussière Et tout cela n'a pris que deux ou trois heures.

Mais, prenez garde. Le bleu disparaît sous des nuées pâlottes et grisâtres venues des lointains. Il tombe une pluie imperceptible si elle n'est vue du soleil. Quelle est cette mystérieuse rosée? On ne la voit, on ne la sent pas, et, au bout de dix mètres, on est trempé. Cependant, avant la fin de la journée, le ciel comme honteux de sa conduite hypocrite, reviendra à ses brutalités premières, l'averse furieuse et les vents hurlants recommenceront à sévir.

Toutefois, allez sans crainte, voyageur. Les douches que vous offre la nature ne sont point désagréables. Si vous voulez vous abriter, la forêt vous offre de sûres et tranquilles retraites. Laissez la rivière soulever ses flots, laissez bondir, blanches d'écume, les vagues du cours d'eau courroucé. N'amenez pas seulement l'armure, et voguez gaiement dans le brouillard grandiose.

Les grandes savanes — Laissons un instant le fleuve, traversons la forêt relativement bien peignée des rives, et, à travers les cantons des prairies, acheminons-nous en chassant vers les forêts vierges des montagnes, vers le Grand Bois.

Les aspects multiples de la prairie ne sauraient être décrits avec méthode.

Partout des palmiers bâches, plantés en désordre sur le bord des marais, en avenue sinueuse le long des ruisseaux, en cercle ou en ellipse autour des flaques d'eau. Leurs colonnades sont l'ornement de la prairie.

Les voici, ces beaux palmiers qui enchantent les savanes de l'Équateur américain comme les peupliers embellissent nos prairies européennes, ces bâches où vivent en tribus les perroquets babillards et les aras aux couleurs éclatantes; ils sont parfois morts et décapités, creux et transparents, tristes comme d'antiques colonnes lézardées et en ruine, mais plus souvent pleins de santé, couverts de grappes énormes, plus grosses que des sacs de blé, avec des graines qui sont comme des pommes. Le palmier bâche est un arbre

architectural, une colonne surmontée de dix à douze éventails retombants qui forment chapiteau.

Presque toujours, quelques-uns de ces éventails sont morts. Ils sont détachés de la cime et pendent inertes le long du tronc. Bientôt ils tomberont sur le sol, qu'ils exhausseront de leurs débris. Le tronc lui-même, un jour, tombé par le travers des flaques d'eau, pareil à un boa rectiligne, pourrira en servant de pont aux bergers et aux bestiaux. Et un peu plus tard, sa masse désagrégée servira à l'accroissement de ce sol étrange qui pousse.

Des palmiers inconnus, aux types étranges et bizarres dans l'uniformité de l'espèce, prennent place à côté des palmiers bâches, merveilles de la savane.

Ici et là on a pratiqué l'incinération : l'herbe, plus fine, rappelle celle d'une prairie de France. Elle est émaillée de fleurs sans nom, aux couleurs éclatantes, où se marient le blanc, le jaune et le bleu. Quelques pieds rabougris d'acajous sauvages couronnent les hauteurs.

La savane, aussitôt après l'incinération, se montre à moitié pelée, de grandes roches blanches apparaissent à nu dans les espaces noircis. A côté, de jaunes monticules de sable brillent de loin au soleil, rejetés hors du sol par une cause inconnue : ce sont les habitations souterraines de quelques familles de gros lézards.

A l'infini le paysage varie. Les bœufs paissent en rang l'herbe tendre des bords d'un ruisseau, non loin d'un abatis qui brûle; d'autres vigilantes sentinelles, grimpent aux monticules rocheux pour voir de plus loin venir le tigre.

On respire la santé dans ces savanes équatoriales. Les chaleurs torrides y sont inconnues : le vent y circule librement, entretenant en permanence un air vif et sec. Les insectes des Tropiques, moustiques, maringouins et autres, qui sont le tourment de bien des régions voisines, sont inconnus à Counani. Ces savanes n'attendent que l'Européen. Il y trouvera d'immenses espaces fertiles, sains, de la plus grande beauté, où, à côté de l'élevage du bétail, travail éminemment rémunérateur, à côté de l'exploitation des pro-

A TRAVERS LES ÉTENDUES DE CES HERBAGES SOLITAIRES.

duits forestiers, tel que le cacao, par exemple, travail plus rémunérateur encore, à côté de l'exploitation, dans la lisière boisée, des bois précieux et des bois de construction navale, il pourra se livrer, presque sans aucune dépense préalable, à la culture des produits spéciaux pour lesquels ce riche territoire a un monopole naturel.

Par endroits, des forêts de palmiers à huile, plântées par la nature, s'offrent à l'exploitation du colon. Maintes hauteurs boisées lui offriront les emplacements les plus favorables à la construction de sa maison et de ses enclos. De larges montagnes unies et rocheuses, peuvent fournir les pierres nécessaires à la construction de dix villes, ou être utilisées elles-mêmes comme soubassement de quelque capitale des prairies. Enfin, comme il faut prévoir les objections que d'absurdes descriptions de contrées réputées similaires pourraient inspirer à des esprits prévenus, disons de suite que les serpents et les tigres, beaucoup plus rares dans ces savanes que nulle part ailleurs, ne seront pas des ennemis bien redoutables, mais plutôt des curiosités qu'on chassera pour les empailler. Il en est de même des crocodiles, dont on ne parle plus sans rire quand on a voyagé seulement pendant trois mois dans ces régions.

Ces savanes sont faites pour le colon européen. Le colon européen seul leur manque.

Le grand bois. — La forêt, la grande forêt vierge des hautes terres !... Viens, chasseur, mon ami, viens la voir telle qu'elle est actuellement, sauvage, hostile et fermée.

Le voici, le Grand Bois, plein d'une horreur sublime. Quatre couches de végétation s'étagent entre la boue et l'azur. En bas, se trainent des plantes grasses, massives et luisantes, auxquelles les botanistes n'ont pas encore eu le loisir de donner des noms ridicules. Les feuilles sèches, les fruits mûrs y tombent et alimentent des milliers de tribus de vermine grouillante et d'insectes bourdonnants. Quels sont les mystères de la vie végétale et animale qui s'élaborent dans cette couche en putréfaction et en floraison perpétuelles? Quels sont les artisans de ces âcres et étranges

senteurs, de ces bruits inconnus et indistincts qui s'échappent de cette basse région d'ombre éternelle? Ce creuset où non sans frayeur, on enfonce jusqu'au genou dans les œuvres étranges de la vie et de la mort en perpétuel enfantement, plie, se redresse, crie, grogne, pleure, plane, fuit sous vos pas, et l'on s'étonne de ne pas en voir sortir à chaque instant des monstres.

Des épaisseurs de ce fouillis mouvant s'élancent, frêles et pâles, des arbustes aux feuilles légères. Ces parias de la forêt s'efforcent d'atteindre la tête des grands arbres pour avoir leur part de lumière, de soleil et de vie mais ils ne peuvent y parvenir. Ils végètent dans la pénombre, étiolés et désespérés. Tels tous ces rachitiques qui, dans notre vieille Europe composent la caste des pauvres, des vaincus de la destinée.

Des rangs pressés de ces tristes victimes jaillissent les corps robustes des grands arbres. Leurs cimes hautaines accaparent les rayons solaires qui ne luisent que pour les caresser, et les ondées bienfaisantes qui ne tombent que pour les désaltérer, eux les heureux, les riches. Cette classe dirigeante interpose entre le plein ciel et les arbustes vaincus une masse épaisse, compacte, impénétrable d'une verdure reluisante de force et de santé.

Cette couche infinie de verdure qui, vue d'en haut, ferait croire à la mer calme, vue d'en bas montre à la terre des branchages capricieusement travaillés, semblables aux piliers contournés de quelque fantastique temple hindou, merveilleuse architecture soutenant entre le ciel et la terre le plafond de la forêt vierge.

Ce fût de colonne, ce fourmillement de piliers végétaux, c'est la grande mine du Counani, plus riche à elle seule que tous les gisements d'or et de diamants mis ensemble.

De cette mer de verdure, endormie avec les vents assoupis, houleuse avec les vents déchaînés, émergent çà et là les têtes de quelques géants de la forêt. Fort éloignés les uns des autres, solitaires et solennels, ils ressemblent à autant de pasteurs de peuples surveillant avec gravité la vie des cités et des nations. A travers le fouillis des colonnes qui fait penser

à quelque carnac impossible, bouleversé et surnaturel, mais plus grand que toute l'Égypte avec tous ses déserts, le fût de l'arbre géant apparaît, énorme, monstrueux. Ou plutôt il est entrevu, car tout cela est vague et indistinct. Les arbustes étiolés, la végétation des lianes et des plantes grimpantes, le balancement de feuilles gigantesques qui tapissent l'espace sur des mètres carrés, dissimulent l'ensemble et les détails dans la demi-obscurité du milieu.

Parfois le ciel se couvre. Perdu dans les épaisseurs de la végétation vierge, le voyageur n'y voit pas plus qu'en pleine nuit. L'obscurité et la terreur descendent, plus épaisses et plus sombres, des architraves du plafond feuillu au grouillement sinistre des pourritures d'en bas. Tout se tait, l'oiseau ne chante plus, le singe cesse de hurler, les fauves ne font plus entendre leur cri rauque, les insectes eux-mêmes cessent leur bourdonnement. Le silence, la nuit, l'attente de quelque grand événement sont d'une mise en scène terrible comme une réception maçonnique du moyen âge. Tout à coup, un éclair bizarre, crépitant, déchire l'obscurité de la forêt recueillie, les colonnes et les architectures végétales apparaissent comme une vision de temple ruiné escaladé par la horde confuse des plantes grimpantes tropicales. Puis des bruits sourds, qui glacent le cœur, se font entendre. C'est la tempête entre-choquant les hautes cimes qui grincent, gémissent et craquent. Ce sont les grandes lianes qui se meuvent et paraissent fuir, pleurant sur un mode presque humain, dans des frôlements mystérieux. Ce sont, dans les fourrés, de vagues bondissements de bêtes effarées, des cris lugubres qui sont peut-être un jeu du vent, des avalanches de pluie sifflante, clapotante qui inondent la verte toiture, et une rosée qui suinte et tombe goutte à goutte à travers les épaisseurs de la charpente des branchages. Et, dominant tout, le tonnerre qui roule, roule, en haut, sur les dômes de la forêt qui frémit sous la commotion électrique.

Puis tout cela s'agite et crie bruyamment. C'est le vent qui chasse les nuées, c'est le règne animal qui sort de sa torpeur pour annoncer la réapparition du soleil. La forêt se remplit

à nouveau de lueurs crépusculaires, et le voyageur, éperdu, croit assister à quelque féerie d'Hoffmann en action. Grelottant et fiévreux, il voit dans les lianes qui courent d'arbre en arbre autant de serpents gigantesques prêts à l'enlacer, et, sentant un crapaud sous ses pieds, il croit, halluciné, que le sol marche et s'exhausse.

Je ne sais si le massacre de lapins officiels, dans quelque forêt de l'État, par quelque haut dignitaire d'un gouvernement quelconque, présente beaucoup d'émotions, — un pauvre ver de terre comme moi n'est pas convié à ces solennités grandioses, — toutefois, j'ose préférer, jusqu'à nouvel ordre, les promenades solitaires dans les dédales du Grand-Bois, telles que je les pratiquais, un fusil bien pacifique sur l'épaule, dans les forêts vierges du pays de Counani.

Le village. — Notre bourgade porte le nom du fleuve principal, elle s'appelle Counani.

Elle ne compte encore qu'une trentaine de maisons et environ trois cents habitants. Il faut dire qu'elle ne date guère que de vingt-cinq années. Toutefois, c'est un milieu historique, car les jésuites y formèrent, il y a un siècle, un village de trois à quatre cents Indiens. C'est enfin une ville d'avenir, en raison de la situation exceptionnelle qu'elle occupe dans la grande région des prairies du bas Amazone.

Le village actuel se trouve à vingt-trois kilomètres de la mer, en tenant compte des sinuosités du fleuve, et à quinze en ligne droite. En profitant de la marée, des vapeurs de trois cents tonnes de jauge peuvent remonter jusqu'au village et s'amarrer à quai, car il y a un quai, si rudimentaire qu'il soit. A l'embouchure du fleuve, sur la rive sud, se trouve un vaste et bon port naturel, offrant des profondeurs de quinze mètres, et complètement abrité par une montagne qui s'avance en promontoire dans la mer.

Les maisons se groupent autour de deux grandes places publiques assez bien dessinées, et le long des rues bien tracées. Ces constructions sont assez sommaires, elles sont toutes sans plancher ni étage, excepté la maison du capitaine

Trajan. La brique et la tuile sont rares, je crois qu'on n'en trouve guère qu'à l'église. Tout est construit en bois, bois bruts ou plus ou moins équarris reliés entre eux par un clayonnage d'argile. La toiture, une admirable toiture qui brave cinq hivernages sans une gouttière, est en feuilles de palmier. C'est confortable, c'est propre, c'est sain. Et chaque maison coûte trois semaines à construire. Peu de tables : on mange souvent accroupi sur des nattes; peu de lits : on use là-bas du hamac, de l'inénarrable hamac, poésie de l'Amérique chaude.

Ce qu'on y mange? du pain, si vous voulez. Nous avons à Counani de la farine de froment qui nous vient des États-Unis, et des boulangers qui nous viennent du Brésil, où ils étaient esclaves. Le maïs, le riz, le manioc, ne nous manquent pas non plus. La biche, le tapir, la paka, l'agouti, la perdrix, l'agami, le hocco, la poule d'eau, les tortues, mille poissons, remplaceraient le bifteck aux pommes, si nous n'avions aussi notre bétail. Les pommes de terre de là-bas s'appellent des ignames, et sont supérieures aux nôtres. Comme fruits, vous avez l'ananas, la mangue, la banane, la papaye et cent autres. Si vous aimez les conserves, trois magasins, oui, vous lisez bien, trois magasins en regorgent. Vous pouvez vous offrir des pâtés de pluvier, des lièvres entiers, des haricots verts, du homard, et tout l'assortiment que vous savez. L'absinthe Pernod? Nous en avons chez Demas, chez Trajan et chez Vasconcellos. Du cognac? Nous en avons, d'ailleurs aussi mauvais que celui que l'on boit à Paris. Du tafia? Je n'en parle qu'en me découvrant, car c'est la première boisson du monde; eh bien, les Counaniens boivent le tafia comme les Bavarois boivent la bière. La bière? Nous en avons des marques anglaises, allemandes, danoises et américaines. Des volailles? C'est la plaie du pays. Du lait? Parbleu! Du chocolat? C'est le pays. Du tabac? Nous récoltons la qualité de la Havane. Du café? Il entoure nos maisons; nous prenons du café dix fois par jour. Du vin? Assurément, et qui nous coûte moins cher qu'à vous autres Européens : d'abord, parce que s'il était falsifié il ne sup-

porterait pas la traversée; ensuite, parce que son fret ne nous revient qu'à quatre centimes le litre et que nous ne payons pas de droits; et enfin, parce qu'un voyage de quatre mois en mer le vieillit de quatre bonnes années bien authentiques. Nous ne buvons que du « Retour des Indes. »

Alors, me demanderez-vous, vous avez engraissé là-bas? Oui, en effet. Et c'est même la seule fois de ma vie que cela me soit arrivé.

Les habitants. — Les fêtes ? Oh les habitants de Counani ne sont pas moroses ! Ils fêteraient volontiers tous les jours, s'ils le pouvaient, le souvenir de leur sortie de la terre de servitude.

La population civilisée, formant un total de six cents individus environ, est le produit du mélange de trois sangs : le blanc, l'indien et le nègre.

C'est une bien bonne et bien curieuse race que cette race tri-métisse. Fidèle à ses origines sauvages, chaque famille a sa maison d'isolement, au fond des forêts, sans voisins. Elle a aussi sa maison de ville, dans l'un des quatre centres, mais elle n'y habite que temporairement : sa vraie patrie, c'est la solitude du désert. Hospitaliers, généreux, prodigues, insouciants, braves, épicuriens : ils forcent la sympathie. S'ils n'étaient paresseux et dissipateurs, ils seraient tous riches; mais à quoi bon travailler pour la richesse quand on jouit, dans la plénitude, du bien-être et de la liberté !

Ils ne sont pas voleurs, pourquoi le seraient-ils ? pas violents : quelques coups de couteaux tous les dix ans ; pas trop ivrognes, et ni plus ni moins débauchés que le commun des Parisiens. N'ayant pas encore de cafés-concerts, ils se montrent attachés aux pompes du culte catholique. Ils ont une école laïque et gratuite, mais pas obligatoire.

Ils aiment à s'essayer au français, qu'ils parlent sans accent mais aussi sans orthographe. Ils sont plus familiers avec le créole de Cayenne et parlent couramment le portugais, langue maternelle de la plupart d'entre eux.

Le type général n'est pas désagréable ; il se blanchit d'ail-

leurs tous les jours, car des blancs de Cayenne et de Pará sont fréquemment de passage dans la contrée.

Tous travaillent, mais tous travaillent peu.

Ils récoltent une assez grande quantité de farine de manioc, qui entre pour une bonne part dans l'approvisionnement des placers de la Guyane française. La pêche du machoiran, dont ils vendent la chair salée et la colle, la construction de quelques goélettes, constituent leurs principales industries. La culture du café, du maïs, du tabac, du coton, du roucou, la récolte des cacaos de la grande cacaoyère de Counani, la récolte des produits forestiers, les embryonnaires exploitations d'or d'alluvion, l'élevage, ne sont actuellement que des accessoires.

L'exportation et l'importation réunies ne donnent pas lieu à un mouvement d'affaires de moins d'un million de francs par an, et cela malgré l'absence presque complète dans la contrée de ce stimulant tout-puissant : le capital.

Ce commerce se fait avec Cayenne, Vigia et Pará, les trois grosses villes les plus voisines. Et il se fait par des goélettes de cinq à quinze tonneaux appartenant aux armateurs de Counani, goélettes construites à Counani et montées par des équipages de Counani. Les négociants de l'endroit, Victor Demas, Trajan, Vasconcellos, ont chacun leur compte courant dans quelque forte maison de Cayenne ou de Pará, et il faut ajouter que ces Counaniens sont fort avantageusement connus sur les deux places.

Rendement industriel. — S'imagine-t-on ce que rapporterait une exploitation industrielle dans cette contrée ?

Laissons de côté l'élevage, qui donne d'excellents résultats, mais qui demande quelques années avant d'être rémunérateur; l'or, qui est très abondant, mais dont l'exploitation est un peu aléatoire; les cultures industrielles, qui sont d'un bénéfice certain mais partout peu rémunérateur, même à Counani; les bois, qui ne peuvent être de suite entrepris en grand par l'industrie sans de coûteuses et hasardeuses écoles : et voyons ce qu'on peut faire en se livrant à l'industrie qui

est l'industrie principale de notre grand milieu amazonien, voyons ce qu'on peut faire avec la seule industrie des produits forestiers.

Il s'agit ici de faits positifs, mathématiques, qu'il faut toutefois faire précéder de certains développements.

L'Amazone, le plus grand fleuve de l'Amérique du Sud et du monde, voit aujourd'hui, dans son bassin plus vaste à lui seul que la moitié de l'Europe, se développer un mouvement économique qui ne tardera pas à assurer à l'Amazonie un des premiers rôles parmi les plus importants marchés de la terre.

Depuis seulement trente années, l'exportation du marché amazonien a plus que décuplé. Au fur et à mesure que de nouvelles régions, de nouvelles rivières étaient abordées par l'exploitation, des villes se créaient, des lignes de bateaux à vapeur, des banques, des maisons colossales, s'établissaient; le commerce total s'élevait de vingt millions à cinquante, puis à cent, à cent cinquante, à deux cents. Aujourd'hui ce chiffre a été dépassé.

Et cependant, au sein de ces immenses espaces, parmi tant de trésors dont regorge cette étonnante contrée, les efforts de l'exploitation actuelle, si rapides, si multipliés, si fiévreux qu'ils puissent être, n'empêchent pas que des milliards de francs se perdent annuellement, faute de pouvoir récolter seulement les fruits de la forêt.

Une des raisons qui expliquent que cette progression pourtant déjà exceptionnellement rapide ne le soit pas encore beaucoup plus, est la dispersion de la population indigène, cette mine précieuse de la main-d'œuvre locale. Les tribus, pourtant si aisément assimilables, se prêtant si aisément à la domestication, donnant par le croisement de si heureux résultats, les tribus, à la suite de traitements maladroits infligés naguère encore par les employeurs européens, se sont dispersées dans les forêts de l'intérieur. Ces injustices à l'égard des Indiens, bien connues dans la contrée, arrachaient hier encore des plaintes éloquentes et indignées à un philan-

thrope vénérable, qui est en même temps un savant illustre, M. de Macedo, évêque du Pará.

Et aussi toutes les autorités, tous les hommes de bien du pays ne cessent de signaler, en le déplorant, ce fâcheux état de choses. La race indienne durement exploitée, gaspillée, recule, se dissémine, s'enfuit et disparaît.

La civilisation de l'intérieur a regressé par suite du gaspillage qu'on a fait des Indiens, par suite du système d'utilisation aveugle et inintelligente qu'on leur a toujours appliqué. Ce sont eux pourtant qui sont les maîtres des immenses régions de l'intérieur, régions encore inexploitées ou même inexplorées. Ce sont eux qui, en mêlant leur sang au sang européen, constituent cette belle race amazonienne actuellementen formation, une des grandes races de l'avenir. L'éloge de cette race indienne. autrement noble, autrement belle, autrement intelligente et progressiste que la race nègre, n'est plus à faire aujourd'hui. Malheureusement, le gouvernement de Rio, si habile pourtant à tant d'autres égards, s'obstine à ne voir guère dans l'Indien qu'un sujet d'études linguistiques et anthropologiques, tandis qu'il gâte des millions à essayer d'acclimater tant mal que bien le blanc d'Europe aux forêts vierges du tropique américain. Pour le gouvernement français, lui, il a bien d'autres chats à fouetter.

Ainsi le rôle économique de l'élément indigène qui est, par excellence, l'élément vital du pays, semble être ignoré ou dédaigné par l'action gouvernementale, et est ou négligé ou exploité d'une façon abusive et peu clairvoyante par l'initiative privée.

Pour donner de suite au Counani l'impulsion qui en ferait, d'ici quelques générations, un des grands marchés du nouveau monde, il suffirait de lui appliquer, dans la pratique industrielle, quelques-unes des méthodes que nous indiquent la science sociale et la science économique.

Il faut arriver à centraliser la main-d'œuvre indigène. Le procédé matériel est connu et expérimenté, c'est la création de villages indiens, l'*aldeamente*, qui a déjà donné de fort beaux résultats à l'Amazone, chaque fois qu'on a voulu s'en

occuper d'une façon sérieuse. Le village tient la tribu : l'Indien en village est virtuellement civilisé, il travaille, il progresse. Ce sont les quatre-vingt mille Indiens demi-domestiqués de l'Amazone qui fournissent la plus forte part aux cent cinquante millions de francs d'exportation de la contrée.

Cette main-d'œuvre indigène assurée, il faudrait méthodiser les procédés d'exploitation des produits forestiers. Ces procédés sont aujourd'hui bien grossiers, bien sauvages, et cependant ils donnent de beaux résultats. Pour ne parler que des procédés de fabrication, n'est-il pas curieux de montrer seulement pour ce qui est du caoutchouc et du cacao, combien d'efforts isolés, de tentatives sans écho et sans résultats ont jusqu'à ce jour tourmenté, en vue de bénéfices plus considérables, l'esprit des producteurs.

Sans doute, des efforts plus savants, plus puissants, arriveraient à produire, — avantage incalculable et pour les initiateurs, et pour la science, et pour la consommation générale, — des résultats incomparablement moins coûteux et meilleurs. Des procédés méthodisés et perfectionnés, élaborés et appliqués non par des théoriciens en chambre n'ayant jamais étudié la question de nos forêts et de nos Indiens que dans les écoles Centrales ou les écoles Polytechniques des deux mondes, mais par des spécialistes d'une sérieuse instruction théorique et technique fortifiée ultérieurement à la rude école de la vie sauvage vécue avec les tribus du Grand-Bois; ces procédés ne pourraient manquer de faire la fortune de leur inventeur en améliorant l'industrialisme local.

A côté du perfectionnement des procédés et des méthodes, il y a l'étude systématique et synthétique de l'intérieur. Le chef d'exploitation, un de ces spécialistes éprouvés dont nous venons de parler, battrait constamment le pays en compagnie des Indiens de ses tribus, pour découvrir les milieux les plus riches en produits forestiers.

Les centres d'exploitation trouvés, les stations aux croisements des routes naturelles installées, ateliers d'extraction et factoreries joueraient à la fois le rôle de propulseurs du

travail indigène, de centres d'attraction et d'ateliers modèles. En dehors des bénéfices pécuniaires qu'ils rapporteraient, ils seraient le plus puissant facteur de la civilisation locale. Ce serait là que l'Indien apprendrait à travailler, là serait l'usine centrale où l'Indien travaillant à son compte dans les rivières viendrait vendre ses produits. L'Indien qui ne se verrait plus exploité serait encouragé au travail, et la production irait progressant, au plus grand bénéfice de l'entreprise et à la plus grande gloire de la civilisation. On civiliserait l'Indien en l'utilisant et en lui enseignant à s'utiliser soi-même.

Par ce triple procédé :

Centralisation de la main-d'œuvre indigène,

Perfectionnement et méthodisation des procédés d'extraction des produits forestiers,

Éducation et moralisation de la production indigène,

On arriverait aisément et promptement à promouvoir dans la contrée une prospérité économique toujours croissante et toujours plus intense;

A mettre en profit, au plus grand bénéfice de l'entreprise mais aussi au plus grand avantage d'une race fort intéressante, une des régions les plus riches, les plus belles et les plus saines du globe.

Sans doute, on n'aurait pas tout spécialement en vue une œuvre philanthropique; toutefois, n'est-il pas heureux de pouvoir constater que d'autant plus on ferait une bonne affaire, d'autant plus on ferait une grande œuvre ?

Les centres d'exploitation installés, il va sans dire que le genre d'exploitation devra être celui-là même qui enrichit toute la grande contrée voisine, l'Amazonie. En matière industrielle et finançière il faut, autant qu'on peut, se garder de se lancer dans des innovations hasardeuses.

L'exportation de l'Amazonie est de cent cinquante millions de francs par an, dont cent dix pour le caoutchouc, dix pour le cacao, trois pour la noix du Brésil, et le reste pour la salsepareille, la piaçava, le copahu, l'ucuhuba, le coumarou, le carajuru, le carapa, la vanille, la coca, etc. On ferait ces

fruits, ces produits. Il est palpable qu'il vaut mieux cueillir les fruits que de couper l'arbre à pied, c'est moins coûteux et plus lucratif. L'entreprise ayant une installation puissante et bien organisée, des procédés perfectionnés, de la main-d'œuvre indigène à discrétion, il est clair que là où le travailleur ignorant, isolé, livré à ses propres ressources réalise de beaux bénéfices, l'entreprise ne pourrait qu'en réaliser de beaucoup plus considérables encore.

Il y a aussi l'or, aussi abondant dans le Counani que dans la Guyane française et le Vénézuéla, contrées où existent actuellement des mines donnant de un à dix-sept millions de francs par an; il y a des pierres précieuses, des métaux variés. Mais ces industries présentent des aléas et il faut faire les aléas. Il ne faut pas sortir du domaine de l'absolument positif. L'or, on sait où il existe dans le Counani, on le prospectera encore, et plus tard on verra. De longtemps il devra être question réservée. De même, et alors pour des raisons de moindre rendement, toute tentative d'exploitation forestière, agricole ou pastorale, devra demeurer subordonnée et accessoire.

Voici, à titre d'échantillon, un devis des prix de revient des trois principaux produits forestiers. C'est le prix de revient actuel. On ferait toujours au moins cela. D'autres produits forestiers, les plantes médicinales par exemple, donnent de plus gros bénéfices. Mais ne tablons que sur ce qui est connu, commun, banal.

Les terres à caoutchouc, ou à cacao, ou à noix du Brésil découvertes, on y met des Indiens. On paye ces Indiens, quand on les paye bien, ou pour mieux dire, quand on les paye, deux francs par jour et on les nourrit. Le payement se faisant en marchandises que l'on tarife, dans la contrée, d'au moins cinquante pour cent de bénéfice net, — (et même jusqu'à trois mille pour cent!) — le payement revient, au plus, à un franc par jour. La nourriture se compose de trois éléments : la farine de manioc, le tafia et le tabac. Pour accroître leur bien-être, les Indiens, aux heures de loisir, chassent et pêchent. On compte en moyenne, pour la dépense de

farine de manioc, tafia et tabac, un franc par homme et par jour. Ce qui met le prix de revient d'un Indien, solde et nourriture, à environ deux francs par jour.

Or, l'Indien récolte en moyenne par jour :

En caoutchouc, trois kilogrammes, poids en frais. Sec, ce caoutchouc se réduit à deux kilogrammes et demi. En tenant compte des diverses qualités de caoutchouc, et en tablant sur les prix de la plus grande baisse sur place (cinq francs le kilogramme), on peut dire que le produit brut de l'Indien au caoutchouc représente sur place douze francs cinquante centimes par jour. La saison de la récolte du caoutchouc dure environ cinq mois, soit au moins cent jours de travail. Travail de cent jours, solde et nourriture : deux cents francs. Nourriture de cinquante jours sans travail : cinquante francs. Total dépenses : deux cent cinquante francs. Produit brut : deux cent cinquante kilogrammes de caoutchouc à cinq francs, soit douze cent cinquante francs. Bénéfice net d'une saison d'un Indien au caoutchouc : mille francs.

En cacao, vingt kilogrammes, à un franc le kilogramme, en moyenne, sur place, soit vingt francs par jour. La saison du cacao dure trois mois, soit, au moins, soixante jours de travail. Travail de soixante jours, solde et nourriture : cent vingt francs. Trente jours de nourriture sans travail : trente francs. Total dépenses : cent cinquante francs. Produit brut : douze cents francs. Bénéfice net par homme et par saison : mille cinquante francs.

En noix du Brésil, quatre-vingt-dix kilogrammes à vingt-cinq centimes l'un, soit vingt-deux francs cinquante centimes par jour. La saison dure trois mois, soit soixante jours de travail. Travail de soixante jours, solde et nourriture : cent vingt francs. Nourriture de trente jours sans travail : trente francs. Total dépenses : cent cinquante francs. Produit brut : cinq mille quatre cents kilogrammes à vingt-cinq centimes sur place, soit treize cent cinquante francs. Produit net par homme et par saison : douze cents francs.

On voit que le caoutchouc est un peu moins rémunérateur que le cacao et la noix du Brésil, puisque la journée brute

fruits, ces produits. Il est palpable qu'il vaut mieux cueillir les fruits que de couper l'arbre à pied, c'est moins coûteux et plus lucratif. L'entreprise ayant une installation puissante et bien organisée, des procédés perfectionnés, de la main-d'œuvre indigène à discrétion, il est clair que là où le travailleur ignorant, isolé, livré à ses propres ressources réalise de beaux bénéfices, l'entreprise ne pourrait qu'en réaliser de beaucoup plus considérables encore.

Il y a aussi l'or, aussi abondant dans le Counani que dans la Guyane française et le Vénézuéla, contrées où existent actuellement des mines donnant de un à dix-sept millions de francs par an; il y a des pierres précieuses, des métaux variés. Mais ces industries présentent des aléas et il faut faire les aléas. Il ne faut pas sortir du domaine de l'absolument positif. L'or, on sait où il existe dans le Counani, on le prospectera encore, et plus tard on verra. De longtemps il devra être question réservée. De même, et alors pour des raisons de moindre rendement, toute tentative d'exploitation forestière, agricole ou pastorale, devra demeurer subordonnée et accessoire.

Voici, à titre d'échantillon, un devis des prix de revient des trois principaux produits forestiers. C'est le prix de revient actuel. On ferait toujours au moins cela. D'autres produits forestiers, les plantes médicinales par exemple, donnent de plus gros bénéfices. Mais ne tablons que sur ce qui est connu, commun, banal.

Les terres à caoutchouc, ou à cacao, ou à noix du Brésil découvertes, on y met des Indiens. On paye ces Indiens, quand on les paye bien, ou pour mieux dire, quand on les paye, deux francs par jour et on les nourrit. Le payement se faisant en marchandises que l'on tarife, dans la contrée, d'au moins cinquante pour cent de bénéfice net, — (et même jusqu'à trois mille pour cent!) — le payement revient, au plus, à un franc par jour. La nourriture se compose de trois éléments : la farine de manioc, le tafia et le tabac. Pour accroître leur bien-être, les Indiens, aux heures de loisir, chassent et pêchent. On compte en moyenne, pour la dépense de

farine de manioc, tafia et tabac, un franc par homme et par jour. Ce qui met le prix de revient d'un Indien, solde et nourriture, à environ deux francs par jour.

Or, l'Indien récolte en moyenne par jour :

En caoutchouc, trois kilogrammes, poids en frais. Sec, ce caoutchouc se réduit à deux kilogrammes et demi. En tenant compte des diverses qualités de caoutchouc, et en tablant sur les prix de la plus grande baisse sur place (cinq francs le kilogramme), on peut dire que le produit brut de l'Indien au caoutchouc représente sur place douze francs cinquante centimes par jour. La saison de la récolte du caoutchouc dure environ cinq mois, soit au moins cent jours de travail. Travail de cent jours, solde et nourriture : deux cents francs. Nourriture de cinquante jours sans travail : cinquante francs. Total dépenses : deux cent cinquante francs. Produit brut : deux cent cinquante kilogrammes de caoutchouc à cinq francs, soit douze cent cinquante francs. Bénéfice net d'une saison d'un Indien au caoutchouc : mille francs.

En cacao, vingt kilogrammes, à un franc le kilogramme, en moyenne, sur place, soit vingt francs par jour. La saison du cacao dure trois mois, soit, au moins, soixante jours de travail. Travail de soixante jours, solde et nourriture : cent vingt francs. Trente jours de nourriture sans travail : trente francs. Total dépenses : cent cinquante francs. Produit brut : douze cents francs. Bénéfice net par homme et par saison : mille cinquante francs.

En noix du Brésil, quatre-vingt-dix kilogrammes à vingt-cinq centimes l'un, soit vingt-deux francs cinquante centimes par jour. La saison dure trois mois, soit soixante jours de travail. Travail de soixante jours, solde et nourriture : cent vingt francs. Nourriture de trente jours sans travail : trente francs. Total dépenses : cent cinquante francs. Produit brut : cinq mille quatre cents kilogrammes à vingt-cinq centimes sur place, soit treize cent cinquante francs. Produit net par homme et par saison : douze cents francs.

On voit que le caoutchouc est un peu moins rémunérateur que le cacao et la noix du Brésil, puisque la journée brute

qui au caoutchouc vaut seulement douze francs cinquante centimes, vaut vingt francs au cacao et vingt-deux francs cinquante à la noix du Brésil.

Un Indien que l'on pourrait faire travailler l'hiver au caoutchouc et l'été au cacao ou à la noix du Brésil, — mais on obtient difficilement de l'Indien tant de travail suivi, — rapporterait plus de deux mille francs par an. Au moins peut-on compter sur un minimum de mille francs.

Le travail des demi-civilisés du Counani comme de l'Amazone est encore plus rémunérateur, car, si on les paye le double et si on les nourrit mieux, aussi fournissent-ils une somme de travail beaucoup plus considérable. Malheureusement il n'y a plus guère aujourd'hui de ces travailleurs de disponibles sur le marché amazonien ou counanien.

Mais ces produits forestiers sont-ils abondants dans le Counani? Il suffit de répondre que le caoutchouc vit en famille à quelques heures au-dessus du village, que la salsepareille et la noix du Brésil abondent partout dans le Grand Bois, que d'immenses forêts de carapa bordent les rives du fleuve Cachipour, et qu'enfin le cacao...

Mais le cacao mérite une mention spéciale. Sans parler du cacao sylvestre, qui se trouve un peu partout dans les hautes terres, nous avons à Counani le cacao franc, le cacao cultivé.

A un jour de canotage au-dessus de la capitale, sur la rive droite du fleuve, longeant la rive droite pendant quatre kilomètres et sur un kilomètre de profondeur, se trouve une des plus vastes cacaoyères du bassin de l'Amazone. Cette cacaoyère, la cacaoyère de Counani, a été plantée par les jésuites en 1780. Elle compte plusieurs milliers de pieds de cacao. Actuellement elle est propriété communale, ou plutôt terrain vague, *res nullius*. Les Counaniens y vont charger de fruits leurs goélettes. Ils les cueillent parfois même verts pour manger la pulpe, qui est sucrée et rafraîchissante. Ils récoltent les fruits mûrs pour en extraire le chocolat nécessaire à leur consommation. Quelques-uns, plus modernes, vont jusqu'à exporter leur récolte. En somme, les trois quarts, au moins, de la production se perdent. Cependant ce qui est ainsi

mangé vert, gâté, gaspillé, utilisé ou exporté, ne représente pas une valeur inférieure à vingt-cinq mille francs par an.

A propos de la cacaoyère de Counani il faut remarquer plusieurs choses :

D'abord, bien qu'elle produise pour environ cent mille francs par an, — revenu dont on aurait aisément la ferme pour dix mille francs de redevance payés annuellement aux Counaniens, — cette production ne représente pas la moitié de la production dont sera susceptible la cacaoyère quand elle sera un peu élaguée, entretenue, débarrassée des grands arbres qui l'encombrent en trop grand nombre.

Ensuite, pour centenaire qu'elle soit, la cacaoyère n'est pas fatiguée. Pour peu qu'on l'entretienne, une cacaoyère vit plusieurs siècles. Les quatre ou cinq grandes cacaoyères de l'Amazone, — lesquelles fournissent ensemble pour environ dix millions de francs de fruits par an, celles du Cacoal Grande et du Cacoal Real, près d'Obidos, celles du bas Amazone et celles du Solimoes, sont toutes séculaires. Le Cacoal Real date de 1680.

Enfin, avoir une cacaoyère constitue un monopole naturel pour l'exploitation en grand du cacao. En effet, on n'improvise pas une cacaoyère. On ne peut créer des cacaoyères que dans la région où il s'en trouve déjà. La semence du cacaoyer telle qu'on l'expédie pour être convertie en chocolat, ne peut pas germer. Pour reproduire, elle doit être plantée fraîche; de plus, le fruit qui contient cette semence ne peut se conserver qu'un nombre limité de jours, ce qui ne lui permet pas d'être transporté à de grandes distances.

D'où je conclus que Counani pourra être, quand on voudra, un des grands centres de production du cacao. Et un des premiers entre ses pairs, car la cacaoyère de Counani est une des plus importantes qui soient en Amérique.

Ceci soit dit sans insister, car, ainsi que nous l'avons vu, Counani a d'autres richesses que sa cacaoyère.

L'obtention de toutes faveurs, tous privilèges, toutes concessions, toutes fermes, toutes majorations de premier arrivant étant absolument certaine, — les capitaines actuels

et toute la population sont disposés à consentir à tout pour attirer les Français à Counani, — pouvons-nous prévoir les bénéfices?

Le budget des dépenses comprendrait la création d'un service de petits vapeurs côtiers reliant Counani à Cayenne d'une part et de l'autre à Pará, le grand port amazonien; les dépenses d'administration proprement dites et les dépenses d'exploitation. Pour le budget dépenses, il n'y a pas de chiffre à donner. D'abord je ne suis pas spécialiste en administration, et ensuite je crois savoir que cela dépendrait de l'habileté, du savoir-faire ou de l'honnêteté des directeurs de l'entreprise.

Pour ce qui est du budget recettes, il faudrait le prévoir à peu près nul pour la première année. Pour la seconde année on peut prévoir un minimum de recettes brutes. Comment que l'on s'y prenne on n'aura pas, pendant les douze premiers mois, glané dans la contrée, tant en demi-civilisés qu'en Indiens, moins de cinq cents travailleurs. Ces cinq cents travailleurs représentent un revenu brut d'environ six cent mille francs, d'après la cote de l'Amazone. Et pendant la troisième année on aurait certainement mille travailleurs travaillant au moins pendant une saison.

Le revenu, que l'on déduit aisément, et qui est fort respectable, ne peut pas manquer d'augmenter fatalement dans une proportion rapide. En effet, on n'aura plus le soin des frais et des peines du premier établissement on aura un personnel en même temps adapté et dressé, et on pourra consacrer la meilleure partie des efforts de l'entreprise à augmenter l'importance du courant de main-d'œuvre indigène. Et si la rapide progression des revenus n'arrive pas à s'accélérer encore d'une manière indéfinie, ce n'est point parce que les produits forestiers et autres feront défaut à l'exploitation, mais parce que la main-d'œuvre, beaucoup plus limitée en quantité, ne pourra fournir à la récolte de tous les produits.

CONCLUSIONS

Les conclusions de cette étude se tirent d'elles-mêmes.

L'Amazonie, marché nouveau, nation nouvelle, en croissance rapide et à développement immense, incalculable, peut être une colonie française des plus importantes.

Le milieu amazonien est prodigieusement fertile et riche en même temps que sain, — et il n'est presque pas encore exploité.

La population amazonienne fait le plus séduisant accueil à ceux de nos compatriotes qui sont établis au milieu d'elle, — et ils ne sont encore que cinq cents.

Il se fait annuellement déjà, entre la métropole et ses nationaux de l'Amazonie un mouvement d'échanges de plus de 50 millions de francs.

Je laisse aux jeunes à déduire eux-mêmes une conclusion pratique, quand ils seront leurs maîtres et s'ils n'ont pas peur du mal de mer.

TABLE DES GRAVURES

TABLE DES MATIÈRES

SAINT-DENIS. — IMPRIMERIE PICARD-BERNHEIM ET Cie. — M.-I. — 70684

